

IBLIOTHECA S. J.

Maison Saint-Augustin
ENGHIEN

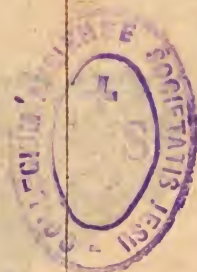
H. 318/32



AZ-1

1-1

É. G. A. P.





21 mars
1843.

RELATION

*De ce qui s'est passé touchant
l'Affaire*

D E L A

R É G A L E,

Dans les Diocèses

D'ALET ET DE PAMIER, |

*Jusqu'à la mort de M. l'Evêque
d'Alet.*



M. D C. L X X X L

RELATION

TO THE

THE

R. E. G. A. L. E.

THE

EXALTED 66 SHAMERS

THE

THE



M. D. C. L. X. X. I.



AVERTISSEMENT.

A Tant recouvré une copie exacte de cette Relation, j'ay cru avoir obligation de la rendre publique. Il est de l'intérêt de l'Eglise qu'on sçache au vray, ce qui s'est passé en une affaire qui a déjà eu de grandes suites, & qui en peut encore avoir de plus grandes à l'avenir. La pluspart des pièces qu'on rapporte icy, sont ou des actes juridiques, ou des lettres écrites sur des sujets tout publics & tres importants à l'Eglise, & qui par conséquent ne doivent pas estre supprimées ni demeurer dans l'obscurité. Il s'est même déjà répandu des copies de quelques unes de ces pièces, où il y a des fautes, qui pourroient augmenter à mesure que ces copies se multiplieroient, s'il n'y estoit remédié par le moyen de l'impression. On a traduit en François les pièces La-

AVERTISSEMENT.

tines ; & l'on a mis la traduction dans la Relation & les Originaux latins à la fin , pour ne pas trop interrompre le fil de la narration. Cette Relation finit à la mort de feu M. l'Evêque d'Alet. Ce qui s'est passé depuis dans le Diocèse de Pamiers pourroit fournir de matière à une autre encore plus ample & plus étendue. Mais comme cette affaire de Pamiers n'est pas terminée , & qu'on n'est pas en estat d'en pouvoir recueillir tous les memoires , il faut attendre un autre temps , que quelqu'un pourra continuer & achever cette histoire.

RELATION

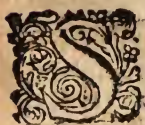
De ce qui s'est passé touchant l'affaire

DE LA RÉGALE,

Dans les diocèses

D'ALET ET DE PAMIERs,

Jusqu'à la mort de M. l'Evêque d'Alet.



Les historiens écrivent avec grand soin les actions des Princes & les divers évènements des Royaumes & des Empires, pour en conserver la mémoire à la postérité; quoyque ce ne soient souvent que des effets de l'ambition, de la vanité, & des autres passions humaines: combien est-il plus juste & plus raisonnable d'écrire ce qui se passe dans l'Eglise, qui est l'Empire de JESUS-CHRIST; & ce que font pour sa deffence ceux que Dieu y suscite, & qu'il remplit de son Esprit pour en estre les Pères & les Pasteurs? C'est ce qui a donné la pensée de dresser une Relation exacte & fidelle de ce qui s'est fait dans les diocèses d'Alet & de Pamiers touchant l'affaire de la Régale, dans laquelle deux Prélat's éminens par leur piété, ont signalé leur zèle, en deffendant les droits & les immunités de l'Eglise. On insérera dans cette Relation, selon l'ordre des dates, les lettres, les Ordonnances, & les autres actes concernant cette affaire, afin que rien ne manque pour en avoir une pleine & entière connoissance.

Feu MESSIRE NICOLAS PAVILLON Evêque d'Alet, qui estoit de Paris d'une famille considéra-

ble de la robe, fut nommé en 1637. à l'Evêché d'Aler, qu'il n'accepta qu'avec beaucoup de peine, après que M. le Cardinal de Richelieu luy en eut fait expédier le Brevet. Il ne vint en son diocèse qu'en Novembre 1639. n'ayant pû avoir ses Bulles plutôt, acause de quelque différent que l'on avoit alors avec la Cour de Rome. C'est environ ce temps-là que commença l'Instance générale de la Régale au Conseil du Roy, où il fut rendu un Arrest le 6. Octobre 1637. qui ordonnoit aux Archevêques & Evêques, qui prétendoient estre exempts du droit de Régale, d'envoyer au greffe du Conseil les titres & enseignemens sur lesquels il fondonient leur exemption, & qui accordoit cependant surcéance des procès jusqu'à mourir dans leurs diocèses, pour raison de ce droit. Le Syndic de la province de Languedoc satisfit à cet Arrest dès le mois de Novembre suivant, en remettant au greffe du Conseil, les titres & les actes des principaux diocèses de Languedoc, dont il fit dresser un Inventaire de ~~procès~~ qui fut imprimé en 1639. à la teste duquel il fait une protestation, que ce n'est que pour témoigner son obéissance auxdits Arrests & sans préjudice du droit & de la liberté où est la province de Languedoc, de n'estre point obligée de rapporter les titres & les preuves de ses franchises & immunités.

Mais quoyque cette affaire se traitast alors au Conseil du Roy, M. l'Evêque d'Aler n'en eut que peu de connoissance. Il arriva pourtant une chose qui pût l'obliger à y faire attention. Les Chanoines de la sainte Chapelle, qui jouissoient encore des revenus des Evêchez vacans en Régale, en vertu des donations que les Roys leur en avoient faites, voulurent traiter avec luy de ceux de l'Evêché d'Aler. Ils luy offrirent de n'en rien demander, pourveu qu'il reçust d'eux une quittance, dont ils prétendoient se faire un titre pour l'avenir; ainsi qu'ils le pratiquoient à l'égard des diocèses de Languedoc & autres, où le droit de Régale n'estoit point reconnu, & où l'on commençoit à vouloir l'introduire. Mais M. l'Evêque d'Aler rejetta cette proposition; & estant parti de Paris au mois d'Octobre 1639. il passa à Lyon où estoit alors

alors la Cour , & presta son serment de fidélité au feu Roy Louis XIII. Après quoy s'estant rendu en son diocèse au commencement de Novembre , il en prit l'entière administration , sans qu'on luy parlât du droit de Régale.

Quelque temps après les Agens généraux du Clergé luy envoièrent , ainsi qu'aux autres Prélatz , l'Inventaire de production du Syndic de Languedoc imprimé par ordre du Clergé. Cet écrit , qui contient au long les titres & les preuves de la liberté de la province de Languedoc en ce qui est de la Régale , pouvoit bien dès lors faire connoître à M. l'Evêque d'Alet l'importance de cette affaire , & son obligation à deffendre le droit de son Eglise. Mais soit qu'il fust occupé en ce commencement de son administration , à pourvoir aux besoins de son diocèse , on qu'il ne jugeast pas devoir rien faire alors en une cause qui luy estoit commune avec tous les Evêques de la province , il ne fit pas grande considération sur cet écrit. Depuis , comme il se passa beaucoup de temps sans qu'on fît rien de nouveau dans cette affaire , il eut d'autant moins d'occasion de s'en instruire & d'y prendre part , qu'il a esté toujours attaché à sa résidence & appliqué au gouvernement de son diocèse , n'estant jamais retourné à Paris pendant les trente huit années de son Episcopat.

Ce n'est donc que depuis la Déclaration du mois de Février 1673. qui a mis fin à l'Instance générale de la Régale , que M. l'Evêque d'Alet a commencé à prendre connoissance du fond de cette affaire. Cette Déclaration qui luy fut envoyée par les Agens du Clergé ainsi qu'à tous les Evêques du Royaume , porte , “ Que le Roy
 „ declare le droit de Régale estre inalienable & impre-
 „ scriptible & luy appartenir universellement dans tous
 „ les Archevêchez & Evêchez de son Royaume , ter-
 „ res , & pais de son obéissance , à la réserve seule-
 „ ment de ceux qui en sont exempts à titre onéreux :
 „ En conséquence ordonne sa Majesté que les Arche-
 „ vêques & Evêques soient tenus dans deux mois du
 „ jour du serment de fidélité qu'ils presteroient , d'ob-

„ tenir des Lettres patentes de mainlevée & de les faire
 „ enregistrer en la Chambre des comptes de Paris, &
 „ que ceux qui ont presté cy-devant serment de fidélité
 „ & n'ont pas obtenu lefdites Lettres de mainlevée,
 „ soient tenus de les obtenir & de les faire enregistrer
 „ dans deux mois en ladite Chambre des comptes;
 „ après lesquels & faute d'y satisfaire dans ledit temps
 „ & iceluy passé, les bénéfices sujets au droit de Régale
 „ dépendans de leur collation, seront déclarez vacans &
 „ impétrables en Régale. Et par une autre Déclaration
 du même mois de Février sa Majesté en exécution de
 la précédente autorise un estat contenant un règlement
 „ des droits, “ qui seront paiez à l'avenir à la Cham-
 „ bre des comptes par les Archevêques & Evêques des
 „ provinces de Languedoc, Guienne, Provence, &
 „ Dauphiné pour l'enregistrement des Lettres de
 „ mainlevée concernant le droit de Régale: sans toute-
 „ fois que lefdits Archevêques & Evêques qui estoient
 „ alors pourvus, & qui avoient presté leur serment de
 „ fidélité, soient tenus de paier lefdits droits dont ils
 „ sont expressément déchargez, pourveu qu'ils obtien-
 „ nent lefdites Lettres de mainlevée & qu'ils les aient
 „ fait enregistrer en ladite Chambre des comptes dans
 „ deux mois après la publication de la susdite Déclara-
 tion. Cette seconde Déclaration fut pareillement en-
 voïée par les Agens du Clergé aux Prélats du Royaume
 & particulièrement à ceux de Languedoc & des autres
 provinces intéressées.

On a sçeu que M. de Boucherat Conseiller d'Estat, qui
 a esté pendant plus de vingt ans Commissaire Rapporteur
 de l'Instance de la Régale, fut d'avis, dans le rapport
 qu'il en fit au Conseil du Roy, de maintenir les Eglises
 dont il s'agissoit, dans leur possession & leur liberté, & de
 ne point étendre la Régale au de là de ses anciennes
 bornes.

M. l'Evêque d'Aler considéra meûrement ce qu'il
 avoit à faire en conséquence de ces Déclarations. Il re-
 connut d'abord que cette obtention des Lettres de
 mainlevée & cet enregistrement qu'on exigeoit de luy,
 estoit

estoit un acquiescement positif à la Régale, & qu'en faisant cela, il s'empêchoit à la vérité de payer la taxe ordonnée & d'estre inquiet pour les bénéfices de sa collation; mais qu'en même temps c'estoit consentir expressément que son Eglise fust assujettie à ce droit pour l'avenir, toutes les fois que le cas y écheroit; ce qu'il ne pouvoit faire, s'il estoit vray qu'elle en fust libre & exempt. Il voulut donc avant toutes choses examiner quel estoit en cela le droit de son Eglise: & il n'eut pas de peine à s'en éclaircir, après qu'il eust vû ce qui en est rapporté dans le second tome des Recœuils du Clergé sous le titre de la Régale. Il lût sur tout avec grand soin l'excellent Mémoire de M. de Marca, qui contient en abrégé les preuves de la liberté des Eglises de Languedoc sur le fait de la Régale, qui sont traitées avec plus d'étenduë dans son huitième livre de l'Accord du Sacerdoce & de l'Empire. Il luy tomba aussi entre les mains un Mémoire manuscrit, où l'on avoit recœuilli ce que les plus célèbres Auteurs ont écrit sur ce sujet, & ce qui s'est fait depuis le commencement de l'Instance de la Régale jusqu'à la Déclaration de 1673. que l'on monstroît par plusieurs considérations estre contraire aux immunités du Clergé & tres préjudiciable à l'Eglise. Il garda plusieurs jours ce Mémoire & le lut & relut avec une grande application. Quelque temps après il vit aussi l'Inventaire de production du Syndic de Languedoc, dont il a esté parlé cy-dessus: & par ces lectures, il demeura pleinement persuadé, que son Eglise n'estoit point sujette à la Régale, & que non seulement il ne pouvoit consentir qu'elle y fust assujettie, mais qu'il estoit obligé de faire ce qui dépendoit de luy pour la conserver dans son ancienne liberté.

Ce sage & pieux Prélat fit une attention particulière au Decret du Concile général de Lyon sur cette matière. Il le considéra comme la règle de la conduite qu'il avoit à garder. Pour y obéir il crût qu'il suffisoit d'abord de ne point acquiescer à la Déclaration en ce qui regarde l'obtention des Lettres de mainlevée & l'enregistrement du serment de fidélité; ne jugeant pas devoir s'engager plus

plus avant, ni rien faire de positif en une affaire de si grande conséquence, qu'à mesure qu'il y seroit comme forcé. Car comme l'humble sentiment qu'il avoit de luy même, le rendoit extrêmement retenu dans les moindres choses où il n'estoit point obligé d'agir; aussi la parfaite confiance qu'il avoit en Dieu, luy inspiroit une grande résolution dans les plus importantes & les plus difficiles, lorsqu'elles estoient une suite des obligations de son ministère. Ainsi pendant toute l'année 1674. il se contenta de recommander cette affaire à Dieu dans ses prières, & d'implorer son assistance pour s'y pouvoir conduire avec la prudence & la fermeté requises.

Les choses demeurèrent en cet estat jusqu'au mois de May 1675. qu'un nommé la Gorrec Clerc tonsuré du diocèse de Toulouse, ayant esté pourvu en Régale de la Thresorerie de l'Eglise Cathédrale d'Alet sur la résignation à luy faite par le dernier titulaire, se presenta au Chapitre pour prendre possession de ce bénéfice. Le Chapitre le refusa & le renvoia à M. l'Evêque d'Alet, qui estoit alors en visite dans les paroisses de son diocèse. Après trois actes faits au Syndic du Chapitre, il se fit mettre en possession par un prestre du diocèse de Narbonne en presence d'un Notaire: ce que M. l'Evêque d'Alet ayant sçu au retour de ses visites, il rendit l'ordonnance suivante.

ORDONNANCE

DE M. L'ÉVÊQUE D'ALET,

*Contre le Sr. la Gorrée pourvu en Régale de la
Thresorerie de l'Eglise Cathédrale d'Alet.*

N I C O L A S par la misericorde de Dieu 30. May
1675.
Evêque d'Alet au premier Prestre, Clerc
tonsuré, ou autre sur ce requis, salut &
bénédictio. Nous ayant esté représenté par le
Promoteur de nostre diocèse que M. Estienne
la Gorrée Clerc tonsuré du diocèse de Toulouse
se prétendant pourvu en Régale de la Tresorerie
de nostre Eglise Cathédrale, comme vacante par
la résignation que M. Jean Rigail possesseur d'i-
celle en auroit faite en sa faveur entre les mains
de sa Majesté, auroit requis le Chapitre par trois
actes des 25. 26. & 27. de ce mois, de le recevoir
en vertu desdites provisions, & sur le refus dudit
Chapitre, il se seroit fait mettre en possession
de ladite Thresorerie par un prestre du diocèse
de Narbonne le 27. du même mois, & le même
jour il auroit fait signifier ladite prise de posses-
sion au Syndic du Chapitre, prétendant l'avoir
par la suffisamment publiée, & estre maintenant
en estat de faire les fonctions de ladite Threso-
rerie & de jouir des honneurs, fruits, & reve-
nus qui y sont attachez. Ce qui est une intrusion
manifeste dans ledit bénéfice, puisque non seule-
ment la province Ecclesiastique de Narbonne n'a
jamais esté sujette au droit de Régale, dont au con-

traire elle se trouve exempte par une possession immémoriale, mais qu'il ne paroist par même comment la Régale, quand elle auroit lieu en cette province, pourroit estre ouverte dans ce diocèse, veu qu'il y a trente six ans que nous sommes dans la possession & administration de nostre Evêché, & que depuis ce temps-là nous avons toujours conféré les bénéfices de nostre Eglise Cathédrale sans aucun trouble ou empêchement du costé de la Régale: de sorte que le dit la Gorrée est le premier qui se soit avisé d'obtenir en Régale un bénéfice dépendant de nostre collation, comme si le siège Episcopal estoit vacant dans ce diocèse, & qu'un droit qui n'y a esté jamais connu ou pratiqué, pût commencer à y avoir lieu après une possession & administration paisible de 36. années. Ce qui fait voir que ledit la Gorrée n'a pû obtenir leldites provisions en Régale qu'en surprenant la Religion de sa Majesté. Et en effet ledit la Gorrée semble assez reconnoistre que la Régale n'a point lieu en ce diocèse, puisqu'il a obtenu des provisions en Cour de Rome du même bénéfice, sur lesquelles il témoigne vouloir prendre une seconde possession. Enquoy d'ailleurs il a gardé si peu de mesures, qu'il n'est par venu vers nous avant que de prendre possession en vertu desdites provisions en Régale, quoyque nous fussions en visite dans les paroisses de nostre diocèse, & seulement à cinq ou six lieues de cette ville, comme il en a esté suffisamment informé par la réponse que le Chapitre a faite à ses actes. Et
d'au-

d'autant que ce procédé est entièrement contraire aux SS. Canons, injurieux à nostre Caractère, & préjudiciable aux droits & immunités de l'Eglise, ledit Promoteur auroit demandé qu'il nous plût interposer nostre autorité pour arrêter cette entreprise, en ordonnant qu'il soit procédé contre ledit la Gorrée comme estant intrus dans ledit bénéfice, & que cependant défenses luy soient faites de s'ingérer dans ledit bénéfice sous peine d'excommunication, qui sera encouruë par le seul fait, & audit Chapitre de le recevoir aux divins offices & le reconnoistre en ladite qualité de Thresorier, sous peine d'Interdit. Nous veû les actes énoncez par le Promoteur de nostre diocèse, & ayant aucunes égard à ses réquisitions, avons fait & faisons inhibitions & deffences au dit la Gorrée de s'ingérer dans les fonctions de ladite Thresorerie & d'assister aux offices divins dans le chœur de nostre Eglise Cathédrale en vertu de sa prétendue prise de possession du 27. de ce mois, à peine d'excommunication qui sera encouruë par le seul fait: & au Chapitre de nostredite Eglise Cathédrale de le recevoir auxdites fonctions & auxdits offices divins, à peine d'Interdit. Si vous mandons que pour l'intimation & l'exécution de nostre presente Ordonnance vous fassiez toutes les significacions requises & nécessaires. Donné à Alet dans nostre Hostel Episcopal le 30. May 1675. signé NICOLAS Ev. d'Alet. Et plus bas par Monseig. MERCIER.

Cette ordonnance fut signifiée au Syndic du Chapitre & au Sieur la Gorrée qui se retira d'Alet peu de jours après, ne se souciant guère de résider & d'aller au chœur, pourveu qu'on luy laissât prendre les fruits de la Thresorerie.

Il n'y avoit que peu de temps qu'on avoit fait l'ouverture de l'Assemblée générale du Clergé à Saint Germain en Laye, lorsque M. l'Ev. d'Alet rendit cette ordonnance. Il crut devoir profiter de cette conjoncture pour écrire à l'Assemblée & la porter à prendre part à l'affaire de la Régale & à faire des remonstrances au Roy, à l'exemple des Assemblées précédentes: à quoy elle paroissoit avoir d'autant plus d'engagement, qu'estant la première qu'on eust tenuë depuis la Déclaration de 1673. si elle ne disoit rien sur une affaire si importante, son silence pourroit estre pris pour un acquiescement à la Déclaration; ce qui rendroit à l'avenir le mal presque sans remède. Et comme il arriva en même temps qu'un Grand Vicaire de Mirepoix donna le *Visa* d'une Chanoinie de l'Eglise Collégiale de Saint Paul de Fenoillede sur le refus de M. l'Ev. d'Alet & du Grand Vicaire de Narbonne, nonobstant les réglemens des Assemblées générales du Clergé qui condamnent très sévèrement ces sortes d'entreprises, M. l'Evêque d'Alet joignit ces deux choses dans sa lettre, dont voicy la teneur.

L E T T R E

DE M. L'ÉVÊQUE D'ALET,

À l'Assemblée Générale du Clergé de 1675.

MESSEIGNEURS,

8. Juill.
1675.

COMME je suis persuadé de vostre zèle pour la conservation des droits de l'Eglise & pour le maintien de la discipline Ecclesiastique; je prens la confiance de vous adresser
mes

mes plaintes touchant deux affaires qui me sont arrivées depuis peu, & dans lesquelles on a également violé l'immunité de l'Eglise & l'ordre de sa discipline. La première de ces affaires, MESSIEIGNEURS, est celle qui m'a esté suscitée par un Clerc du diocèse de Toulouse, qui ayant obtenu par surprise des provisions en Régale d'une des Dignitez de nostre Eglise Cathédrale, s'est venu mettre en possession de ce bénéfice en mon absence, & lorsque j'estois en visite dans les paroisses de mon diocèse. J'ay crû que je ne pouvois, sans trahir mon Ministère, dissimuler cette entreprise; & par une Ordonnance, dont j'ay joint icy la copie, j'ay fait deffences à ce prétendu Régaliste de s'ingérer dans les fonctions de ce bénéfice, & au Chapitre de nostre Eglise Cathédrale de l'y recevoir. Il n'est pas besoin, MESSIEIGNEURS, que je vous représente icy les raisons qui m'ont porté à faire cette Ordonnance. Elles sont les mêmes, que celles qui ont obligé les précédentes Assemblées à travailler avec tant de zèle & de vigueur pour conserver la province de Narbonne & plusieurs autres provinces & Eglises particulières dans leur ancienne liberté en ce point. Je n'ay fait que suivre l'exemple de ces Assemblées, & me conformer à l'Esprit dont elles ont esté animées, & qui paroist dans les actes & mémoires qu'on lit dans les derniers Recœuils imprimez par ordre du Clergé. J'aurois esté bien aisé néanmoins qu'on ne m'eust point obligé à faire cette démarche. Quoyque l'affaire de la Régale soit d'une tres grande importance, non seulement

lement pour mon diocèse, mais pour plusieurs provinces entières & pour plusieurs Eglises particulières, je ne m'estois point encore déterminé à ce que j'avois à faire en cette rencontre; & je me contentois de prier Dieu, qui tient les cœurs des Rois entre ses mains, & qui préside dans l'Assemblée des juges de son peuple, qu'il luy plût d'inspirer là dessus au Roy des pensées dignes de sa justice & de sa piété, & d'ouvrir à vostre Assemblée les moiens de travailler efficacement à la conservation des droits & des libertez de ces Eglises. Mais on ne m'a pas permis de demeurer plus long-temps en cette suspension. Ce nouveau pourvu en Régale s'est venu mettre en possession d'une des dignitez de nostre Eglise Cathédrale, comme si le Siège Episcopal estoit vacant: & il a prétendu, non seulement que la Régale avoit lieu dans cette province, nonobstant son ancienne liberté confirmée par une possession immémoriale & par tant de titres si Authentiques; mais de plus qu'elle estoit ouverte dans mon diocèse après trente six années de paisible administration, pendant lesquelles j'ay conféré sans aucun trouble les bénéfices qui sont de ma collation. Voila, MESSIEIGNEURS, la première chose dont j'ay crû devoir informer l'Assemblée, & pour laquelle je la supplie de vouloir m'appuyer de son autorité & de sa protection. La seconde est touchant un *Visa in formâ dignum*, que le Sieur Baron Vicaire général de Monseigneur l'Evêque de Mirepoix a donné depuis peu sur mon refus & sur celui du Vicaire général de Monseigneur le Cardinal

dinal de Bonzy Archevêque de Narbonne, d'une Chanoinie dans une Eglise Collegiale de mon diocèse...., Il se voit encore dans les Mémoires de l'Assemblée de 1660. qu'un Vicaire général du même diocèse de Mirepoix fut noté pour une semblable faute. Et comme plusieurs Assemblées ont fait des réglemens contre ces sortes d'entreprises, j'ay crû, MESSEIGNEURS, que je devois vous donner avis de celle-cy qui est recente & tres qualifiée dans les circonstances, afin qu'il vous plaise d'en procurer la réparation, & de prendre les expédiens les plus propres pour empêcher à l'avenir de semblables desordres. Il y a encore quelques autres points sur lesquels j'ay pris la confiance d'écrire à Monseigneur l'Evêque de Beziers député de cette province, & dont je l'ay prié de vouloir faire le rapport à l'Assemblée. Je finis en faisant des vœux pour tous ceux qui composent cette illustre Corps, & en vous assurant que je suis avec une parfaite vénération & un profond respect.

MESSEIGNEURS

*Votre très humble & très obeissant
serviteur,*

*A Alet ce 8. Juillet
1675.*

NICOLAS Ev. D'ALET.

M. l'Evêque d'Alet accompagna cette lettre à l'Assemblée, de quatre autres qu'il écrivit à M. l'Archevêque de Paris président de l'Assemblée, à M. le Cardinal de Bonzy Archevêque de Narbonne qui estoit alors à Paris,

ris, & à M. M. les Evêques de Montpellier & de Beziers députez de la province de Narbonne en l'Assemblée générale. Il adressa à M. l'Evêque de Beziers la lettre pour l'Assemblée générale, le priant de la présenter ou faire présenter.

L E T T R E

DE M. L'EVÊQUE D'ALET,

*A M. l'Archevêque de Paris president
de l'Assemblée.*

MONSEIGNEUR,

3. 7. 11. 12.
2675.

JE me donne l'honneur d'écrire à l'Assemblée touchant deux affaires importantes arrivées depuis peu dans mon diocèse. J'ay cru, MONSEIGNEUR, que vous n'auriez point désagréable la liberté que je prens de m'adresser à vous comme au Chef de cet illustre Corps, pour vous supplier de vouloir me donner vostre protection en cette rencontre, & appuyer de vostre autorité des demandes que j'espère que vous jugerez également justes & avantageuses pour l'Eglise. Je ne marque point icy plus en particulier quelles sont ces demandes, parceque M. M. de Montpellier & de Beziers députez de cette province à qui j'en ay écrit, pourront, si vous le jugez à propos, vous en éclaircir. Cependant, MONSEIGNEUR, je continueray à offrir mes prières à Dieu afin qu'il vous remplisse de plus en plus de ses lumières & de ses graces, vous suppliant d'estre

d'estre persuadé que je suis en son amour avec
un profond respect,

MONSEIGNEUR,

*Votre très humble & très obeissant
serviteur,*

*A Alet ce 8. Juil-
let 1675.*

NICOLAS Ev. D'ALET.

LET TRE

DE M. L'EVEQUE D'ALET.

*A. M. le Cardinal de Bonzy Arche-
vêque de Narbonne.*

MONSEIGNEUR,

JE ME suis donné l'honneur d'écrire à <sup>8. Juil-
1675.</sup> l'Assemblée générale pour luy adresser mes
plaintes touchant deux affaires arrivées de-
puis peu dans mon diocèse. L'une est d'un Ecclé-
siastique de Toulouse qui a obtenu des provisions
en Régale d'une des Dignitez de nostre Eglise
Cathédrale en vertu desquelles il s'est mis en pos-
session de ce bénéfice: & l'autre est d'un Clerc
du diocèse de Carcassonne à qui le Vicaire géné-
ral de M. l'Evêque de Mirepoix à donné le *Visa*
pour un bénéfice de mon diocèse sur mon refus
& sur celui de M. Dumas vostre Vicaire général.
Comme ces deux affaires, MONSEIGNEUR
regardent le bien public, & que celle de la Ré-
gale est d'une tres grande importance pour la pro-
vince de Narbonne, dont vous estes le Chef, j'ay
crû

crû qu'il estoit de mon devoir de vous en donner avis. La conjoncture paroist assez favorable, n'y ayant guère que l'Assemblée du Clergé qui soit en droit & en autorité d'agir efficacement en cette rencontre: & si elle ne le fait, il est à craindre que le mal sera irréparable & sans ressource. J'ay pris aussi la confiance d'en écrire à M. M. de Montpellier & de Beziers députez de cette province, qui pourront vous informer plus particulièrement de l'état & de l'importance de cette affaire. Je prie Dieu, MONSIEUR, qu'il vous inspire là dessus ce qui sera de plus utile pour sa gloire & pour le bien de son Eglise. Je suis toujours en luy. MONSIEUR, avec une affection tres respectueuse & tres cordiale.

Votre tres humble & tres obéis-

Alet ce 8. Juil-
let 1675.

sance serviteur,

NICOLAS EV. D'ALET.

LE T T R E

DE M. L'EVÊQUE D'ALET,

*A. M. Evêque de Montpellier député de la
province Ecclesiastique de Narbonne en
l'Assemblée générale du Clergé.*

MONSIEUR,

8. Juil.
1675.

JE me suis crû obligé d'adresser mes plaintes à l'Assemblée générale touchant deux affaires dont la principale est celle de la Régale, que l'on prétend estre ouverte dans mon diocèse en vertu de la dernière Déclaration. Vous
avez.

avez déjà, **M O N S E I G N E U R**, signalé vostre zèle en cette matière par l'excellent discours que vous fistes au nom de toute l'Eglise de France dans l'Assemblée de 1655. & qui se lit dans les derniers Recœuils imprimez par ordre du Clergé. Il semble donc que c'est par une providence particulière que vous vous trouvez encore dans cette Assemblée, pour y soutenir l'ancienne liberté de nostre Province Ecclesiastique & de plusieurs autres provinces & Eglises particulières, qui ont esté de tout temps exemptes du droit de Régale, & qui sont à la veille d'y estre assujetties pour toujours, si le Clergé ne prend en main leur deffence. Vous connoissiez mieux que personne, **M O N S E I G N E U R**, la justice & l'importance de cette affaire, & Dieu vous a donné la lumiere, la capacité, & les autres talens nécessaires pour servir utilement l'Eglise en une occasion si pressante. Je me donne l'honneur d'en écrire aussi à M. le Cardinal de Bonzy, à M. l'Archevêque de Paris President de l'Assemblée, & à M. de Beziers. Je prie **N O S T R E S E I G N E U R** qu'il vous remplisse de plus en plus de sa lumiere & de sa force pour connoistre & accomplir sa sainte volonté dans cette rencontre & dans toutes les autres où il s'agira de sa gloire & de l'intérêt de son Eglise. Je prens aussi la confiance de vous demander vostre assistance pour quelques autres affaires de mon diocèse dont j'ay envoyé les mémoires pour estre presentez à l'Assemblée. Je finis en vous priant de me conserver toujours l'honneur de vostre ancienne amitié, & d'estre per-

persuadé que je suis avec beaucoup de respect
& d'affection.

MONSEIGNEUR,

*Vôtre très humble & très obeissant
serviteur,*

*A Alet ce 8. Juil-
let 1675.*

NICOLAS Ev. D'ALET.

LET TRE

DE M. L'EVÊQUE D'ALET,

*A M. l'Evêque de Beziers député de la Pro-
vince Ecclésiastique de Narbonne en l'As-
semblée générale.*

MONSEIGNEUR,

*D. J. N. R.
1675.*

JE NE PUIS assez vous témoigner ma très
humble reconnoissance de la lettre si hon-
neste & si obligeante qu'il vous a plu de m'é-
crire. Je l'ay reçue comme un effet de vostre bon-
té pour moy & comme une continuation des
marques qu'il vous plaist de me donner de l'hon-
neur de vostre souvenir. Je prens, MONSEI-
GNEUR, la confiance de vous adresser une let-
tre que j'écris à l'Assemblée dont j'ay joint icy
une copie, afin que vous en ayez communica-
tion avant que de la presenter ou la faire presenter
à l'Assemblée. Le point de la Régale, qui en fait
le principal sujet, vous paroitra sans doute d'une
grande importance. Depuis que la Déclaration
du Roy du mois de Février 1673. me fut envoyée
par

par les Agens du Clergé; j'ay souvent pensé à la grandeur & à la difficulté de cette affaire: & après m'en estre instruit plus particulièrement dans les actes & mémoires des Recœuils du Clergé, j'ay esté pleinement persuadé que tous M. M. les Prelats de Languedoc ne peuvent se dispenser d'y prendre part: & pour mon particulier je n'ay point crû pouvoir acquiescer positivement à cette Déclaration, ni faire registrer mon serment de fidélité comme elle l'ordonne. Je n'estois pas toutefois encore déterminé à ce que je devois faire, au cas que je fusse obligé d'y prendre part d'une maniere plus positive, & j'attendois en patience qu'il plût à Dieu d'ouvrir aux personnes qui ont le plus d'autorité pour cela, les moiens d'y travailler efficacement. Mais on ne m'a pas permis de demeurer plus long-temps en cet estat. Sous prétexte que je n'ay point fait registrer mon serment de fidélité, un Clerc du diocèse de Toulouse s'est venu mettre en possession d'une des Dignitez de nostre Eglise Cathédrale sur des provisions en Régale. J'ay crû qu'il estoit de mon obligation de m'y opposer & d'en adresser ma plainte à l'Assemblée. Peut-estre que ce sera une occasion de la porter à examiner cette matière & à prendre quelque bonne résolution sur une affaire si importante: en quoy elle ne fera que suivre l'exemple des précédentes Assemblées. Et il semble qu'elle y est d'autant plus engagée, que la Déclaration ayant esté renduë depuis deux ans, si le Clergé ne dit mot en cette rencontre, son silence pourra passer pour un acquiescement express

prés & rendre le mal presque sans remède. Il n'est pas besoin, MONSEIGNEUR, que je m'étende davantage là dessus : vous suppléerez aisément par vostre lumière tout ce qui s'en pourroit dire. Je me donne l'honneur d'en écrire aussi à M. le Cardinal de Bonzy & à M. l'Archevêque de Paris, & encore à M. l'Ev. de Montpellier qui est parfaitement instruit de cette affaire & qui y a eu beaucoup de part en l'Assemblée de 1655. Vous trouverez aussi, MONSEIGNEUR, dans ce paquet quelques Mémoires sur des affaires de mon diocèse dans lesquelles je vous supplie de vouloir nous donner vostre assistance. Je finis en vous suppliant de me conserver toujours l'honneur de vostre amitié & d'estre persuadé que je suis avec beaucoup de respect & d'affection.

MONSEIGNEUR,

*Votre très humble & très obeïssant
serviteur,*

A Alet ce 8. Juillet 1675.

NICOLAS EV. D'ALET.

Ces lettres furent renduës à ces Prelats par un Ecclesiastique à qui M. l'Evêque d'Alet les avoit adressées. Peu de temps après M. l'Evêque de Beziers fit réponce, qu'ayant conféré avec M. le Cardinal de Bonzy, & ensuite avec M. l'Archevêque de Paris & encore avec des personnes amies de M. l'Evêque d'Alet touchant sa lettre à l'Assemblée, on avoit crû qu'il n'estoit point à propos de la presenter : parce l'affaire de la Régale ayant esté réglée par un Arrest du Conseil & par la Déclaration du Roy après que les Agens-généraux du Clergé estoient intervenus en l'instance du Conseil, on ne voioit point de jour à rien obtenir touchant le fond de cette affaire :
Mais

Mais que pour ce qui le regardoit en particulier, on pourroit agir auprès du Roy, & veu le long-temps qu'il y avoit qu'il estoit en possession de son Evêché, obtenir de sa Majesté un nouveau delay de six mois pour faire registrer son serment, & même la révocation des provisions de la Thresorerie de son Eglise Cathédrale dont il se pleignoit.

C'estoit supposer que M. l'Evêque d'Alet vouloit bien faire registrer son serment de fidélité, & qu'il ne pensoit qu'à se conserver la collation des benefices qu'on prétendoit avoir vaqué en Régale dans son diocèse faute d'avoir fait cet enregistrement dans le temps porté par la Déclaration. Il avoit néanmoins témoigné assez expressément le contraire dans ses lettres, & il n'estoit pas malaisé de voir qu'en écrivant à l'Assemblée touchant une affaire particulière de son diocèse, il vouloit l'engager à agir pour la cause générale des provinces & des Eglises exemptes de la Régale. Cette réponse de M. l'Evêque de Beziers obligea M. l'Evêque d'Alet à s'expliquer encore plus clairement, & à témoigner le desir qu'il avoit que sa Lettre fust rendue à l'Assemblée; ce qu'il fit par un mémoire qu'il envoya à cet Ecclesiastique qui avoit rendu ses lettres & qui le fit voir à M. l'Evêque de Beziers.

La lettre fut en effet présentée & lue dans l'Assemblée, qui l'écouta avec beaucoup d'attention & non sans quelque applaudissement. Mais M. l'Archevêque de Paris président, ne voulant pas qu'on mist en délibération le point de la Régale, s'offrit d'en parler au Roy, & ainsi étouffa l'affaire, sans qu'on en parlât plus depuis. Il fit néanmoins ensuite cette réponse à M. l'Evêque d'Alet.

L E T T R E

DE M. L'ARCHEVEQUE DE PARIS,

A M. l'Evêque d'Alet.

MONSEIGNEUR,

2. Sept.
1675.

J'Ay executé ce que vous avez desiré de moy , & j'ay proposé les trois affaires desquelles vous m'avez fait l'honneur de m'écrire. Je ne m'en explique point avec vous par écrit, ayant confié ce que j'ay à vous dire à la personne qui vous va trouver, & qui vous en informera mieux de vive voix, que je ne pourrois faire par ma lettre. Je ne sçay, MONSEIGNEUR, s'il s'acquittera aussi bien que je voudrois de la prière que je luy ay faite, de vous témoigner l'estime & le respect que vostre vertu & vostre rare mérite m'ont donné pour vostre personne, & la veritable passion avec laquelle je suis

MONSEIGNEUR,

*Vostre très humble & très obeïssant
serviteur,*

Ce 2. Sep. 1675.

FRANCOIS A. de Paris.

Cette personne dont parloit M. l'Archevêque de Paris n'est point venue à Alet; & on n'a point sçu qui elle estoit.

M. le Cardinal de Bonzy fit une réponce assez courte, renvoyant à la lettre de M. l'Evêque de Beziers pour sçavoir ce qu'on avoit pensé touchant la lettre à l'Assemblée.

Pour

Pour M. l'Evêque de Montpellier, il ne fit aucune réponse, n'ayant point voulu apparemment s'expliquer sur cette matière, ny rien faire qui luy pût nuire dans le dessein qu'il avoit de se démettre de son Evêché en faveur d'un de ses neveux, comme il fit peu de temps après l'Assemblée avec l'agrément du Roy. On a sçu même qu'après qu'une personne de grande considération eut conféré avec luy sur ce sujet & l'eut exhorté à se déclarer pour le droit & la liberté des Eglises de cette province, comme il avoit fait en l'Assemblée de 1655. il luy fit réponse qu'on leur avoit fermé la bouche sur cette affaire.

MESSIRE FRANÇOIS CAULET, Evêque de Pamiers estoit alors a Paris, pour une affaire tres importante de son diocèse, qui regardoit le gouvernement du pais de Foix, & dans laquelle il obtint ce qu'il desiroit, après avoir eu une audience assez favorable du Roy. Quoyqu'il ne fût pas encore instruit à fond de la question de la Régale, il n'avoit point fait registrer son serment de fidélité depuis la Déclaration de 1673. voulant examiner à loisir s'il le pouvoit faire en conscience & sans blesser les droits de son Eglise. Cependant la première dignité de son Chapitre, qui est celle d'Archidiacre & dont le revenu est considérable, estoit vacante par la mort du dernier titulaire. Comme le Chapitre de l'Eglise Cathédrale de Pamiers est régulier & que ce Prélat s'estoit appliqué avec un zèle extraordinaire à y rétablir la réforme, il estoit tres important qu'il pût disposer de ce bénéfice. On voulut donc se servir de cette occasion pour l'engager à faire registrer son serment avant que de retourner en son diocèse. Le P. de la Chaize Confesseur du Roy luy offrit de luy faire expédier les provisions de ce bénéfice, pour un de ses Ecclesiastiques qui estoit avec luy & qu'on sçavoit qu'il avoit dessein d'y nommer; comme aussi de luy donner de pareilles provisions pour les Chanoines & autres bénéficiers qui avoient esté pourvus de leurs bénéfices depuis la Déclaration, afin qu'on ne les pût inquiéter. A

quoy il parut acquiescer sur l'heure. Mais depuis ayant fait réflexion à l'engagement où l'on prétendrait qu'il feroit entré par là, il fit témoigner au P. de la Chaize qu'il n'accepteroit point ces provisions: ce qui a donné occasion à ce Père de publier que M. de Pamiers avoit manqué à sa parole, en ne faisant point enregistrer son serment de fidélité, comme il supposoit qu'il l'avoit promis.

Au mois d'Octobre 1675. M. l'Evêque d'Alet eut une grande maladie qui le conduisit jusqu'aux portes de la mort: pendant laquelle, pensant à ce qu'il avoit à faire si Dieu luy rendoit la santé, il fut fortement touché de cette pensée, qu'il devoit luy témoigner dans l'affaire de la Régale une fidélité nouvelle & encore plus exacte que par le passé. Ce qui l'affermir encore dans cette résolution, fut la vie de Saint Thomas de Cantorbéry imprimée à Paris en 1674. qu'on luy avoit envoyée depuis peu. Il lût ce livre avec beaucoup de satisfaction après sa convalescence, & il l'avoit ordinairement sur sa table. Il admiroit la fermeté de ce saint Archevêque pour qui il avoit toujours eu une dévotion particulière; & il fut sur tout touché de ce qui y est rapporté, que ce fut le point de la Régale, c'est-à-dire la jouissance des revenus des Eglises vacantes qu'on usurpoit & à quoy il ne voulut point acquiescer, qui aigrit davantage contre luy l'esprit du Roy Henry II. & qui luy attira cette longue persécution, dans laquelle il obtint enfin la couronne du Martyre.

Vers la fin de Novembre 1675. M. l'Evêque de Pamiers fut de retour en son diocèse. Il y trouva tant d'occupations qu'il ne put venir voir M. l'Evêque d'Alet qui ne faisoit que relever de maladie; s'estant contenté de luy envoyer un de ses Ecclésiastiques pour le féliciter de sa convalescence: desorte que ces deux Prélats ne se sont point vus alors ni depuis pour conférer entre eux & convenir de la conduite qu'ils avoient à garder en l'affaire de la Régale. M. de Pamiers peu de temps après l'examina en son particulier. Il vit le factum de

M. Se-

M. Sevin Evêque de Cahors touchant l'immunité de son Eglise, que ce Prélat luy avoit envoyé, & où la matière de la Régale est solidement traitée. Mais ce qui luy en donna une pleine & entière connoissance fut un Traité manuscrit, autre que celui dont il a esté parlé cy-dessus, composé par un sçavant & pieux Ecclésiastique de Languedoc, qui a recœuilli avec beaucoup de soin tout ce que les Autheurs ont écrit sur ce sujet, & qui montre par plusieurs réflexions l'extrême préjudice que l'Eglise souffre de l'introduction de ce droit. Il fut persuadé après ces lectures qu'il ne pouvoit faire enregistrer son serment de fidélité, ny acquiescer à la Déclaration; & il demeura ferme dans cette résolution, nonobstant les suites qu'il en prevoioit, dont une des plus sensibles pour luy, estoit le préjudice que pouvoit souffrir la réforme du Chapitre, pour laquelle il avoit tant travaillé & qu'il avoit toujours eue si fort à cœur.

Au commencement de l'année 1676. M. l'Evêque d'Alet apprit par une voie sûre, que non seulement les plaintes qu'il avoit portées à l'Assemblée du Clergé, n'avoient produit aucun bon effet, mais qu'on avoit de nouveau expédié des provisions du Doyenné de son Eglise Cathédrale, & de plusieurs Chanoinies tant de l'Eglise Cathédrale, que de la Collégiale de Saint Paul, comme ayant vaqué en Régale; & que les pourvus se disposoient à en venir prendre possession & à chasser les titulaires qui en jouissoient paisiblement depuis plusieurs années. Après avoir mûrement pensé à ce qu'il avoit à faire en cette rencontre, il crut qu'ayant tenté inutilement les autres voies, il devoit, pour obéir au Decret du Concile general de Lyon, rendre l'Ordonnance suivante.

ORDONNANCE DE M. L'ÉVÊQUE D'ALET,

*Contre les pourvus en Régale des bénéfices
du Diocèse d'Alet.*

4. Mars
1676.

NICOLAS par la miséricorde de Dieu
Evêque d'Alet. A nos chers & bien ai-
mez frères les Chanoines de nostre Egli-
se Cathédrale & de la Collégiale de Saint Paul,
Archiprestres. Recteurs, Vicaires, & autres Ec-
clésiastiques, salut & benediction. Sur ce qui
nous a esté représenté par le Promoteur de nostre
diocèse qu'il est venu à sa connoissance, que di-
vers particuliers auroient par surprise obtenu des
provisions en Régale de plusieurs bénéfices, soit
dignité ou chanoines, tant de nostre Eglise
Cathédrale, que de la Collégiale de saint Paul,
& qu'ils prétendent se mettre en possession des-
dits bénéfices en vertu desdites provisions de Ré-
gale, bien que la plupart de ces bénéfices soient
actuellement remplis de personnes qui en ont
esté pourvues canoniquement & qui en sont en
possession paisible depuis plusieurs années. Ce
qui ne peut estre regardé que comme une entre-
prise également injurieuse à l'Eglise & contraire
à l'ancien droit & à la liberté canonique de la Pro-
vince Ecclésiastique de Narbonne, qui n'a ja-
mais esté sujette à la Régale, non seulement du
temps qu'elle avoit des Seigneurs particuliers,
mais aussi depuis qu'elle a esté unie à la Couron-
ne

ne sous le règne de Saint Louis, qui la conserva dans tous ses droits & toutes ses immunités, comme ont fait depuis les Rois très-Christiens les successeurs, & nommément en ce qui regarde la Régale: dequoy Philippe le Bel donna une Déclaration expresse par ses Lettres patentes de l'année 1303. dans laquelle liberté ladite province s'est toujours depuis conservée par une possession constante & immémoriale. Outre que quand le droit de cette province ne seroit pas en cela aussi établi qu'il l'est, ce seroit toujours une chose inouïe que la Régale pût estre censée ouverte dans nostre diocèse apres 36. années d'Episcopat & d'une possession paisible, pendant lesquelles nous avons conféré les bénéfices de nostre diocèse sans aucun trouble du costé de la Régale. Que plus cette entreprise est nouvelle & préjudiciable à l'Eglise, plus il est important de l'arresten en son commencement, veu même qu'il y a déjà deux bénéfices dans nostre diocèse, dont on prétend s'estre mis en possession en vertu de semblables provisions de Régale, sçavoir la Thresorerie de nostre Eglise Cathedrale, qu'un Clerc du diocèse de Toulouse s'est fait resigner en Régale, & dont il prétend percevoir les fruits nonobstant nostre Ordonnance à luy signifiée, par laquelle nous luy avons fait deffences sous peine d'excommunication *ipso facto*, de s'ingérer dans les fonctions dudit bénéfice, en vertu desdites provisions de Régale & de sa prétendue prise de possession faite en conséquence: & l'autre est le bénéfice de Séquières, qui estant originairement cure & à

charge d'âmes , & ayant même encore quelques paroissiens , quoyqu'en petit nombre , a esté possédé depuis plusieurs années par une personne qui exerce une fonction laïque , qui l'a fait passer depuis peu à une autre personne qu'on ne connoist point , & dont on n'a pas même appris le nom. Desorte que si l'on n'empêche le cours de ces sortes d'entreprises, elles ne peuvent avoir que des suites très dommageables à l'Eglise & causer beaucoup de trouble & de confusion dans lesdits Chapitres & le diocèse : Nous requerant qu'il nous plût à cet effet interposer nostre autorité. Nous ayant égard aux réquisitions dudit Promoteur & desirant d'empêcher l'entreprise de ces prétendus Régalistes , de maintenir les titulaires canoniquement pourvus desdits bénéfices , & de conserver , autant qu'il est en nous, les droits & les libertez de nostre Eglise , selon que nous y sommes obligez par la loy de Dieu & les SS. Canons , avons fait & faisons inhibitions & deffences aux Chapitres de nostre Eglise Cathédrale & de la Collégiale de Saint Paul, de recevoir aucuns pourvus en Régale dans les bénéfices de leursdites Eglises en vertu des provisions par eux subrepticement obtenues, les installer, leur donner place au Chœur ou au Chapitre , & les admettre à aucunes fonctions desdits bénéfices , à peine de suspension *ipso facto* contre ceux qui auront appuié ou favorisé ladite réception ou installation ; & auxdits pourvus de s'y ingérer, sous peine d'excommunication *ipso facto* : faisant pareillement deffences à toutes personnes Ecclésiastiques de
mettre

mettre en possession lesdits Régalistes en vertu desdites provisions, assister à leur prise de possession, & leur donner ayde & appui pour cet effet à peine de suspension *ipso facto*. Et mandons au premier Prestre, Clerc tonsuré, ou autre sur ce requis, que pour la signification de nostre presente Ordonnance, ils fassent tous les actes requis & nécessaires. DONNÉ à Alet dans nostre Hostel Episcopal le 5. Mars 1676. signé NICOLAS Evêque d'Alet. Et plus bas par Monseigneur MERCIER.

On ne fut pas long-temps à reconnoître que l'avis qui avoit esté donné touchant les provisions en Régale du Doyenné & des autres bénéfices d'Alet, n'estoit que trop véritable. Car le 25. Mars jour de l'Annonciation de la Sainte Vierge, on vit paroître à Alet un Ecclesiastique fondé de procuration du Sieur de Foix pourvu en Régale du Doyenné d'Alet, & d'un nommé Rodeille pourvu aussi en Régale d'une Chanoinie de l'Eglise Cathédrale, qui se presenta au Chapitre pour prendre possession de ces bénéfices. On luy fit signifier l'Ordonnance de M. l'Evêque d'Alet: après quoy il fit signifier un acte au Syndic du Chapitre & se retira.

M. l'Evêque d'Alet, avoit résolu en ce temps là d'écrire au Roy, pour luy rendre compte de sa conduite, & pour luy faire de très humbles Remonstrances sur l'affaire de la Régale. Mais comme sa Majesté estoit sur le point de partir pour la Flandre, il crut devoir différer & attendre qu'Elle fust de retour.

Cependant cette Ordonnance estant devenue publique par les copies qui s'en répandirent, fit un grand éclat; & elle fut fort differemment reçue. Les uns disoient qu'elle estoit tourafait digne du zèle & de la fermeté de M. l'Evêque d'Alet; qu'il n'avoit fait qu'exécuter le Decret du Concile général de Lyon; & qu'après

avoir écrit à l'Assemblée générale du Clergé pour l'engager à faire des Remontrances au Roy sur l'affaire de la Régale, il ne luy restoit plus d'autre voie pour défendre, selon le dû de sa charge, les droits & la liberté de son Eglise, que de s'opposer par une Ordonnance à l'intrusion des Régalistes. D'autres trouvoient que cette Ordonnance estoit trop forte, qu'il y avoit des mesures à garder avant que d'en venir là, & que la bien-séance & le respect vouloient que M. l'Evêque d'Alet s'adressast au Roy pour luy faire de très humbles Remontrances, avant que d'employer les censures contre ceux qui ne faisoient qu'exécuter les Ordres de sa Majesté. Enfin d'autres disoient que l'Ordonnance estoit insoutenable, aiant esté rendue au préjudice des Déclarations du Roy qui ont réglé la question de la Régale, après que les Agens du Clergé sont intervenus en l'Instance du Conseil, où les actes & les titres des Eglises qui prétendoient estre exemptes de ce droit, avoient esté vus & examinez; & que le Clergé de France ayant acquiescé aux Déclarations de sa Majesté par le silence que la dernière Assemblée a gardé sur ce point, il n'appartenoit pas à un seul Evêque de s'y opposer & de faire des Ordonnances pour en empêcher l'exécution.

M. le Cardinal de Bonzy Archevêque de Narbonne parut estre de ce dernier sentiment. Il estoit alors en Languedoc où il venoit de tenir les Estats. Il envoya un de ses Grands Vicaires à M. l'Evêque d'Alet, pour tâcher de le porter à revoquer son Ordonnance : & avant que de partir pour la Cour, il envoya derechef à Alet le même Grand Vicaire, avec ordre de déclarer à M. l'Evêque d'Alet, que s'il persistoit à soutenir son Ordonnance, il seroit obligé, comme Métropolitain, de lever les censures qui y estoient décernées, & même de la réformer.

En ce même temps M. de Bezons Conseiller d'Estat & cy-devant Intendant de Justice en Languedoc, écrivit pour le même sujet la lettre suivante.

L E T T R E

D E M. B E Z O N S,

Conseiller d'Estat à M. l'Evêque d'Alet.

MONSIEUR,

JE ne serois pas si long-temps sans vous assurer de mes très humbles services, & vous renouveler de temps en temps les protestations publiques que je fais d'honorer vostre vertu & vostre mérite, si je ne craignois de vous détourner de vos saintes occupations & des momens qui sont si utilement employez pour la gloire de Dieu & le bien de vostre diocèse: & si je mets aujourd'huy la main à la plume, c'est pour faire que vostre quiétude ne soit point altérée ni vostre repos troublé. C'est au sujet de l'Ordonnance que vous avez rendue touchant la Régale. Je n'entre point dans la question de sçavoir si vostre diocèse y est sujet ou non: mais je sçay qu'estant en possession de vostre Evêché depuis 38. ans, il eust esté aisé de prévenir toutes ces contestations en faisant registrer vostre serment, & que par là on auroit assuré la possession de tous ceux qui estoient pourvus & empêché l'ouverture dans la suite. Et ce qui a paru extraordinaire, c'est que vous jugiez vous même vostre cause; que vous prononciez excommunication contre ceux qui seroient porteurs de provisions en Régale; estant certain qu'un homme n'est point intrus quand

f. M.
1675.

il a un titre véritable ou coloré, & que c'est aux juges à en connoître, & que le possessoire des bénéfices en France a toujours appartenu pour la juridiction aux laïques, & que dans les matières de Régale jamais ni pétitoire ni possessoire n'ont esté que de celle de la Grand'-Chambre du Parlement de Paris. Cela ne fait pas que le Régaliste gagne toujours sa cause: il est souvent condamné lors qu'il a un mauvais droit: & bien que dans la question générale, on ait jugé au Parlement que le droit du Roy estoit égal par tout, cela a reçu néanmoins ses modifications dans les cas portez par la Déclaration du Roy; & dans les circonstances particulières, on a souvent maintenu le pourvû par l'Ordinaire contre le Régaliste: si bien que la Déclaration ne contient rien qui ne soit conforme aux anciens Arrests; & la prétention du Régaliste d'avoir l'Estat du bénéfice par provision & de ne pouvoir estre poursuivi qu'en la Grand'-Chambre, sont des maximes si certaines, qu'aucun de nos Auteurs qui ont traité de ces matieres, ne l'a revoqué en doute. Comment donc aujourd'huy pouvez vous estre juge en vostre propre cause; interdire à un tribunal la connoissance d'une affaire, dont il est en une aussi ancienne possession que son établissement; & excommunier un homme pour deffendre des droits de la Couronne, que la piété des Rois prédécesseurs de sa Majesté, leur qualité de Fils aînez de l'Eglise, celle de Protecteurs & Fondateurs des Eglises Cathédrales, leur ont acquis incontestablement, que les Conciles ont reconnus, &

qu'un

qu'un usage inviolable a autorisez ? Que si vostre Eglise prétend en estre exempté, elle a les voies pour faire entendre ses Remonstrances. La justice ne luy sera point déniée, & le respect que l'on a pour vostre vertu, la rendra toujours favorable. Mais vos serviteurs ont vû avec déplaisir que l'on publioit vostre Ordonnance comme une atteinte aux droits du Roy : & si les prédécesseurs de sa Majesté, ont esté louéz d'avoir empêché les entreprises de la Cour de Rome contre les Libertez de l'Eglise Gallicane; s'ils ont heureusement presté leur ministère pour maintenir les Evêques contre les usurpations qu'on vouloit faire sur leur autorité; sa Majesté pourroit-elle dissimuler une atteinte mortelle que l'on donne à un des plus anciens droits de la Couronne ? Estant vray que la Régale est un droit & non pas un privilège. C'est ce qui fait que ceux qui vous honorent particulièrement souhaiteroient que la chose pût prendre un autre train, & de ne vous voir point engagé à soutenir vostre Ordonnance, comme les Officiers du Roy seroient obligez de soutenir ses droits. Vous sçavez, M O N S I E U R, combien la paix de vostre diocèse vous a cousté; & ceux qui connoissent la sincérité & la droiture de vos intentions, sçavent que vostre esprit est fort éloigné de toutes les contestations, que vous avez un attachement particulier pour le service du Roy, un respect & un amour particulier pour sa personne; & qu'ainsi dans une ocaision où tout le Clergé de France n'a pas cru devoir se plaindre de ce qui avoit esté fait, vous ne voudriez.

driez pas vous distinguer. Pardonnez moy, MONSIEUR, la liberté que je prens de vous mander ces choses: le seul principe qui me fait agir est celuy de contribuer à vostre satisfaction, & ceux qui sont dans vos véritables intérêts ne peuvent point avoir d'autres sentimens. La mienne sera toujours d'honorér vostre personne & vostre vertu, de conserver soigneusement la mémoire de l'amitié que vous avez bien voulu avoir pour moy, & d'estre toute ma vie avec un respect & une vénération particulière.

MONSIEUR,

*Votre très humble & très obeïssant
serviteur,*

*A Paris ce 5.
May 1676.*

D E B E Z O N S.

M. l'Evêque d'Alet fit réponce à M. de Bezons par la lettre suivante.

L E T T R E DE M. L'EVEQUE D'ALET,

A M. de Bezons Conseiller d'Estat.

MONSIEUR,

*80. May
1676.*

JE me sens très particulièrement obligé des marques que vous me donnez de l'honneur de vostre souvenir dans la lettre qu'il vous a plu de m'écrire le 5. de mois, & que je reçus la semaine passée au retour d'un voiage que j'ay fait dans

dans mon diocèse. C'est une continuation de la bonté que vous m'avez temoignée en plusieurs occasions tandis que vous avez eu l'administration de la justice en cette province, & dont je conserve très chèrement la mémoire. Vous m'en donnez, MONSIEUR, une nouvelle preuve bien sensible par la part que vous prenez en l'affaire de la Régale, & par les avis que vous me proposez touchant l'Ordonnance que j'ay rendue. Je les ay reçus avec tout le respect que je dois, & j'ay fait une attention particulière à tout ce qu'il vous a plu de m'écrire sur ce sujet. Vous témoignez d'abord que vous ne voulez point entrer dans la question si mon diocèse est sujet à la Régale, ou s'il ny est point sujet: mais qu'il vous paroît que puisque je suis en possession de mon Evêché depuis 38. ans, je pouvois aisément prévenir toutes contestations, en faisant registrer mon serment de fidélité: ce qui auroit assuré la possession de ceux qui sont pourvus de bénéfices dans mon diocèse, & empêché l'ouverture de la Régale à l'avenir. J'aurois bien souhaité de pouvoir séparer ces deux choses, comme vous le proposez: mais c'est ce qu'il ne m'a pas esté possible de faire. Il m'a paru que l'une dépendoit nécessairement de l'autre, & qu'il falloit supposer absolument que mon diocèse est sujet à la Régale, avant que de me déterminer à cet enregistrement, qui n'est autre chose qu'un acquiescement exprès & positif à la Déclaration du Roy qui étend ce droit par tout le Royaume. Or je vous avoue, MONSIEUR, qu'ayant examiné
à fond

à fond cette question , pour pouvoir régler selon Dieu la conduite que je devois garder en cette rencontre, j'ay esté pleinement persuadé que mon diocèse n'est point sujet à la Régale : & son droit en ce point m'a paru tres certain & tres évident. Les raisons qui m'en ont persuadé ne sont point particulières à mon Eglise : elles luy sont communes avec toute la Province ecclésiastique de Narbonne , qui n'a jamais esté sujette à ce droit , non par un privilège ou par une exemption particulière qui luy ait esté accordée , mais par un droit commun , une franchise naturelle , & une liberté canonique où elle est dès son origine & où elle a esté toujours conservée. L'Eglise Métropolitaine de Narbonne, qui est une des plus anciennes du Royaume & d'où celle d'Alet a esté tirée , est née avec cette liberté : elle en estoit en possession avant l'établissement de la Monarchie : elle est venue à la Couronne avec cette même liberté sous le règne de Saint Louis : & elle y a esté maintenue & conservée par ce saint Roy & par les Rois ses successeurs , ensuite du Concile général de Lyon , qui a deffendu d'introduire de nouveau la Régale dans les Eglises où elle n'estoit point en usage. Et l'on ne voit point que l'Eglise de Narbonne & les autres de cette province aient jamais esté troublées dans cette possession. C'est ce qui est prouvé très clairement dans le Mémoire que feu M. de Marca dressa sur cette matière en 1655. à la prière de l'Assemblée générale du Clergé , & dans son huitième livre de l'Accord de l'Eglise & de l'Empire , & par les titres

tres les actes rapportez en très grand nombre
 dans les Recœuils du Clergé. Voila, M o n
 S I E U R, ce qui m'a retenu de faire enregistrer
 mon serment de fidélité ensuite de la Déclaration
 de sa Majesté, n'ayant point crû le pouvoir faire
 sans blesser ma conscience & sans manquer au
 devoir de ma charge. J'en estois demeuré là d'a-
 bord. Mais on ne m'a pas permis de garder plus
 long-temps cette retenue. Quelques particuliers
 se sont avisez d'obtenir en Régale des bénéfices
 de mon diocèse, comme si, faute d'avoir fait re-
 gistrer mon serment de fidélité, mon Evêché es-
 toit devenu vacant après trente huit années d'Epis-
 copat; & ils se sont presentez pour prendre
 possession de ces bénéfices en vertu de ces pro-
 visions de Régale. C'est ce qui m'a obligé à me
 déclarer plus expressement, estant clair que ç'eust
 esté reconnoistre positivement ce droit, & aban-
 donner celui de mon Eglise, que de ne dire mot
 en cette rencontre. Je me résolus donc d'en écri-
 re à l'Assemblée générale du Clergé qui se tenoit
 alors à saint Germain, pour l'engager à prendre
 part en cette affaire à l'exemple des précédentes
 Assemblées, & à faire sur cela de très humbles
 Remonstrances à sa Majesté. Je n'examine point
 les motifs qui l'ont portée à ne point faire ces
 Remonstrances qui paroissent si justes & si né-
 cessaires, & à se séparer sans prendre aucune dé-
 liberation positive sur une chose si importante au
 Clergé. Mais quelque mois après, sur l'avis que
 j'eus, qu'on avoit de nouveau obtenu des provi-
 sions en Régale de plusieurs bénéfices de nostre
 Eglise

Eglise Cathédrale & autres de mon diocèse, en vertu desquelles on prétendoit déposséder les titulaires qui en ont esté pourvus canoniquement & qui en sont en possession paisible depuis plusieurs années; je crûs qu'il estoit de mon obligation indispensable de m'y opposer par l'Ordonnance que j'ay renduë, comme estant le seul moien qui me restoit pour deffendre le droit de mon Eglise, & pour empêcher l'effet des provisions qui y donnoient atteinte. Je ne l'ay faite que dans la dernière extrémité & dans la nécessité indispensable d'une juste deffence. Et si l'on en considère bien les motifs & les raisons, j'espère qu'on trouvera qu'elle ne blesse en rien les véritables droits de sa Majesté, & qu'elle tend seulement à conserver ceux de mon Eglise. Je ne touche point au droit de Régale dans les provinces & les Eglises où le Roy en est en possession par une coutume ancienne. Mais comme je suis très persuadé qu'on ne peut l'introduire de nouveau dans les Eglises qui n'y ont jamais esté sujettes, sans blesser les règles de la justice & les libertez de l'Eglise, j'ay crû devoir user du pouvoir que Dieu m'a mis entre les mains, pour conserver, autant que je puis, à mon Eglise un droit considérable, dont elle est en possession & que je crois luy appartenir très légitimement. Je ne suis pas seul dans cette persuasion: la plupart de M. M. les Prelats sont du même sentiment, & ils ne font point difficulté de s'en expliquer dans les occasions; quoyque pour d'autres considérations, ils se soient portez à faire re-

gistrer

gistrer leur serment de fidélité. Je suis même très bien informé que quelques uns d'entr'eux ont fait des protestations par écrit qu'ils ont mises dans les archives de leurs diocèses, afin qu'elles servent dans la suite pour la conservation du droit de leurs Eglises. En effet, MONSIEUR, ce droit est si certain & si évident, qu'on ne peut penser autre chose, sinon qu'on ne l'a pas fait connoître A SA MAJESTÉ, tel qu'il est. On luy a fait entendre, comme il paroît par les termes de sa Déclaration, que le droit de Régale, est aussi ancien que la Couronne, qu'il luy est nécessairement attaché, & que de soy il doit être général & uniforme dans tout le Royaume. Et cependant il se trouve que ces maximes sont évidemment contraires au témoignage de l'Histoire, à la décision d'un Concile général reçu & autorisé dans le Royaume, aux anciennes & aux nouvelles Ordonnances des Rois, aux titres authentiques qui se conservent dans la Chambre des comptes de Paris, aux Arrests du Parlement rendus pendant près de trois siècles, & au sentiment des plus célèbres Auteurs qui ont écrit sur cette matière. On a encore obligé ces Eglises à rapporter les titres & les preuves de leur exemption; comme si c'estoit par des privilèges, par des décharges gratuites, ou par des contractz passez avec les Rois, qu'elles prétendissent n'estre point sujettes à la Régale, ainsi que quelques autres Eglises qui y ont esté autrefois soumises, & qui sont dans des provinces où ce droit est reconnu; au lieu que c'est par une fran-

franchise & une liberté qui leur est naturelle, & dans laquelle elles ont toujours esté conservées. Et après qu'on les ainsi confonduës avec les Eglises exemptes de la Régale à titre particulier, on a crû pouvoir les y assujettir nonobstant leur possession constante & immémoriale, par cette raison, que le droit Régale est inaliénable & imprescriptible : ce qui est proprement supposer ce qui est en question, puis qu'avant qu'un droit soit déclaré imprescriptible & inaliénable, il faut qu'il ait subsisté & qu'il soit établi & reconnu. Si l'on eust bien expliqué ces choses au R O Y & qu'on luy eust fait connoistre le véritable droit de nos Eglises, S A M A J E S T E' a trop de justice & de religion, pour les avoir voulu priver d'une liberté dont elles jouissent depuis leur origine, & dans laquelle elles ont esté conservées par tous les Rois ses prédécesseurs. Je vous dis ces choses, M O N S I E U R, avec d'autant plus de confiance, qu'ayant eu long-temps l'administration de cette province, vous estes pleinement informé de ses droits & de ses coutumes & de tout ce qui regarde cette affaire. Je ne sçauois même apprehender que le R O Y eust désagréable cette liberté, & j'ose espérer que lorsque S A M A J E S T E' connoistra le fond de cette affaire, Elle ne désapprouvera point ma conduite, & qu'Elle la regardera plutost comme une marque de mon attachement inviolable à son service & du desir tres sincère que j'ay de contribuer à sa véritable gloire. Je finis, M O N S I E U R, en vous suppliant de me continuer l'honneur de vostre amitié,

tié, & d'estre persuadé que je suis toujours avec
beaucoup de respect & de reconnoissance.

MONSIEUR,

*Vôtre très humble & très obéissant
serviteur,*

A Alet ce 30.

May 1676.

NICOLAS Ev. D'ALET.

M. l'Evêque d'Alet écrivit presqu'en même temps à
M. le Cardinal de Bonzy qui estoit à Paris, répondant
aux avis qu'il luy avoit fait donner par son Grand Vi-
caire.

L E T T R E

DE M. L'EVÊQUE D'ALET,

*A M. le Cardinal de Bonzy Archevêque
de Narbonne.*

J'Ay reçu, MONSIEUR, avec tout ^{8. July.} le respect que je dois les avis qu'il vous a plu ^{1676.}
me donner par l'un de vos grands Vicaires
touchant l'Ordonnance que j'ay renduë sur la Ré-
gale. Je l'ay prié de vous en témoigner ma re-
connoissance, attendant que je pûsse me donner
l'honneur de vous en écrire, après que j'aurois
pensé devant Dieu aux choses qu'il m'avoit pro-
posées de vostre part. Je l'ay fait, MONSIEUR, & après les avoir mûrement considérées,
j'avoüe qu'elles ne m'ont point persuadé que je
dusse changer mon Ordonnance ni révoquer ce
que

que j'ay fait. Il s'agit de la liberté canonique de mon Eglise, qui luy est commune avec toutes celles de cette Province Ecclésiastique. Si ce que j'ay dit là dessus dans l'exposé de mon Ordonnance, est véritable, elle se soutiendra par elle même au jugement de toutes les personnes intelligentes & équitables. Or pourveu que l'on s'applique avec quelque soin à l'examen de cette question, on trouvera que ce que j'en ay dit est très véritable, très clair, & très certain. Il n'y a pour cela qu'à lire le Mémoire que feu M. de Marca dressa en 1656. à la prière de l'Assemblée générale, qui n'est qu'un extrait de ce qu'il enseigne plus au long en son 8. livre de l'Accord de l'Eglise & de l'Empire, & y joindre le discours que M. l'Evêque de Montpelier fit dans une des séances de la même Assemblée, avec les titres & les actes rapportez dans les Recueils du Clergé sous le titre de la Régale. C'est là que l'on voit tres clairement, que cette province n'a jamais esté sujette à la Régale; non par un privilège ou par une exemption particulière que les Rois luy aient accordée, mais par un droit commun, une franchise naturelle, & une liberté canonique où elle est dès son origine, & où elle a toujours esté conservée. Elle est venue à la Couronne avec cette liberté: elle y fut maintenuë & conservée presque aussi-tost après par le Concile général de Lyon, qui deffendit sous peine d'excommunication à toutes personnes de quelque dignité qu'elles soient, d'introduire de nouveau la Régale dans les Eglises où elle n'estoit point en usage, & aux Prélats &

bené-

bénéficiers d'y contribuer de leur part & d'y consentir, leur ordonnant au contraire de s'y opposer autant qu'il seroit en eux. Elle a esté depuis conservée dans cette même liberté par les Rois très-Chrestiens, qui se sont tous soumis à l'autorité de ce Decret du Concile de Lyon. Philippe de Bel en a même donné une Déclaration expresse à la province de Narbonne par ses Lettres patentes, dont l'Original est dans les archives de vostre Eglise Métropolitaine; quoy qu'en même temps il deffendist ce droit avec beaucoup de force dans les Eglises où il estoit établi par une ancienne coutume. Et l'on ne voit point pendant près de quatre siècles qui se sont écoulés depuis ce Concile, que l'on ait troublé la province Ecclésiastique de Narbonne dans cette possession, qui se trouve au contraire établie par un grand nombre de titres & d'actes très authentiques. Voila, MONSIEUR, le fondement de mon Ordonnance. Elle n'est que l'exécution du Droit commun touchant l'administration des Eglises vacantes & la collation des dignitez & bénéfices ecclésiastiques, & du Decret d'un Concile général reçu dans le Royaume depuis plus de quatre siècles. Après cela je n'ay pas crû devoir m'arrester aux difficultez extérieures de l'affaire de la Régale & aux suites qu'elle peut avoir. J'en laisse le succès à Dieu, me contentant de faire ce que ma conscience & le devoir de ma charge demandent de moy. J'ay bien prevû que je pourrois m'attirer par là une grande affaire. Mais une affaire, quelque grande qu'elle soit, n'est point à crain-

à craindre, lorsqu'elle est dans l'ordre de Dieu, & qu'on ne s'y engage que pour la deffence de la justice & la conservation des droits de l'Eglise. On ne peut pas me reprocher que je sois allé au devant de celle-cy. J'ay attendu, pour ainsy dire, qu'elle me soit venu chercher. Je n'ay parlé que lors qu'il ne m'estoit plus permis de me taire. D'abord je me suis contenté de ne point faire enregistrer mon serment de fidélité, parce qu'en le faisant ç'eust esté acquiescer positivement à la Régale. Ensuite quand on a prétendu que faute de cet enregistrement la Régale estoit ouverte dans mon Evêché, bien qu'il y ait pres de 40. ans que j'en suis en possession, j'en ay écrit à la dernière Assemblée générale pour la porter à prendre part à l'affaire de la Régale à l'exemple des précédentes Assemblées, & à faire sur cela des Remonstrances à sa Majesté; & en même temps, MONSIEUR, je me donnay aussi l'honneur de vous en écrire & à M. M. les Députez de cette province. Je n'entre point dans les motifs qui ont porté l'Assemblée à ne point faire ces Remonstrances & à se séparer sans prendre aucune délibération positive sur une chose si importante au Clergé. Mais je n'ay point crû que cette considération dût m'empêcher de deffendre le droit de mon Eglise. J'ay pensé au contraire que j'y estois d'autant plus obligé, que je ne pouvois plus attendre de secours d'ailleurs. Ainsy sur l'avis que j'eus quelque temps après, qu'on avoit de nouveau expédié des provisions en Régale de plusieurs des principaux bénéfices de
notre

nostre Eglise Cathédrale & autres de mon diocèse, je me suis déterminé à rendre mon Ordonnance, ne voyant plus d'autre moyen de deffendre la liberté de mon Eglise & d'empêcher le trouble qu'on y vouloit causer. Je ne doute point qu'on ne m'oppose encore, comme vous me le témoignez, MONSEIGNEUR dans les avis qu'il vous a plû me donner, que cette affaire a esté jugée au Conseil du Roy par un Arrest contradictoire dans lequel les Agens sont intervenus, que le Clergé a reconnu la justice de sa Majesté & s'y est soumis, & qu'ainsi on n'est plus en droit de réclamer. Cette objection qui est spécieuse, n'est pas néanmoins solide dans le fond. Le Clergé n'a point proprement reconnu la justice du Conseil en cette affaire. Il a porté ses plaintes à Henry IV. contre l'Arrest du Parlement de Paris de 1608. comme d'une entreprise sur les Libertez de l'Eglise & d'une contravention à l'Edit que sa Majesté avoit publié deux ans auparavant, & que le Parlement avoit durant quelque temps refusé de vérifier : ce qu'il fit par des Remontrances adressées à ce Prince, qu'il a encore depuis continuées au feu Roy de très heureuse mémoire, qui avoit résolu de régler luy même cette affaire par des Commissaires extraordinaires entre lesquels devoit estre un certain nombre de Prélats, comme nous l'apprenons des Mémoires du Clergé. L'instance qu'on a depuis formée au Conseil, n'a esté

C

qu'en-

qu'entre divers particuliers Régalistes & les titulaires des bénéfices pourvus par les Ordinaires, dont les procès avoient esté évoquez du Parlement: & l'on ne peut pas dire que le Clergé se soit pour cela départi des Remontrances qu'il avoit adressées au Roy, ni qu'il ait voulu compromettre le droit des Eglises libres de la Régale, qu'il a toujours regardé comme certain & incontestable. En effet les Arrests qui se rendent entre parties au Conseil & où les Agens interviennent, peuvent bien régler les différens particuliers où le Clergé a interest & dans lesquels il s'agit de droits litigieux & contestez. Mais ils feroit d'une très dangereuse conséquence d'étendre cela à toutes sortes d'affaires, même à celles qui regardent l'autorité Spirituelle des Evêques & les immunités de l'Eglise, & particulièrement lorsque son droit est public & non contesté. L'intervention des Agens n'oblige point les Evêques ni leurs diocèses en ces rencontres: & même l'Assemblée générale du Clergé ne le pourroit pas faire; les députés des provinces n'ayant point un pouvoir suffisant pour agir en ces matières. La question de la Régale est de cette nature. C'est une affaire toute publique, qui regarde la liberté de cinq ou six provinces Ecclésiastiques & de plusieurs diocèses particuliers. Il s'y agit de conserver à l'Eglise pendant la vacance des sièges, non seulement les revenus temporels, mais la collation des Dignitez, Chanoinies, & autres principaux bénéfices, qui est un droit spirituel & Hie-

rarchi-

rarchique: & la liberté où sont ces Eglises à cet égard n'est point une chose douteuse & incertaine, mais publique & reconnue. C'eust esté donc bien mal ménager les interêts de ces Eglises, que de soumettre cette affaire à la jurisdiction du Conseil; & si on l'avoit fait, les Evêques & les diocèses intéressés seroient en droit de désavouer ceux qui auroient agi de la sorte. Ce n'estoit point icy une matière de procès. Le Clergé n'avoit que la voie des Remontrances adressées au Roy pour empêcher l'indue vexation que les Officiers de sa Majesté faisoient aux Eglises libres de la Régale: & c'est aussi celle qu'il a prise en portant les plaintes à Henry IV. & à Louis XIII. de glorieuse memoire, contre l'Arrest du Parlement de Paris. Il sçavoit bien que c'eust esté affoiblir extrêmement & abandonner en quelque sorte la liberté de ces provinces, que de souffrir qu'on la traitast comme une chose douteuse & indécise, & de la soumettre à la connoissance des Officiers ordinaires du Roy, qui ayant une inclination naturelle à étendre les droits de sa Majesté, y estoient encore d'autant plus portés en cette rencontre, qu'ils y trouvoient leur propre avantage & l'agrandissement de leur autorité. On ne peut donc opposer aux Evêques les formalitez que l'on prétend avoir observées en cette affaire, pour les empêcher aujourd'huy de réclamer & de soutenir le droit de leurs Eglises. Toutes les fois qu'on a entrepris sur les droits & les immunités de l'Eglise, on n'a point man-

que de garder quelques formes de justice : &
 si les Prélats s'estoient arrestez à cela, ils ne l'au-
 roient presque jamais deffenduë contre ceux
 qui vouloient l'opprimer. Il est même aisé de
 voir que ç'a esté une adresse de ceux qui ont
 prétendu assujettir nos Eglises à la Régale &
 les priver de leur ancienne liberté. Ils ont in-
 sensiblement engagé les Agens & plusieurs Pré-
 lats & Chapitres à intervenir en l'instance du
 Conseil, & à y produire leurs actes & leurs ti-
 tres, afin d'avoir moyen de dire que la chose a
 esté examinée & jugée contradictoirement. Ils
 ont bien vû qu'ils ne viendroient jamais à bout
 de leur entreprise, s'ils ne gardoient quelques
 formes de justice. C'est par là qu'ils se sont infi-
 nuez auprès du Roy, & qu'ils l'ont porté à en-
 trer dans leur dessein. Ils sçavoient bien que sa
 Majesté aime sur tout l'ordre & la justice, &
 que dans les choses mêmes où Elle a interest, El-
 le veut que l'on suive les règles & les formes
 établies. Mais ce n'est pas seulement dans la
 manière de traiter cette affaire qu'on a surpris
 la Religion du Roy : il paroist qu'on la fait en-
 core davantage dans le fond même. On a fait
 entendre à sa Majesté que le droit de Régale est
 aussi ancien que la Couronne, qu'il luy est né-
 cessairement attaché, & que de sa nature il doit
 estre égal & universel dans tout le Royaume :
 qui sont des maximes nouvelles & évidemment
 contraires aux témoignages de l'Histoire, à la
 décision d'un Concile général reçu & autorisé
 dans le Royaume, aux anciennes & aux nou-
 velles

velles Ordonnances des Rois, aux titres autentiques qui se conservent dans la Chambre des comptes de Paris, aux Arrests du Parlement rendus pendant plusieurs siècles, & au sentiment des Auteurs qui ont écrit sur ces matières, dont plusieurs estoient dans les premières charges du Parlement & Officiers du Roy. Deplus dans l'instance du Conseil, on a obligé les Prélats & les Chapitres de cette province à rapporter les titres & enseignemens de leur exemption : comme si c'estoit par des privilèges particuliers ou par des contractz passez avec les Rois. qu'ils prétendissent n'estre point sujets à la Régale ; ainsi que quelques autres Eglises qui y ont esté autrefois soumises, & qui sont scituées dans des provinces où ce droit est reconnu : au lieu que c'est par une franchise & une liberté qui leur est naturelle, & dont par conséquent il n'est point besoin de produire d'autre titre que la simple jouissance. Et après qu'on les a ainsi reduites au rang des Eglises exemptes de la Régale à titre particulier, on a prétendu les y assujettir nonobstant leur possession constante & immémoriale, par cette raison, que le droit de Régale est inaliénable & imprescriptible. Enquoy on a proprement supposé ce qui est en question, puisqu'il faut qu'un droit ait subsisté & soit établi, avant qu'on le puisse déclarer inaliénable & imprescriptible. Si ces choses avoient esté expliquées, comme il faut, au Roy, & qu'on luy eust bien fait connoistre le droit de nos Eglises, la Ma-

jesté à trop d'amour pour la justice, pour les
 avoir voulu priver d'une liberté dont elles jouis-
 sent depuis leur origine & dans laquelle elles
 ont esté conservées par tous les Rois les prédé-
 cesseurs. Il ne s'agit donc encore aujourd'huy
 que de faire connoistre au Roy le fond de cette
 affaire. Vous estes, **MONSEIGNEUR**, plus
 propre à cela que qui que ce soit. La qualité
 de Chef & de Metropolitain de cette province
 vous donne droit de parler en cette rencontre,
 & l'accès si favorable que vous avez auprès de
 sa Majesté, fera que vous serez toujours bien
 écouté. Vous m'avez, **MONSEIGNEUR**,
 plusieurs fois fait l'honneur de me témoigner,
 que je vous ferois plaisir, de vous donner dans
 les occasions les avis que je croirois nécessaires.
 Je ne pense point vous en pouvoir donner un
 plus important que celui-cy. La liberté de nos
 Eglises, qui fait qu'elles ne sont point sujettes
 à la Régale, est un deposit qui nous a esté con-
 fié. Nous sommes obligez de le conserver au-
 tant qu'il est en nous, pour le rendre entier à
JESUS-CHRIST le souverain Pasteur de
 l'Eglise. Je suis en un âge où je dois m'attendre
 de luy aller bientôt rendre compte de mon
 administration : & j'avoué qu'une des choses
 dont je sentirois ma conscience plus chargée,
 seroit si dans cette occasion j'abandonnois le
 droit de mon Eglise, contre mes propres lumié-
 res & contre l'obligation de ma charge. Je ne
 suis pas seul à qui cette affaire pèse. Vous au-
 rez pû sçavoir, **MONSEIGNEUR**, les senti-
 mens

mens qu'en ont la pluspart de M. M. nos Confreres, & comme ils ne font point difficulté de s'en expliquer dans les occasions. Je suis même tres bien informé qu'il y en a qui ont fait des protestations par écrit, qu'ils ont mises dans les Archives de leurs diocèses, afin qu'elles servent à l'avenir pour la conservation du droit de leurs Eglises. Je prie Dieu de tout mon cœur qu'il daigne vous inspirer là dessus ce qui sera de plus avantageux pour la gloire de son nom, pour le bien de l'Eglise, & pour le vray repos de vostre conscience. Cependant, M O N S E I G N E U R, faites moy la grace de me continuer l'honneur de vostre bien veillance, & soiez, s'il vous plaist, persuadé que je suis toujours avec un respect singulier & une vénération particulière.

MONSEIGNEUR,

*Vostre très humble & très obeissant
serviteur,*

*A Alet ce 6. Juin
1676.*

NICOLAS Ev. D'ALET,

Comme M. l'Evêque d'Alet apprit que le Roy devoit revenir bientost de Flandre, il résolut de luy écrire: & il adressa sa lettre à M. de Chasteau-neuf Secrétaire d'Estat, & le pria de la presenter à sa Majesté, lorsqu'Elle seroit de retour.

L E T T R E

DE M. L'ÉVÊQUE D'ALET,

A U R O Y.

S I R E.

21. 7^{me}.
1676.

L É PROFOND respect que j'ay pour VOSTRE MAJESTÉ, & la crainte de luy estre importun en un temps où je sçay qu'Elle a de si grandes occupations, m'ont empêché jusques icy d'exécuter le dessein que j'avois de me donner l'honneur de luy écrire touchant l'affaire de la Régale. Mais j'ay crû que je ne pouvois plus me dispenser de le faire, depuis que l'Ordonnance que j'ay esté obligé de rendre sur ce sujet, est devenue publique, & que j'ay appris qu'on en a parlé à VOSTRE MAJESTÉ. Connoissant, comme je fais, sa sagesse, sa justice, & sa bonté, j'ose espérer qu'Elle me fera la grace de m'écouter favorablement, & qu'Elle ne desapprouvera point la liberté que je prens de luy représenter ce qui peut servir à l'éclaircissement de cette affaire. Il s'agit, SIRE, d'un droit important de mon Eglise, qui luy est commun avec toutes celles de la province ecclésiastique de Narbonne, qui n'ont jamais esté sujettes à la Régale; non par un privilège ou une exemption que les Rois leur aient accordée, mais par un droit commun, une franchise naturelle, & une liberté aussi ancienne que leur fondation. Elles
ont

ont joui de cette liberté sous la première & la seconde Race des Rois, lorsque cette province estoit possédée par les Comtes de Toulouse & autres Seigneurs particuliers. Elles sont venues à la Couronne avec cette même liberté, sous le règne de saint Louis, après la célèbre contestation des Investitures qui avoit agité l'Empire & l'Eglise plus de cinquante ans; & pendant laquelle le droit de Régale commença à s'introduire dans les Eglises de France, & sur tout dans celles des pais regis par le Droit coutumier & qui sont plus voisines de Paris. Ce saint Roy, qui estoit un religieux observateur du Privilege canonique, comme disent les Historiens de sa vie, conserva les Eglises de Languedoc dans leur ancienne liberté en ce point. Elles y furent encore maintenues & confirmées sous Philippe le Hardy son fils dans le Concile général de Lyon tenu en presence des Ambassadeurs de ce Prince; où par un decret solennel, il fut deffendu à toutes personnes, d'introduire de nouveau la Régale dans les Eglises où elle n'estoit point en usage, & ordonné aux bénéficiers & ecclésiastiques de s'y opposer & de l'empêcher autant qu'il seroit en leur pouvoir. Ce decret, SIRE, fut reçu & observé dans le Royaume. Philippe le Hardy & les Rois ses successeurs l'autorisèrent par leurs Ordonnances, se contentant d'user du droit de Régale dans les provinces & les Eglises où il estoit établi par la coutume, sans l'étendre à celles qui jusques alors n'y avoient point esté sujettes.

Philippe le Bel, qui soutint ce droit avec beaucoup de force dans le différent qu'il eut avec le Pape Boniface VIII. demeura dans les mêmes bornes: & c'est luy qui a expressement reconnu & confirmé la liberté des Eglises de cette province, par ses Lettres patentes, dont l'original est dans les archives de l'Eglise Metropolitaine de Narbonne. Depuis ce temps là, **SIRE**, l'on s'arresta toujours à la coutume, pour juger quelles estoient les Eglises où la Régale avoit lieu: & enfin pour prévenir les différens qui arrivoient sur ce sujet, après qu'on eut exactement vérifié les Registres de la Chambre des comptes, on dressa un dénombrement en forme d'Ordonnance de toutes les Eglises sujettes ou non sujettes à ce droit; & entre celles qui n'y sont point sujettes, on met dans le dernier article les Eglises de Languedoc. Les Rois Charles VI. Charles VII. Louis XI. Et Louis XII. ont gardé la même règle dans leurs Ordonnances, n'ayant usé de la Régale que dans les provinces & les diocèses où elle estoit établie par une ancienne coutume. Et ce dernier, auquel sa justice & sa bonté ont acquis le nom de Père du peuple, deffendit expressement à ses Officiers de s'ingérer de saisir les fruits des Archevêchez, Evêchez, & autres bénéfices de son Royaume où le droit de Régale n'avoit lieu; à peine d'estre punis comme sacrilèges. Le Parlement de Paris, durant plus de trois cents ans, a suivi la même règle en ses Arrêts: & c'est sur ces principes que tous les Auteurs qui ont écrit de cette

matière

matière, & dont plusieurs estoient Officiers de leurs Majestez & dans les premieres charges du Parlement, ont enseigné comme une maxime constante, que la Régale n'est point générale dans tout le Royaume; mais qu'il y a des provinces & un nombre d'Eglises particulières qui n'y sont point sujettes: & ils mettent particulièrement en ce rang les Eglises de la province de Narbonne, qui en effet sont toujours demeurées dans leur ancienne liberté en ce point depuis le Concile général de Lyon, sans qu'on les y ait jamais troublées, comme il paroist par un grand nombre de titres & d'actes tres authentiques. Ce sont, SIRE, les fondemens sur lesquels est établi le droit de mon Eglise & de toutes celles de cette province. J'ay pris la liberté de les représenter sommairement à VOSTRE MAJESTÉ. Mr. de Marca, qu'Elle a honoré d'une estime & d'une bienveillance particulière, les a expliqués avec étendue dans son célèbre ouvrage de l'Accord de l'Eglise & de l'Empire, où il soutient avec tant d'érudition les Libertez de l'Eglise Gallicane & les droits de la Couronne. J'ose assurer VOSTRE MAJESTÉ, que ce que dit ce sçavant Prélat sur cette question est si clair & si convaincant, qu'après qu'on l'a examiné avec quelque soin, on ne sçauroit n'estre point persuadé du droit de nos Eglises. Et c'est, SIRE, ce qui fait juger que ces choses n'ont point esté expliquées à VOSTRE MAJESTÉ. Elle n'a point esté suffisamment informée du fond de cette affaire.

On luy a fait entendre, comme il paroist par par les termes de sa Déclaration, que le droit de Régale est aussi ancien que la Couronne, qu'il luy est essentiellement attaché, & que de sa nature il doit estre égal & uniforme dans tout le Royaume. C'est sur ces maximes toutes contraires aux témoignages de l'histoire, au decret d'un Concile général reçu & autorisé dans le Royaume, aux anciennes & aux nouvelles Ordonnance des Rois, aux Arrests du Parlement rendus pendant plusieurs siècles, & au sentiment des Auteurs qui ont écrit sur cette matière, que se sont appuiez ceux des Officiers de VOSTRE MAJESTÉ, qui ont entrepris de priver nos Eglises de leur ancienne liberté. C'a esté, SIRE, sur ce même fondement qu'en l'instance qui a esté jugée au Conseil de VOSTRE MAJESTÉ, ils ont obligé les Evêques & les Chapitres de cette province à rapporter les titres & les preuves de leurs exemptions; comme si c'estoit par des privilèges particuliers, par des décharges gratuites, ou par des contrats passez avec les Rois, que ces Eglises prétendissent n'estre point sujettes à la Régale; au lieu que c'est par une franchise naturelle & une liberté Canonique dans laquelle elles ont esté toujours conservées: & après les avoir ainsi confonduës avec les Eglises qui prétendent estre exemptes de la Régale à titre particulier, & qui sont dans des provinces où ce droit est reconnu, ils ont crû les y pouvoir assujettir nonobstant leur possession constante & im-

& immémoriale, par cette raison, que le droit de Régale est inaliénable & imprescriptible. Enquoy ils ont évidemment supposé ce qui estoit en question, puis qu'il faut qu'un droit ait subsisté & soit reconnu, avant qu'on le puisse déclarer inaliénable & imprescriptible. Et quand il s'agiroit même des Eglises auxquelles les Rois ont remis le droit de Régale par des privilèges particuliers, cette raison ne suffiroit pas pour les priver d'une exemption dont elles jouissent depuis long temps. Car s'il est de la justice & de l'équité de conserver aux villes & aux communautéz les avantages & les privilèges que les Rois leur ont accordez; combien est-il encore plus juste & plus raisonnable de le faire à l'égard de l'Eglise, & sur tout en une matière ou les privilèges des Princes ne font que la remettre dans une liberté qui luy est naturelle? Aussi sçait-on, SIRE, qu'il y a quelques années que VOSTRE MAJESTE' ne voulut point qu'on touchast à l'exemption de l'Eglise d'Arras qui se trouve dans ce cas là. D'où il est aisé de juger que si Elle avoit esté suffisamment éclaircie de la vérité, Elle se seroit encore moins portée à donner atteinte au droit des Eglises de Languedoc, qui sont franchises de la Régale de toute ancienneté, & qui ont esté confirmées dans cette liberté par diverses Déclarations & Lettres patentes des Rois. Mais, SIRE, on n'a pas seulement surpris vostre Religion en ce qui regarde le fond de cette affaire: on l'a fait encore dans la manière de la traiter

en la portant au Conseil de VOSTRE MAJESTÉ pour y estre réglée par un Arrest, sous prétexte des instances particulières entre les Régalistes & les titulaires des bénéfices, qui y avoient esté évoquées du Parlement. Cependant, SIRE, ce n'estoit nullement une chose à estre instruite & réglée dans les formes ordinaires du Conseil. Il n'y avoit point là de matière de procès. Le Clergé n'avoit point d'autre voie que celle des Remontrances à VOSTRE MAJESTÉ pour la supplier d'empêcher l'indue vexation que ses Officiers faisoient aux Eglises libres de la Régale: & c'est aussi celle qu'il avoit prise, en portant ses plaintes à Henry le Grand contre l'Arrest du Parlement de Paris de 1608. comme d'une entreprise sur les Libertez de l'Eglise, & d'une contravention à l'Edit que sa Majesté avoit publié deux ans auparavant, & que le Parlement avoit refusé durant quelque temps de verifier. Il a continué les mêmes Remontrances au feu Roy de très heureuse mémoire, qui déclara par son Ordonnance de 1629. qu'il vouloit user du droit de Régale ainsi que par le passé, c'est adire conformément à l'Edit de Henry IV. & sans l'étendre aux lieux où il n'en avoit point joui par le passé; comme il le fit entendre aux députez du Clergé par la bouche de M. de Marillac Garde-des-sceaux. Et si la mort n'eust arresté le cours de ses glorieux desseins, le Clergé espéroit d'obtenir bientôt de sa justice & de sa piété une Déclaration expresse & décisive, qui eust as-

suré

suré pour jamais la paix des Eglises libres de la
 Régale. Si ces choses, SIRE, eussent esté ex-
 posées à VOSRE MAJESTÉ, & qu'on luy
 eust fait connoître le véritable droit de ces Egli-
 ses, sa justice & sa bonté l'auroient sans dou-
 te portée à leur conserver une liberté dont elles
 jouissent depuis leur origine, & dans laquelle
 elles ont esté maintenues par tous les Rois ses
 prédécesseurs : & Elle auroit mieux aimé sui-
 vre en ce point l'Edit de Henry le Grand con-
 forme à toutes les anciennes Ordonnances,
 comme a fait le feu Roy Louis le Juste, que
 de s'appuyer sur l'Arrest du Parlement rendu
 deux ans après cet Edit, & qui y est entière-
 ment contraire, aussibien qu'aux anciennes
 Ordonnances & à la Jurisprudence observée
 depuis près de 400. ans dans ce Parlement.
 Toutes ces considérations, SIRE, m'ont fait
 juger que je ne ferois rien de contraire à vos
 véritables intentions, en ne faisant point re-
 gistrer mon serment de fidélité. Et sur ce qu'on
 a depuis prétendu que faute de cet enregistre-
 ment, la Régale estoit ouverte dans mon Evê-
 ché, quoyqu'il soit rempli il y a près de 40. ans,
 j'ay esté obligé d'employer les moyens que l'E-
 glise me met entre les mains pour conserver, au-
 tant qu'il est en moy, les droits de mon Egli-
 se, & pour empêcher le grand trouble qu'on
 y vouloit causer par les provisions en Régale
 subrepticement obtenues, en vertu desquel-
 les on prétendoit déposséder plusieurs des prin-
 cipaux bénéficiers de nostre Clergé, qui sont

en possession paisible depuis plusieurs années : enquoy je n'ay fait que suivre les Ordres de l'Eglise marquez par un Concile général reçu & autorisé dans le Royaume depuis plus de quatre siècles. Que si d'autres Evêques n'ont pas fait la même chose , ce n'est pas , S I R E , qu'ils n'aient dans le fond les mêmes sentimens sur cette affaire : & V O S T R E M A J E S T É me permettra de luy dire, qu'ils s'en expliquent assez dans les occasions. Je sçay même qu'il y en a qui ont fait des protestations par écrit , qu'ils ont mises dans les Archives de leurs diocèses , pour servir à la conservation du droit de leurs Eglises. J'avouë, S I R E , que je n'ay pas estimé en devoir user de la sorte : & j'ay crû que pour satisfaire à ma conscience, je devois rendre mon Ordonnance , comme estant le seul moien qui me restoit pour deffendre la liberté canonique de mon Eglise , & pour luy conserver à l'avenir , autant qu'il est en mon pouvoir , non seulement les revenus temporels , mais aussi la collation des bénéfices, qui est un droit spirituel & Hiérarchique. Saint Paul estant prisonnier pour la foy de l'Evangile , & se deffendant devant un Roy des Juifs, luy dit avec cette sainte liberté que luy donnoit la grace Apostolique: *O Roy, ne croiez vous pas aux Prophetes? je sçay que vous y croiez.* Quoyque je ne sois , S I R E , qu'un des moindres Evêques de vostre Royaume , je vous supplie de me permettre d'em-

prun-

prunter le langage de cet Apôstre en parlant à un Roy Très-Chrestien. Trouvez bon, SIRE, que je vous dise : VOSTRE MAJESTÉ ne croit-Elle pas à l'autorité de l'Eglise assemblée en un Concile écumenique ? Je sçay qu'Elle y croit, puis qu'Elle met entre ses plus glorieux titres ceux de Fils-ainé de l'Eglise & de Protecteur des SS. Canons. Je sçay qu'Elle se souvient de la promesse qu'Elle a faite à Dieu en la solennité de son Sacre, de protéger l'Eglise & ses Ministres, & de conserver aux Evêques leur Privilège canonique, c'est-à-dire les immunités attachées à leur caractère & les avantages qui leur sont attribuez par les SS. Canons & par les Ordonnances des Rois très-Chrestiens. Je sçay de plus, SIRE, que VOSTRE MAJESTÉ à beaucoup d'amour pour la justice ; & qu'estant toujours presté à la rendre aux moindres de ses sujets, Elle ne voudroit pas la blesser en une chose si importante, & qui regarde la liberté d'un grand nombre d'Eglises. Enfin je sçay que VOSTRE MAJESTÉ ne doute point, à l'exemple de Saint Louis, de qui Elle tire sa Royale extraction, que rien n'est plus important & plus difficile que le choix des Ministres de l'Eglise, & que tant qu'Elle fera réflexion à cette vérité, bien loin de vouloir étendre ses nominations aux bénéfices au de là des anciennes bornes, Elle ne sçauroit ne point craindre le compte qu'Elle doit rendre à Dieu de celles dont Elle est déjà chargée. Pardonnez, SIRE, cette liberté à un vieil Evêque

que chargé depuis tant d'années du poids de l'Episcopat, qui croiroit se rendre coupable devant Dieu, s'il ne representoit à VOSTRE MAJESTÉ tout ce qui regarde une affaire aussi importante que celle-cy. Il n'y a rien que je souhaite davantage, que de vous donner en toutes rencontres des preuves de ma soumission & de mon obéissance : & j'ose espérer que si VOSTRE MAJESTÉ fait attention à ce que je me suis donné l'honneur de luy représenter, Elle sera persuadée que je ne m'en suis point éloigné, en tachant, comme j'ay fait, de conserver à mon Eglise son ancienne liberté. C'est un depost qui m'a esté confié, & que je dois garder pour le remettre à JESUS-CHRIST le souverain Pasteur de l'Eglise. Je ne tarderay plus guère à luy aller rendre compte de mon administration : & entre tant d'autres choses qui me font appréhender son redoutable jugement, je ne vois pas ce que je luy pourrois répondre, si dans cette occasion j'abandonnois les intérêts de son Epouse, contre mes propres lumières & contre l'obligation de ma charge. C'est luy, SIRE, qui tient les cœurs des Rois entre ses mains pour les fléchir où il luy plaist. Je le prie tres instamment qu'il vous remplisse de l'Esprit de sagesse, de justice, & de pieté, pour la décision de cette affaire, & qu'il répande sur Vostre Personne sacrée l'abondance de ses graces & de ses bénédictions, afin que vous soiez un Roy véritablement selon son cœur. Ce sont, SIRE, les vœux que je continueray de faire incess-

cessamment pour V O S T R E M A J E S T É
dans mes prières & mes sacrifices ; ne croiant
point luy pouvoir donner de meilleure mar-
que du desir très sincère que j'ay de contribuer
à la véritable gloire , de ma fidélité inviolable
à son service , & du profond respect avec lequel
je suis.

S I R E ,

DE VOSTRE MAJESTE',

Le très humble, très obeissant, &

très fidèle sujet & serviteur.

A Alet ce 28 Juin

1676.

NICOLAS Ev. D'ALET.

Cette lettre fut renduë au Roy après son retour de
l'armée, comme M. de Chasteau-neuf le témoigna
dans la réponce qu'il fit à M. l'Evêque d'Alet. Mais
dés auparavant, sçavoir le 23. Juin lorsque le Roy
estoit encore en Flandre, il avoit esté rendu un Arrest
en son Conseil d'Estat contre les Ordonnances de
M. l'Evêque d'Alet, ainsi qu'il s'ensuit.

E X.

EXTRAICT

Des Registres du Conseil d'Estat.

LE Roy estant en son Conseil auroit esté informé que le Sr. Evêque d'Alet, sous prétexte de maintenir les droits de l'Eglise de son Diocèse, en vertu desquels il le prétend exempt du droit de Régale, auroit fait deux Ordonnances: la 1. du 30. May 1675. par laquelle faisant droit sur la réquisition de son Promoteur, il'auroit fait deffence à M^e. Estienne la Gorrée Clerc du Diocèse de Toulouze pourvu en Régale par sa Majesté de la Thresorerie de l'Eglise Cathédrale d'Alet, de s'ingérer dans les fonctions de ladite Thresorerie, & d'assister aux offices divins dans le Chœur de ladite Eglise en vertu de sa prise de possession du 28. du même mois, laquelle il traite de prétendue, à peine d'excommunication qui seroit encouruë par le seul fait, & au Chapitre de ladite Eglise de le recevoir auxdites fonctions à peine de tomber dans l'Interdit, avec mandement au premier Prestre, Clerc tonsuré, ou autre sur ce requis pour l'exécution & intimation de ladite Ordonnance, de faire toutes les significations qui seront requises & nécessaires; laquelle auroit esté intimée & signifiée selon sa forme & teneur audit Estienne la Gorrée le dernier jour du même mois & an à la diligence dudit Promoteur. La seconde plus générale
du

du 5. Mars 1676. parlaquelle sur plusieurs raisons représentées audit Sr. Evêque par le même Promoteur qui luy fait ensuite sa réquisition, sous prétexte de vouloir empêcher les entreprises de ceux qui ont esté pourvus en Régale des Canonicats de l'Eglise Cathédrale d'Allet & de la Collégiale de S. Paul, qu'ils appellent prétendus Régalistes, & de maintenir les titulaires desdits bénéfices qu'il dit estre canoniquement pourvus, il déffend auxdits Chapitres de recevoir aucuns pourvus en Régale dans lesdits bénéfices en vertu des provisions qu'il veut faire croire avoir esté par eux subrepticement obtenues, les installer, leur donner place au Chœur, ou au Chapitre, & les admettre à aucunes fonctions desdits bénéfices, sous peine de suspension *ipso facto* contre ceux qui auront appuyé ou favorisé ladite réception ou installation, & auxdits pourvus de s'y ingérer sous peine d'excommunication *ipso facto*. Et à toutes personnes ecclésiastiques de mettre en possession lesdits Régalistes en vertu des dites provisions, d'assister à leur prise de possession, & leur donner ayde & appui pour cet effet sous peine de la même suspension, avec mandement au premier Prestre, Clerc tonsuré, ou autre sur ce requis, pour la signification de la présente Ordonnance, de faire tous les actes nécessaires; ce qui auroit esté ensuite signifié & exécuté à la diligence du Promoteur. Et attendu que lesdites Ordonnances & les motifs sur lesquels elles sont fondées sont entièrement con-

contraires aux Déclarations de sa Majesté don-
 nées à S. Germain en Laye le 10. jour de Février
 1673. & à Versailles le 2. jour d'Avril 1675.
 par lesquelles sur le rapport que luy en a fait le
 Sr. de Boucherat Conseiller en ses Conseils, en-
 tre les mains duquel toutes les Eglises, qui se di-
 soient exemptes du droit de Régale, ont pro-
 duit ou du produire leurs titres & papiers justi-
 ficatifs depuis près de 30. années que sa Maje-
 sté l'a commis Rapporteur de cette affaire, Elle
 a dit & déclaré & signé de sa propre main,
 après une longue discussion & meür examen,
 que le droit de Régale luy appartient univer-
 sellement dans tous les Archevêchez & Evê-
 chez de son Royaume, terres, & pais de son
 obéissance, à la réserve seulement de ceux qui
 en sont exempts à titre onéreux; qu'Elle veut &
 luy plaist que les Archevêques & Evêques soient
 tenus, dans deux mois du jour du serment de fi-
 délité qu'ils luy presteroient, d'obtenir ses Lettres
 patentes de mainlevée & les faire registrer en la
 Chambre des comptes de Paris: Et que ceux
 qui luy ont presté cy devant serment de fidélité
 & n'ont pas obtenu ses Lettres de mainlevée,
 soient tenus de les obtenir & les faire enregi-
 strer dans deux mois en ladite Chambre des
 comptes, après lesquels & faute d'y satisfaire
 dans ledit temps & iceluy passé, les bénéfices
 sujets au droit de Régale dépendans de leur col-
 lation acause deldits Archevêchez ou Evêchez
 seront déclarez vacans & impétrables en Régale:
 Lesquelles suldites Déclarations auroient esté
 enre-

enregistrées à Paris en Parlement les 18. Avril 1673. & 13. May. 1675. A joindre que sa Majesté est persuadée de l'obligation indispensable qu'Elle a de maintenir inviolablement un des plus beaux avantages de la Couronne, dans la conservation du droit de Régale, qu'en connoissance de cause Elle seule pouvoit déclarer & a déclaré luy appartenir, après en avoir esté long temps sollicitée par les préjugez & Remontrances de son Parlement de Paris. Vû lescdites Ordonnances du 30. May 1675. & 5. Mars 1676. Actes de signification, Déclarations de sa Majesté des 10. Février 1678. & 2. Avril 1675. Oûi le rapport, & tout considéré. Sa Majesté estant en son Conseil a cassé & annullé les Ordonnances dudit Sr. Evêque d'Alet, & tout ce qui s'en est ensuivi, comme ayant esté fait par attentat & au préjudice de ses Déclarations. Ordonne que lescdites Déclarations seront exécutées selon leur forme & teneur dans le diocèse d'Alet, ainsi que dans tous les autres Archevêchez & Evêchez de son Royaume, terres, & païs de son obéissance, qui ne sont point exempts du droit de Régale à titre onéreux. Deffend audit Sr. Evêque & à tous autres de rien ordonner & faire aucontraire, à peine de nullité & de cassation, & d'estre procedé contre ceux qui s'en rendront infraçteurs, comme contre des perturbateurs du repos public. Veut sa Majesté que les Chapitres de l'Eglise Cathédrale d'Alet & de la Collégiale de S. Paul recoivent les pourvus en Régale dans les bénéfices
de

de leurs Eglises en vertu de ses provisions , pour en jouir aux termes des Déclarations susdites : avec deffences auxdits Chapitres de les troubler dans la réception , installation , & exercice de leurs fonctions , sous peine de saisie de leur temporel & autres cy-dessus exprimées. Ordonne sa Majesté qu'à la diligence de l'Intendant & Commissaire départi en la Generalité des lieux , le present Arrest sera signifié audit St. Evêque & enregistré & publié dans les sièges & Jurisdictions d'Alet & lieux circonvoisins , & spécialement dans les Chapitres de l'Eglise Cathédrale d'Alet & Collégiale de S. Paul , qui remettront dans trois jours à compter du jour de la signification, l'acte d'enregistrement entre les mains dudit Commissaire pour estre envoyé dans le mois à sa Majesté. Enjoint à ses Juges & Officiers de dresser leurs procès verbaux & l'informer incessamment des contraventions qui pourroient y estre faites , sous peine d'interdiction de leurs charges : & sera le present Arrest exécuté nonobstant oppositions ou appellations quelconques , pour lesquelles ne sera différé , & dont , si aucunes interviennent , sa Majesté se reserve la connoissance , & icelle interdit à toutes Cours & juges. Fait au Conseil d'Estat du Roy , sa Majesté y estant , tenu au Camp de Kévrin le 23. Juin 1676. signé P H E L I P P E A U X.

Cet arrest fut signifié à M. l'Evêque d'Alet le 9. Juillet par un Garde de M. le Gouverneur de Languedoc avec une Ordonnance de M. Daguesseau Intendant de Justice en la même Province, & ensuite enregistré

au greffe du Senéchal de Limoux & de la Justice d'Alet, & aux registres du Chapitre de l'Eglise Cathédrale & de la Collégiale de saint Paul. Outre l'Arrest il y avoit une Lettre de cachet pour M. Ragot Chanoine & Archidiacre de l'Eglise Cathédrale & ancien domestique de M. l'Evêque d'Alet, par laquelle il estoit relégué à Brive. Comme dans l'adresse de la lettre, on luy donnoit la qualité de Promoteur, dont il n'a jamais fait la fonction, & qu'on suprimoit celle de Chanoine & d'Archidiacre, il crut, avant que d'obeïr, devoir écrire à M. de Chasteau-neuf Secrétaire d'Estat pour faire connoistre qu'il n'estoit point Promoteur. Mais cela ne servit qu'à faire confirmer sa rélegation à Brive par une nouvelle lettre de cachet, & à en attirer une seconde pour M. Digeon Chanoine de l'Eglise Cathédrale & domestique de M. l'Evêque d'Alet, qui exerçoit depuis quelque temps la charge de Promoteur, par laquelle on le reléguoit à Saint Afrique dans le diocèse de Vabres. Ces deux lettres furent apportées par un Garde le 10. jour d'Aoust. M. Digeon partit le 16. du même mois, & M. Ragot le 18. pour se rendre au lieu de leur exil.

M. l'Evêque d'Alet estant privé de ses domestiques & Officiers continua à agir avec la même liberté d'esprit & à s'appliquer comme auparavant aux affaires de son diocèse. On remarqua que depuis ce temps-là, il pratiqua quelques austeritez, & qu'il redoubla ses prières & son travail, prêchant régulièrement les dimanches & les festes, nonobstant les grandes chaleurs, & faisant des exhortations aux Ecclesiastiques du seminaire plusieurs jours de la semaine.

Pendant le mois de Septembre 1676. on eut avis que le Sieur de Foix Prestre du diocèse de Couzerans pourvu en Régale du Doyenné & d'un Canoniat d'Alet, se dispoisoit à en venir prendre possession avec un Arrest du Conseil & des ordres du Roy. Il arriva à Alet le Jeudy 15. Octobre. Le lendemain à sept heures

du matin M. l'Evêque d'Alet luy fit signifier son Ordonnance du 5. Mars 1676. Vers les huit heures il vint à l'Evêché pour saluër M. l'Evêque d'Alet, qui disoit alors la messe en sa Chapelle. Il l'attendit dans la sale d'enhaut, où il luy fit son compliment, & luy déclara l'ordre qu'il avoit reçu de venir prendre possession du Doyenné. M. l'Evêque d'Alet luy fit une remontrance également forte & charitable, & tâcha de le détourner de son dessein, en luy représentant l'extrême malheur où il s'alloit jeter, en s'engageant dans les liens de l'excommunication. Le Sr. de Foix insistant qu'il ne pouvoit se dispenser d'exécuter les ordres du Roy; qu'il n'avoit point recherché ce bénéfice; & qu'il s'estimoit malheureux d'estre obligé de servir d'instrument pour l'établissement du droit de sa Majesté: M. l'Evêque d'Alet luy repliqua, qu'il auroit pû d'abord refuser les provisions de ce bénéfice; Que sa Majesté ne trouvoit point mauvais que ceux qu'Elle nomme à des Evêchez ou à des Abbayes s'excusent de les accepter; Qu'il devoit se souvenir de cette parole de saint Pierre: *Deum time, regem honorificate*: Que le Roy estoit si juste, que s'il estoit informé du fond de cette affaire, le trouble qu'on s'efforçoit d'ex citer dans son diocèse, cesseroit bientôt: Qu'il souhaiteroit pour cela de pouvoir parler à sa Majesté: Qu'il espéroit de sa bonté qu'Elle l'écouterait favorablement, & qu'il tâcheroit aussi de pratiquer envers Elle cette parole que l'Eglise met chaque jour en la bouche de ses Ministres: *Loquebar de testimoniis tuis in conspectu Regum, & non confundar*: Qu'on sçavoit bien qu'il y avoit d'autres personnes qui se mêloient en cette affaire, & qui en estoient es principaux moteurs: Qu'il ne croyoit pas leur avoir donné sujet de se déclarer ainsi contre luy, & qu'il ne voyoit pas pourquoy ils s'y prenoient si chaudement. (Il vouloit parler des Jesuites, comme le comprit fort bien le Sr. de Foix qui a deux freres dans cette Compagnie dont l'un a beaucoup contribué à le faire nommer au Doyenné d'Alet par le moyen du P. de la Chaize Confesseur

fesseur du Roy, & à luy faire obtenir depuis sur l'Evêché du même lieu, une pension de 500. escus, lors que M. l'Evêque d'Alet a esté mort.) Il l'exhorta ausur plus à penser sérieusement à ce qu'il alloit faire, & luy fit entendre que s'il persistoit dans son dessein, il ne pourroit se dispenser de procéder contre luy à la Déclaration de l'excommunication, selon le devoir de sa charge & les ordres de l'Eglise.

Le Sieur de Foix s'estant retiré chercha ce jour ladic un Notaire & un sergent pour signifier son Arrest & pour faire des actes au Chapitre. N'en ayant pû trouver à Alet, il en manda de Limoux; & le lendemain Samedi 17. Octobre, il fit signifier au Syndic du Chapitre l'Arrest du Conseil dont on rapportera icy l'extrait, & la Lettre de Cachet qui luy ordonnoit de venir prendre possession du Doyenné & le desservir.

EXTRAIT

Des Registres du Conseil d'Estat.

Sur la requeste présentée au Roy estant en ^{7. Aout 1676} son Conseil par M^{re}. Jean Pierre Gaston de Foix, licenciés SS. Decrets de la Faculté de Paris, Doyen & Chanoine du Chapitre de l'Eglise Cathédrale Nostre Dame d'Alet en Languedoc contenant, que ledit Doyenné ayant vaqué en Régale, sa Majesté en auroit pourvû le suppliant, &c. Vû ladite Requeste, les provisions dudit Doyenné, acte de prise de possession d'iceluy, copie de l'Ordonnance dudit Sr. Evêque d'Alet & dudit Arrest du Conseil d'Estat cy-dessus daté, Oüy le raport & tout considéré. Le Roy estant en son Conseil a ordonné & ordonne qu'aux fins de ladite Requeste les parties seront assignées au Conseil, & cependant par provision & sans préjudice du

D 2

droit

droit des parties au principal, ordonne sa Majesté que lesdites provisions, acte de prise de possession, & Arrest du Conseil d'Estat du 23. Juin dernier seront exécutez selon leur forme & teneur: Ce faisant ordonne sa Majesté aux Chantre, Chanoines, & Chapitre de l'Eglise Cathédrale d'Alet de mettre & installer le suppliant en la possession & jouissance du Doyenné d'Alet & de le reconnoistre pour leur Doyen, & aux Syndics, Tresoriers, Fermiers, & autres détemteurs des fruits & revenus dudit Doyenné d'en vuider leurs mains en celles du suppliant, moyennant quoy ils en demeureront valablement quittes & déchargez; & en cas de refus, qu'ils y seront contraints par toutes voies deuës & raisonnables, même lesdits Fermiers & détemteurs par les voies qu'ils y sont tenus par leurs baux. Fait au Conseil d'Estat du Roy sa Majesté y estant tenu à Versailles le 7. Aoust 1676.

LETTRE DE CACHET, AU SIEUR DE FOIX,

*Pour venir prendre possession du Doyenné
Alet, & le desservir.*

17. A. 1676.

CHER ET BIEN AME'. Par Arrest de nostre Conseil d'Estat du 7. du present mois, nous avons, pour les causes y contenues, entre autres choses ordonné que les provisions, qui vous ont esté accordées pour le Doyen-

Doyenné & Chanoinie de l'Eglise Cathédrale d'Alet le 7. Janvier dernier & prise de possession d'iceluy seront executées; & aux Chantre, Chanoines, & Chapitre de ladite Eglise de vous installer en la possession & jouissance dudit Doyenné, lequel voulant que vous desserviez, nous vous faisons cette lettre, pour vous mander & ordonner de vous transporter incessamment sur les lieux, pour en faire les fonctions dans ladite Eglise, ainsi que vous y estes obligé en jouissant des fruits & revenus comme il appartient; & à ce ne ferez faute: car tel est nostre plaisir. Donné à Versaille le 17. jour d'Aoust 1676. signé L o u i s & plus bas P H E L I P P E A U X.

Le Chapitre de l'Eglise Cathédrale d'Alet, qui estoit réduit à cinq Chanoines capitulans, s'assembla ensuite de la signification de ces actes. M. Pommier Doyen estoit absent depuis assez long-temps, & demouroit à Toulouse sous prétexte de quelques infirmités. Dés cinq Chanoines capitulans, deux furent d'avis de s'en tenir à l'Ordonnance de M. l'Evêque & aux deffences qui y sont portées: les trois autres furent d'avis de répondre, que vû d'une part l'Ordonnance de M. l'Evêque, & de l'autre l'Arrest du Conseil & les Ordres du Roy, le Chapitre n'entendoit empêcher que le Sr. de Foix ne se mist en possession. Le même jour 17. Octobre après Midy, le Sr. de Foix prit possession en presence d'un Notaire & de deux témoins, & ensuite il vint au Chœur en surpelis pendant qu'on chantoit None & se mit à la place du Doyen & assista à Vespres & à Complices. M. l'Evêque, qui n'estoit pas ce jour là à l'Office, en ayant esté averti donna une Ordonnance portant que l'on feroit les Monitions

Canoniques au Sr. de Foix pour estre procédé contre luy à la Déclaration de l'excommunication, laquelle Ordonnance luy fut signifiée a 5. heures du soir.

ORDONNANCE DE M. L'EVEQUE D'ALET,

Contre le Sr. de Foix, portant que les Monitions Canoniques luy seront faites pour estre procédé contre luy à la Déclaration de l'excommunication.

17. Oct.
1676.

NICOLAS par la miséricorde de Dieu Evêque d'Alet, à tous les fidelles de nostre diocèse, salut & bénédiction en NOSTRE SEIGNEUR JESUS-CHRIST. Nous avons esté informez que M^e. Jean Pierre Gaston de Foix Prestre du diocèse de Couzerans ayant obtenu en Régale le Doyenné & Canoniat de nostre Eglise Cathédrale possédé paisiblement depuis plus de dix ans par M^e. Pierre Pommier Doyen du Chapitre de ladite Eglise, s'en est mis ce jourd'huy en possession, & en conséquence a commencé d'assister en ladite qualité à l'heure de None & de Vespres, prétendant continuer à l'avenir les fonctions dudict bénéfice: ce qui est une contravention manifeste à l'Ordonnance par nous rendüe le 5. Mars 1676. à luy bien & deuëment signifiée le jour d'hier, par laquelle il luy est fait deffences & à tous autres de s'ingérer dans les bénéfices de

de nostre diocèse par eux obtenus en Régale à peine d'excommunication *ipso facto* ; ledit Sr. de Foix n'ayant point eu d'égard à l'exhortation que nous luy fimes hier avec toute la charité & toute la douceur qu'il nous fut possible dans la visite qu'il nous rendit : Enquoy outre sa desobeïssance à l'Eglise, son procédé est encore irrégulier & contraire à l'ordre établi par les Canons & par la Police générale du Royaume : en ce que sur de simples provisions en Régale il depossède ledit Sr. Pommier paisible possesseur dudit bénéfice, sans l'avoir auparavant fait assigner ni obtenu aucun jugement avec luy. Desorte que ce n'est pas seulement un violement des droits & des libertez de nostre Eglise, & un mépris des censures fulminées sur ce sujet dans le Concile Ecuménique de Lyon tenu sous Gregoire X. lesquelles nous n'avons fait que déclarer & appliquer par nostre susdite Ordonnance : mais de plus c'est une contravention à l'ordre observé dans le Royaume, où l'on ne depouille aucun bénéficié de son bénéfice sur de simples provisions, même en vertu du droit de Régale, avant que de l'avoir fait assigner & obtenu un jugement avec luy. A CES CAUSES conformément à nostredite Ordonnance & en exécution dudit Decret du Concile général de Lyon qui commence GENERALI CONSTITUTIONE, Nous avons ordonné que les Monitions canoniques seront faites audit Sr. de Foix à ce qu'il ait à desister de s'ingérer dans

ledit bénéfice & à obeïr au Décret dudit Concile & à nostredite Ordonnance, faute dequoy nous déclarons qu'il sera denoncé publiquement excommunié, comme ayant déjà encouru l'excommunication portée par ledit Concile & nostre susdite Ordonnance, lesquelles Monitions luy seront faites de trois jours en trois jours, la signification de la presente Ordonnance tenant lieu de première Monition. Et mandons au premier Prestre, Clerc tonsuré, ou autre sur ce requis, que pour la signification & exécution de nostre presente Ordonnance il fasse tous les actes requis & nécessaires. Donné à Alet dans nostre Hostel Episcopal le 17. jour d'Octobre 1676. signé N I C O L A S Ev. D' A L E T. Et plus bas par Monseigneur M E R C I E R.

Le lendemain 18. Octobre, jour de dimanche le Sr. de Foix s'abstint d'aller aux Offices & même d'entendre la Messe. Il partit après Midy ayant fait auparavant signifier à l'Hostel Episcopal un acte de protestations adressé à M. l'Evêque d'Alet, qui estoit allé ce jour là donner la Confirmation dans des paroisses voisines.

Le Mardy 20. Octobre, M. l'Ev. d'Alet écrivit au Roy la lettre suivante, toute de sa main.

SECONDE LETTRE

DE M. L'ÉVÊQUE D'ALET,

AU ROY.

S I R E.

QUELQUE appréhension que j'aie d'es- 20.08.
1675.
tre importun à VOSTRE MAJESTÉ,
je n'ay pas crû me pouvoir dispenser de
luy rendre compte de la conduire que j'ay esté
obligé de garder envers l'Ecclésiastique qui est
venu icy depuis peu, pour prendre possession du
Doyenné de nostre Eglise Cathédrale, & pour en
faire les fonctions. J'ose, SIRE, me promet-
tre de la justice & de la bonté de V. M. qu'Elle
me fera la grace de croire plustost ce que je pren-
dray la liberté de luy représenter, que les rapports
qu'on luy pourra faire à mon desavantage & les
interpretations peu favorables qu'on s'efforcera
de donner à mes actions. On représentera à
V. M. que j'ay fait signifier à cet Ecclésiastique
ma première Ordonnance nonobstant l'Ar-
rest du Conseil d'Etat, & qu'après avoir tâché
de le dissuader de mettre à exécution les ordres
qu'il avoit reçus, j'ay donné une seconde Or-
donnance pour procéder contre luy selon les
formes de l'Eglise, au cas qu'il persistast dans sa
resolution. Mais, SIRE, je supplie très hum-
blement V. M. de considérer le fond de cette
affaire, & la nécessité inévitable où l'on m'a

D S

mis

mis d'agir comme j'ay fait. Je me suis déjà donné l'honneur de luy représenter dans une première lettre les raisons qui établissent le droit & la liberté de mon Eglise en ce qui regarde la Régale. Si V. M. daigne y faire attention, j'espère qu'Elle reconnoistra que j'estois indispensablement obligé de faire ce qui dépendoit de moy pour la conserver dans cette liberté. Il a fallu que j'aie obéi à l'Eglise. C'est elle qui m'a prescrit dans un Concile général ce que j'avois à faire en cette rencontre. Je n'ay esté que l'exécuteur de ses ordres, en un point où l'on ne peut douter que ses enfans, & encore plus ses principaux Ministres, ne luy doivent obéir. C'a esté néanmoins, SIRE, avec une extrême douleur que je me suis vû obligé de m'éloigner en apparence de l'obéissance que je desire de rendre en toutes rencontres aux ordres de V. M. & si l'on veut examiner mes démarches en cette affaire, on reconnoistra aisément que je ne me suis avancé qu'à mesure que j'y ay esté contraint, & que je n'ay eu recours aux moyens que l'Eglise me met entre les mains, que lors que tous les autres m'ont manqué. Je supplie, SIRE, V. M. d'estre persuadée que je n'ay point agi par des impressions étrangères, ni par la suggestion de qui que ce soit. De sorte que s'il y avoit de la faute dans ma conduite, on ne pourroit l'imputer qu'à moy seul. J'ay examiné à fond cette affaire, lorsque j'ay esté obligé d'y prendre part. Je l'ay étudiée avec un soin particulier. J'y ay
pensé

pensé long-temps devant Dieu , luy deman-
 dant la grace de m'y conduire selon la lumière
 & la prudence de son Esprit ; & je ne suis entré
 dans l'engagement où je me vois , que parce
 que j'ay esté persuadé que je ne pouvois l'éviter ,
 sans manquer à l'une des plus essentielles obli-
 gations de mon Ministère. Cette persuasion ,
 s'est encore fortifiée dans la suite ; & je pren-
 dray , S I R E , la liberté de dire à V. M.
 qu'ayant en l'année dernière une grande mala-
 die qui me conduisit jusqu'aux portes de la
 mort , je fus fortement touché de cette pensée ,
 que je devois consacrer à Dieu les momens de
 vie qu'il m'accordoit encore , en luy témoig-
 nant une fidélité nouvelle dans l'exercice de
 ma charge , & spécialement dans l'affaire de la
 Régale où il avoit permis que je me trouvasse
 engagé. Comme les raisons qui m'y ont fait
 entrer sont toujours les mêmes , & qu'elles
 subsistent à mon égard , n'ayant point d'autres
 lumières là-dessus , que celles que j'ay eues dès
 le commencement , je ne voy pas comment il
 me seroit possible presentement de changer de
 conduite. Ayez , s'il vous plaît, S I R E , la
 bonté de considérer que je suis en un âge où
 je dois penser continuellement à la mort & au
 compte que j'auray à rendre à Dieu. Ne serois-
 je pas bien malheureux en cet estat , si le desir
 de me procurer un repos humain durant ce peu
 de vie qui me reste , me portoit en cette ren-
 contre à trahir le mouvement de ma conscien-
 ce & à agir contre mes propres lumières ? Une

faute de cette nature me rendroit indigne du rang où Dieu m'a mis par sa providence, & elle m'ôteroit, SIRE, la confiance d'offrir chaque jour, comme je fais, mes foibles prières à Dieu pour la conservation & la prospérité de V. M. & de toute vostre Royale famille. J'ay toujours crû qu'on ne scauroit estre fidelle comme il faut à son Prince, si on ne l'est premièrement à Dieu; & j'ay taché jusques icy de prendre pour règle de ma conduite cette parole de Saint Pierre: *Craignez Dieu; honorez le Roy.* Ce sont, SIRE, les sentimens que j'ay eus jusqu'à présent vers V. M. & dans lesquels j'espère que Dieu me conservera jusqu'au dernier soupir, n'y ayant personne qui soit avec une fidélité plus inviolable & un plus profond respect.

S I R E,

DE VOSTRE MAJESTE,

*Le très humble très obeïssant & très
fidelle serviteur & sujet.*

A Alet le 20.

Octob. 1676. NICOLAS Ev. D'ALET.

Cette lettre fut renduë au Roy par M. de Chasteau-neuf, qui fit réponce que sa Majesté l'avoit vuë, & qu'Elle n'en avoit pas esté satisfaite.

Au commencement de Nov. 1676. M. l'Ev. d'Alet écrivit au Pape Innocent XI. sur sa promotion au Pontificat. Ce qui l'y engagea fut qu'il eut avis de Rome, que sa Sainteté en une occasion avoit parlé avantageusement de luy & de M. l'Ev. de Pamiers. M. de Pamiers

miers écrivit aussi de son costé à la Sainteté, & les deux lettres furent envoiées dans le même paquet. Quoy-qu'il n'y soit point parlé expressément de la Régale, on ne laissera pas de les mettre icy, parce qu'elles on rapport avec d'autres où il en est parlé & qu'on verra cy-après dans leur ordre. On les rapportera icy traduites en François, & on mettra les originaux Latins à la fin de cette Rélation, selon qu'on l'a marqué dans l'Avertissement.

PREMIERE LETTRE

DE M. L'ÉVÊQUE D'ALET,

A N. S. P. le Pape INNOCENT XI.

TRES SAINT PERE.

Pendant que tout le monde se presse de ^{3. N^o. 1676.} témoigner à VOSTRE SAINTETÉ la joie qu'il ressent de son exaltation sur le Siège Apostolique, & fait des vœux au Ciel pour luy souhaiter un long & heureux Pontificat; j'ay crû qu'Elle n'auroit point desagréable que je me joignisse à tant d'autres, & que ne pouvant m'acquiter en personne de ce que je luy dois en cette rencontre, je le fisse par cette lettre, que je luy adresse avec tout le respect & toute la soumission dont je suis capable. Et je n'apprehende point T. S. P. que ma foible voix ne soit étouffée par ces grands applaudissements que V. S. reçoit de toutes parts, ni qu'un Evêque d'une petite ville & d'un aussi pauvre diocèse que le mien, ait dela peine à s'approcher

de vostre Trône Apostolique parmi cette foule de personnes très éminentes, soit ecclésiastiques ou séculières, qui y abordent, pour vous rendre leurs respects & leurs hommages. Je sçay que V. S. dans cette suprême dignité où la Providence l'a élevée, fait gloire d'imiter la conduite si humble & si charitable du Sauveur du monde, qui daigna regarder l'offrende d'une pauvre veuve & la distinguer parmi les dons magnifiques d'un grand nombre de personnes riches, qui sembloient la devoir dérober à ses yeux. Tout le monde, T. S. P. est persuadé que V. S. considère moins l'éclat de la gloire qui l'environne dans cette suprême dignité, que l'obligation où Elle entre de veiller au salut de tout le troupeau qui luy est confié: & qu'Elle n'a rien tant à cœur que de travailler de toutes ses forces à l'exaltation de nostre Sainte Foy, au rétablissement de la discipline, & à procurer à toute la Chrestienté une stable & heureuse paix. Ce sont les espérances que tous les fidèles ont conçues de vostre promotion au Souverain Pontificat. Plaise à la Divine Bonté de répandre sur vostre Personne Sacrée l'abondance de ses graces, afin que vous y répondiez par des effets qui surpassent encore nostre attente. Mais T. S. P. si l'Eglise universelle, qui a esté commise aux soins de VOSTRE BEATITUDE, se promet de si grandes choses de sa sagesse, de sa pieté, & de son zele, l'Eglise Gallicane en particulier s'assure de sa prudence & de son équité, qu'Elle affermira pour toujours

jours la paix dont le Clergé de France à com-
 mencé à jouir depuis quelques années, & qu'es-
 tant animée de cet Esprit qui la rend le centre
 de la communion ecclésiastique & le lien de
 tous les fidèles, Elle assoupira pour jamais les
 contestations qui s'estoient élevées cy-devant
 entre les Theologiens Catholiques. Je puis
 affurer V. S. qu'Elle fera en cela une chose non
 seulement très glorieuse pour Elle & très avan-
 tageuse à ce Royaume, mais encore très utile
 pour le rétablissement de la discipline & la ré-
 formation des mœurs, qui est ce qu'Elle sou-
 haite avec le plus d'ardeur. Pour mon particu-
 lier T.S.P. je puis dire que depuis près de 40. ans
 que Dieu a permis que j'aie esté chargé de la con-
 duite de ce diocèse, je me suis principalement
 appliqué à instruire mes Diocésains des choses
 nécessaires à leur salut, à faire observer les règles
 de la discipline dans l'administration des Sacre-
 mens, & à régler les mœurs du Clergé & du
 peuple sur les maximes de l'Evangile, autant
 que la foiblesse de ces derniers temps le peut
 permettre, en me proposant pour modelle la
 conduite du S Concile de Trente. Je recon-
 nois avec déplaisir que ce n'a pas esté avec tout
 le fruit qu'il seroit à souhaiter, a cause de mes
 pechez qui y ont mis obstacle. Mais tel que
 puisse estre maintenant mon diocèse, j'ose
 T. S. P. le présenter à V. S. & me proster-
 nant humblement devant Elle avec le petit
 troupeau qui m'a esté confié, je la supplie de
 vouloir nous accorder sa bénédiction pater-
 nelle

nelle. C'est la plus grande consolation que je puisse recevoir en l'âge de 80. ans dont je me voy proche ; & rien ne sera plus capable de m'encourager & de me donner la force d'achever heureusement ma course , que d'apprendre dans la suite que vostre Charité Apostolique ne juge pas indigne de son approbation la conduite que j'ay gardée jusques icy dans le gouvernement de mon diocèse , & qu'Elle veut bien m'honorer de sa bienveillance & de sa protection. Je prie Dieu de tout mon cœur qu'il conserve longues années V.S. pour le bien de son Eglise : afin qu'ayant multiplié les talens qu'il vous a donnez & rempli tous les devoirs d'un bon & fidelle Ministre de l'Evangile , vous entriez enfin pour jamais dans la joie du Seigneur.

TRES SAINT PERE,

DE VOSTRE SAINTETE',

*Le très humble & très obeïssant
fils & serviteur,*

A Alet ce 3. Novembre. 1676.

NICOLAS EV. D'ALET.

L E T.

L E T T R E

DE M. L'EVEQUE DE PAMIER S.

A N. S. P. le Pape INNOCENT XI.

TRES SAINT PERE,

Puisqu'il a plu à la bonté infinie de Dieu ^{1. Dec. 1676.}
 d'exaucer les prières continuelles & ferventes de tous les gens de bien, en vous donnant à son Eglise pour Pasteur, en un temps qu'elle est infectée en plusieurs de ses membres par diverses erreurs, défigurée par la corruption des mœurs d'un grand nombre de ses enfans, troublée de guerres, & presque toute déchirée par les schismes & les divisions; afin que par vos soins & vostre vigilance elle soit instruite & réformée, que la paix & l'union y soient rétablies, & qu'elle devienne digne d'estre présentée à JESUS-CHRIST comme une épouse qui n'a ni tache ni ride, selon l'expression de l'Apostre: J'ay crû que VOSTRE SAINTE TE' n'auroit point desagréable, qu'estant le moindre de tous les Evêques, je mêlasse ma foible voix parmi les applaudissemens de tous les fidelles qui félicitent V. S. ou plutoft l'Eglise même, de vostre exaltation, & qui témoignent publiquement leur joye d'un bien si inestimable.

Cette joie si générale n'est pas une joie trompeuse, TRES S. PERE: V. S. répondra
 plei-

pleinement par les effets à l'espérance que tout le monde a conquë de son Pontificat. C'est ce qu'on doit se promettre des talens extraordinaires soit de la nature ou de la grace dont le Ciel l'a comblée, & sur tout de ce zèle si éclairé & si ardent qui anime tous ses desseins & qui éclate dans toutes ses actions : outre que ce qu'Elle a déjà fait de grand & de merveilleux au commencement de son Pontificat, est comme un gage assuré que Dieu veut se servir d'Elle pour le rétablissement de la discipline ecclésiastique, d'où dépend en quelque sorte le salut de tous les peuples.

Quant à ce qui me regarde, T. S. P. j'ay toujours eu une singulière vénération pour le Saint Siège & j'aurois de bon cœur donné ma vie, plutôt que de manquer à la révérence & à la fidélité qui luy sont deües. J'ay reçu ses Décrets avec autant de soumission intérieure, que de témoignages extérieurs de mon respect ; & je les ay fait exécuter, autant que je l'ay pû : ne doutant point que c'est du Siège Apostolique, comme d'une source très vive, que la foy & la piété doivent couler & se répandre sur toutes les Eglises du monde. Mais cette dévotion & cette obéissance que j'ay toujours eües pour la Chaire de Saint Pierre, n'ont pas peu augmenté, depuis que j'ay sçu que Dieu s'estoit choisi une personne vraiment selon son cœur pour la remplir. Car T. S. P. je me persuade que vostre sollicitude Pastorale embrassant toutes les parties de l'Eglise, s'étendra jusqu'à moy, quel-

quelque indigne que j'en sois, & jusqu'à mon diocèse, quoiqu'il soit situé en un país très éloigné: & j'ay cette confiance que V. S. ne dédaignera pas d'appuier de ses conseils, ou plutôt de ses ordres, de son autorité, & particulièrement de ses prières auprès de Dieu, une personne aussi foible & aussi destituée de science, de vertu, & de zèle, que je suis.

Cependant T. S. P. je continueray à prier le Tout puissant avec toute l'instance & toute la ferveur dont je suis capable, qu'il vous conserve longues années pour le bien de son Eglise, qu'il augmente de plus en plus vostre zèle à rétablir la discipline parmi le Clergé soit séculier ou régulier, & parmi tout le peuple Chrestien, comme vous avez déjà commencé si heureusement de faire, & enfin qu'il répande abondamment sur vous ses plus précieux dons, en vous comblant de la grace Apostolique.

TRES SAINTE PERE,

DE VOSTRE SAINTETE,

*Le très humble, & très
obeïssant fils en I. C.*

*A Pamiers le 1.
Dec. 1676.*

F R A N C O I S,
Ev. de Pamiers.

Vers la fin de Novembre 1676. ou manda de Paris qu'il avoit esté résolu dans le Conseil du Roy qu'on ne

ne poufferoit point les choses par les voies de rigueur ensuite de ce qui s'estoit passé à la prise de possession du Sr. de Foix, mais qu'on se contenteroit que les Régalistes se pourvussent par appel devant le Métropolitain. On a sçu que ce fut M. le Tellier Secrétaire d'Estat & maintenant Chancelier de France, qui appuya fortement cet avis, contre le sentiment de quelques personnes qui alloit à mander M. l'Evêque d'Alet pour répondre de ses Ordonnances, ou à le contraindre de les révoquer, par saisie de son temporel, ou même à le réléguer.

On accorda cependant au Sr. de Foix un Arrest du Conseil d'Estat du 4. Novembre 1676. qui luy adjugeoit les fruits, profits, & revenus du Doyenné d'Alet en absence comme en présence : en vertu duquel il fit saisir quelque temps après une des dîmes du Chapitre pour les distributions du Canoniat : les revenus du Doyenné, qui surpassent de beaucoup ceux du Canoniat, étant séparés de la messe du Chapitre. Environ le même temps le Sr. Pommier, qui demouroit toujours à Toulouse, traita avec le Sr. de Foix, & se démit du Doyenné & Canoniat moyennant une pension & quelque bénéfice simple, quoique M. l'Evêque d'Alet luy eust diverses fois témoigné qu'il ne pouvoit en conscience traiter de son bénéfice avec le Sr. de Foix.

Vers le même temps deux particuliers, qui avoient esté pourvus en Régale de deux Chanoînies de l'Eglise Collégiale de Saint Paul, dont l'une estoit la Chanoînie Théologale, en prirent possession par Procureur devant un Notaire & firent des actes au Chapitre pour avoir les fruits.

Au mois de Mars 1677. M. l'Evêque d'Alet & M. l'Evêque de Pamiers reçurent chacun un Bref du Pape en réponse à leurs lettres.

PREMIER BREF

De N. S. P. le Pape INNOCENT XI.
à M. l'Évêque d'Alet.

NOSTRE VENERABLE FRERE, ^{3. Fevr. 1677.}
 salut & bénédiction Apostolique. Nous
 ne pouvons assez fortement vous exprimer par nos paroles quelle est la joie que nous avons ressentie, en lisant dans les lettres que vostre Fraternité nous a écrites pour nous féliciter de nostre élévation au Souverain Pontificat, les marques que vous nous donnez de vostre obéissance. Car en repassant dans nostre esprit l'excellence de vos vertus, vos soins, & vos veilles continuelles dans la conduite de l'Eglise qui vous est confiée, nous ressentons diminuer beaucoup la tristesse que le soin de toutes les Eglises qui sont commises à nostre foiblesse nous a si justement causée: puisque nous avons conçu une solide espérance, qu'un si grand exemple de vostre piété singulière portera les autres Evêques à conduire les peuples qui leur sont soumis avec une vigilance & une charité pareille à la vostre, & à se régler principalement sur les Ordonnances du Concile de Trente, qui, comme vous sçavez très bien, ont esté d'un grand usage & d'un grand secours aux plus saints & aux plus sages Prelats dans le gouvernement de leurs Eglises. Nous n'avons pas reçu un moindre sujet de joie de ce que vous
 nous

nous avez écrit, pour nous porter à maintenir l'union & la charité parmi les Theologiens. Car nous nous persuadons facilement que conspirant à ce même but, comme vous faites avec tant d'ardeur, les autres Evêques de France embravez du même zèle & excitez par vostre exemple & par vostre autorité, y contribuerons aussi de tous leurs soins. Et l'on doit attendre la même chose de nostre sollicitude pastorale: puisque n'épargnant rien de ce qui est en nostre pouvoir pour établir une paix temporelle entre les Princes Chrestiens, on doit croire que nous travaillerons avec encore plus de soin à conserver la paix spirituelle d'où l'éternelle dépend. Mais afin que nous puissions obtenir cette grace de Dieu, nous souhaitons que vostre Fraternité nous ayde de ses prières continuelles; vous assurant de nostre part que nous sommes dans une disposition sincère de faire ce qui est en nous pour le bien de vostre Eglise: & nous vous donnons avec une affection particulière la bénédiction Apostolique. Donnée à Rome au Palais de S. Pierre sous l'anneau du Pescheur le 3. Février, l'an premier de nostre Pontificat.

Signé,

MARIUS SPINULA.

BREF

B R E F

De N. S. P. le Pape INNOCENT XI
à M. l'Evêque de Pamiers.

NOSTRE VÉNÉRABLE FRERE, 3. Fév. 1677.
 salut & bénédiction Apostolique. Nous
 avons reçu avec un sentiment particulier & une affection paternelle les grandes marques que vostre Fraternité nous a données de vostre obéissance filiale envers le S. Siège, & envers Nous, qui sommes élevez, quoique sans merite, à sa suprême dignité. Car connoissant la piété, la vertu, & les autres bonnes qualitez qui éclatent en vous, & dont nous avons une estime particulière, nous avons conçu une grande espérance qu'elles serviront à rétablir la discipline ecclésiastique & à réformer les mœurs corrompues, a quoy nous appliquons principalement nos soins. Mais parce que nostre foiblesse est grande, & que nous avons besoin pour cela de beaucoup de forces, nous desirons que vous vous adres- siez au ciel pour nous en obtenir, qui répon- dent au fardeau dont nous sommes chargez; donnant avec affection à vostre Fraternité la bénédiction Apostolique. Donné à Rome au Palais de S. Pierre sous l'anneau du Pescheur, le 3. Février, l'an premier de nostre Pontificat.

Signé,

MARIUS SPINULA.

Ces

Ces deux brefs estant devenus publics quelque temps après par les copies qui s'en repandirent, firent beaucoup d'éclat. Sur tout l'on trouva celui de M. l'Evêque d'Alet fort beau & extrêmement avantageux à ce Prelat.

Au mois d'Avril 1677. M. l'Evêque de Pamiers ayant eu avis que le Sr. Paucet Prestre du diocèse de Laõn pourvu en Régale de l'Archidiaconé de son Eglise Cathédrale qui en est la première dignité, devoit venir se presenter pour en prendre possession, rendit l'Ordonnance suivante, conforme à celle de M. l'Evêque d'Alet.

ORDONNANCE DE M. L'EVEQUE DE PAMIER, *Contre les Régalistes.*

27. Avril
1677.

FRANÇOIS par la miséricorde de Dieu Evêque de Pamiers à nos chers & bien aimez Freres les Chanoines de nostre Eglise Cathédrale, & de la Collégiale de nostre Dame du Camp, Archiprestres, Recteurs, Vicaires, & autres Ecclésiastique, salut & bénédiction. Ayant appris que le Sr. Paucet Prestre du diocèse de Laõn pretendoit se mettre en possession d'un Canoniat & de l'Archidiaconé réguliers de nostre Chapitre Cathédral, en vertu d'une provision en Régale, quoyque nostre diocèse n'ait esté jamais sujet à ce droit; l'obligation que nostre caractère nous impose de conserver les droits de nostre Eglise, & le commandement exprés que le Concile général

ral de Lyon sous Gregoire X. nous fait dans le Chapitre qui commence : *Generali Constitutione*, d'empêcher, autant qu'il depend de nous l'introduction de la Régale dans les diocèses où elle n'a jamais eu lieu ; nous empêchent de pouvoir en conscience & sans encourir les censures portées par ce Concile , consentir ou dissimuler qu'on veuille introduire ce droit dans nostre diocèse. Et quand même le droit de Régale auroit lieu dans nostre diocèse , ce qui n'est pas , il ne pourroit pas s'étendre sur nostre Eglise Cathédrale , parce qu'estant regulière de son institution & réformée , nul n'y peut posséder aucune Chanoinie ou Dignité , s'il n'a esté reconnu capable & appelé de Dieu à la vie regulière après un exact noviciat , conformément à la Bulle d'Alexandre VII. confirmée par les Lettres patentes de sa Majesté. D'ailleurs le Siège Episcopal se trouve rempli de nostre personne , quoyque très indigne , depuis plus de 32. ans , pendant lesquels nous avons pourvû aux bénéfices vacans qui dépendent de la menſe Episcopale , sans aucune contradiction. A CES CAUSES, pour satisfaire à nostre devoir & pour obeïr aux ordres de l'Eglise , Nous faisons inhibitions & deffenses aux Chapitres de nostre Eglise Cathédrale & de la Collégiale de nostre Dame du Camp , de recevoir aucuns pourvus en Régale dans les bénéfices de leursdites Eglises en vertu des provisions par eux subrepticement obtenues , les installer , leur donner place au Chœur ou au Chapitre ,
E & les

& les admettre à aucune fonctions desdits bénéfices, à peine de suspension *ipso facto* contre tous ceux qui auront appuié ou favorisé ladite reception ou installation, & auxdits pourvus de s'y ingerer sous peine d'excommunication *ipso facto*: faisons pareillement deffences à toutes personnes ecclésiastiques de mettre en possession lesdits Régalistes en vertu desdites provisions, assister à leur prise de possession, & leur donner ayde & appui pour cet effet, à peine de suspension *ipso facto*: & mandons au premier Prestre, Clerc tonsuré, ou autre sur ce requis, que pour la signification & exécution de nostre presente Ordonnance ils fassent tous les Actes requis & nécessaires. Donné à Pamiers dans nostre Hostel Episcopal le 27. jour d'Avril 1677.

Signé,

FRANCOIS Evêque de PAMIEERS.

Et plus bas par Monseigneur,

G A R D E B O S C.

Le Sr. Paucet s'estant présenté quelque temps après par Procureur pour prendre possession de l'Archidiaconé, le Chapitre de l'Eglise Cathédrale le refusa par un Acte Capitulaire pris d'un commun avis, que l'on a crû devoir mettre tout au long en cet endroit.

A C T E

A C T E

Du Chapitre de l'Eglise Cathédrale

D E P A M I E R S,

Fait au Procureur du S^r. Paucet Régaliste.

L'An 1677. & le 20. jour du mois de Juin 20. Juin
1677.
à Pamiers par devant moy Notaire Royal
a esté present le Père François Carlat Archiprestre de l'Eglise Cathédrale de Pamiers & Prieur Claustral, lequel ayant la presence de M^e. Jean Louis la Caze du diocèse de Cominge Procureur fondé de M^e. Pierre Paucet Prestre, auquel il a représenté, que ce matin vers les neuf heures il se feroit présenté à luy avec un Brevet de sa Majesté, qui donne & confère l'Archidiaconé & Canoniat régulier possédé par feu M. de Mascaron, & qu'en vertu d'iceluy Brevet il le requeroit de le recevoir en ladite qualité audit Archidiaconé & Canoniat pour ledit M^e. Pierre Paucet pourvu d'iceluy par sa Majesté: auquel S^r. la Caze ledit P. Carlat Archiprestre auroit répondu qu'il assembleroit le Chapitre après la Grand' Messe & Office: A quoy il auroit satisfait; & tous les Chanoines presens estant entrez en deliberation, ils auroient délibéré d'une commune voix, que le requerant feroit la réponce inserée dans la délibération qui est; Que répondant avec tout le respect qu'ils doivent à sa Majesté, ils ne peuvent recevoir ledit S^r. la Caze au nom qu'il procède. 1. Parce

E 2

que

que le Pape Alexandre VII. par Bulle expresse autorisée par Lettres patentes de sa Majesté, ordonne que les bénéfices de l'Eglise Cathédrale de Pamiers ne seront conférés qu'à des personnes, qui aient fait profession dans ladite Eglise, après un noviciat exact qu'ils doivent avoir fait par l'ordre de l'Evêque. 2. Parce que Monseigneur l'Evêque a défendu au Chapitre de recevoir aucuns pourvus en Régale dans les bénéfices de ladite Eglise, en vertu des provisions par eux subrepticement obtenues, les installer, leur donner place au Chœur ou au Chapitre, ou les admettre à aucunes fonctions desdits bénéfices, à peine de suspension *ipso facto*. 3. parce qu'ils ne peuvent en aucune manière donner appui ni faveur au droit de Régale, qui n'a jamais eu lieu dans leur Eglise, sans se rendre desobéissans aux ordres de l'Eglise, marquez dans le Concile général de Lyon par le Decret qui commence : *Generali Constitutione*, qui a esté fait exprès pour cette matière, & encore dans le Concile de Trente, *Sess. 22. chap. 11. de Reformat.* qui leur défend sous peine d'anathème de consentir à ce que les Eglises soient privées de leurs droits. Et pour qu'on ne puisse point ignorer la susdite réponse faite par ledit Chapitre, ledit P. Carlat a requis ledit Sieur la Caze la vouloir faire insérer dans l'acte de sa présentation qu'il a fait retenir par moy sous signé Notaire : persistant ledit P. Carlat, tant en son nom, qu'au nom desdits Chanoines & Religieux capitulans,

lans, à la susdite réponce, offrant luy bailler tout
presentement copie de ladite délibération &
du present Acte en presence, &c.

Vers la fin de Juin 1677. M. l'Evêque de Pamiers
écrivit au Roy pour luy rendre compte de son Ordon-
nance & de ce qui s'estoit passé à la prise de possession
du Sr. Paucet. Et comme on s'estoit efforcé en ce
temps-là de le décrier auprès de sa Majesté, sur la con-
duite qu'on tenoit en son diocèse, à l'égard des gens de
guerre pour l'administration des Sacrements, il se jus-
tifie d'abord sur ce point.

L E T T R E

DE M. L'EVEQUE DE PAMIER, , AU ROY.

S I R E,

COMME je suis persuadé qu'entre tant de ^{29. Juin 1677.}
qualitez vrayment Royales dont il a plu
à Dieu d'enrichir vostre Personne Sa-
crée, une des plus dignes d'un Prince Très-
Chrestien, est d'estre toujours disposé à écou-
ter favorablement les très humbles Remon-
trances de vos sujets, & principalement des
Evêques: J'ay crû que V O S T R E MAJE-
S T E n'auroit point desagréeable la liberté que
je prens de me justifier devant Elle d'une ca-
lommie dont on a voulu me noircir dans son
esprit, & qui m'a esté d'autant plus sensible
qu'elle regarde la fidélité & l'obéissance que je
dois à mon Souverain. J'ay appris, S I R E,
qu'on a supposé à V. M. que je ne souffrois

point que mes diocésains embrassassent la profession des armes, & que j'avois ordonné aux Confesseurs de mon diocèse de refuser les Sacremens à ceux, qui l'ayant embrassée, n'y vouloient pas renoncer. Il me seroit aisé, SIRE, de confondre mes calomniateurs en faisant à V. M. le dénombrement de ceux de mon diocèse & particulièrement de la ville de Pamiers qui portent actuellement les armes pour son service, les uns en qualité d'Officiers, & les autres de Cavaliers, ou de simples soldats; si je ne craignois d'abuser de sa patience par ma longueur. Je pourrois avoir encore des certificats des Confesseurs des lieux où il y a eu des troupes en quartier d'Hyver, qui attesteront avec vérité qu'ils ont administré les Sacremens à plusieurs Cavaliers, ou pour mieux dire à tous ceux qui ont voulu s'y disposer: & j'ay moy même donné le Sacrement de Confirmation à quelqu'un. Je suis surpris, SIRE, que mes ennemis aient inventé une supposition si grossière pour indisposer l'esprit de V. M. à mon égard: comme si je pouvois ignorer que la profession des armes est non seulement innocente d'elle même, mais encore absolument nécessaire pour le bien & la conservation de l'Estat. Si j'ay parlé sur ce sujet à quelqu'un de ceux qui y sont engagez, ç'a esté pour luy proposer les mêmes avis que Saint Jean Baptiste donnoit aux soldats, & pour l'exhorter à observer fidèlement les Ordres de V. M. lesquels je voiois estre violez ouvertement par les

diver-

diverses exactions & violences qu'on exerçoit sur vostre peuple : ce qui obligea même M. Foucault Intendant de V. M. en la généralité de Montauban à en punir quelques uns. Je supplie encore très humblement V. M. SIRE, de me permettre de luy rendre compte de ma conduite à l'égard d'un Ecclésiastique qui a esté pourvu en Régale de l'Archidiaconé de l'Eglise Cathédrale de Pamiers, auquel je me suis opposé par une Ordonnance, que je n'ay renduë que par le seul motif de ma conscience, pour conserver, autant qu'il est en moy, les droits & les libertez de cette Eglise, selon le serment solennel que j'en ay fait à mon Ordination. L'Eglise de Pamiers, dont il a plu à Dieu me confier l'administration, quoyque j'en sois très indigne, n'a jamais esté sujette au droit de Régale, non par aucune exemption particulière qui luy ait esté accordée, mais par une liberté qui luy est naturelle & aussi ancienne que sa fondation. Ainsi je ne pourrois consentir qu'elle y fust aujourd'huy assujettie sous trahir mon Ministère, & sans contrevenir à la deffence expresse qui m'en est faite par le Concile général de Lyon, reçu & pratiqué depuis plus de 400. ans, & confirmé par plusieurs Ordonnances des Rois très-Chrestiens, & principalement par celles de Henry le Grand, & du feu Roy de glorieuse mémoire père de V. M. L'introduction de ce droit, SIRE, causeroit encore un préjudice particulier à cette Eglise, parce qu'il donneroit lieu à ce que la réforme, qui a commencé

à s'y établir si heureusement , fust renversée , contre le dessein de V. M. qui a donné avec tant de bonté son secours & sa protection pour son établissement, par les Lettres patentes qu'Elle m'a accordées pour l'exécution de la Bulle du Pape Alexandre VII. qui autorise la réforme de ce Chapitre. Car il n'y a nulle apparence, SIRE, que celuy qui a obtenu les provisions de l'Archidiaconé, qui en est la première dignité, & les autres qui voudroient obtenir de semblables provisions, aient aucun dessein d'y venir résider pour y faire un noviciat exact, & y vivre dans la régularité & la parfaite communauté de biens qui s'y observe, par la miséricorde de Dieu. Desorte que si les bons sujets qu'il a plu à la Providence divine d'y appeller, estoient obligez d'abandonner leur profession au préjudice de leurs vœux & avec danger évident de leur salut , pour quitter leurs bénéfices à d'autres , le service divin cesseroit dans cette Eglise, qui a ses Constitutions particulières & ne dépend aucunement de la Congregation de Sainte Geneviève, comme on l'a exposé à V. M. Il n'y a rien au monde, SIRE, qui fust capable de me porter à blesser en quoyque ce soit l'obéissance & la fidélité que je dois à V. M. puisque j'en ay toujours fait & que j'en feray toute ma vie une de mes plus étroites obligations. Mais je supplie très humblement V. M. de considérer, que je ne scaurois luy donner une marque plus assurée de mon attachement inviolable à son service , qu'en tâchant de rendre

dre en même temps à Dieu l'obéissance & la
fidélité que je luy dois: puisqu'il est très vray
qu'on ne scauroit estre fidelle comme il faut à
son Prince, qu'on ne le soit premierement à
Dieu. Je ne cesséray jamais d'offrir à la divine
bonté, comme j'ay toujours fait jusques icy,
mes Sacrifices & prières, afin qu'il luy plaise de
répandre de plus en plus ses plus précieuses &
plus abondantes graces sur vostre personne Sa-
crée & sur toute la Maison Royale. Je suis avec
une parfaite soumission & un très profond
respect.

SIRE,

DE VOSTRE MAJESTE',

*Le très humble, très obéissant, &
très fidelle serviteur & sujet,*

A Pamiers le 29.

Juin 1677.

F R A N C O I S,

Ev. de Pamiers.

Le 12. Juillet 1677. le Sr. Rodeille Prestre du dio-
cèse de Toulouse pourvu en Régale d'une Chanoinie
de l'Eglise Cathédrale d'Alet, dont le titulaire estoit en
paisible possession depuis prés de trois ans; arriva à
Alet pour en prendre possession. Il vint saluer M. l'E-
vêque d'Alet, qui l'exhorta d'une manière également
forte & charitable à désister de son dessein, luy re-
presentant qu'il s'alloit engager dans les liens de l'ex-
communication portée par le Concile Général de
Lyon & par son Ordonnance du 5. Mars 1676. qui
ne pouvoit luy estre inconnue. Il répondit qu'il n'a-
voit accepté les provisions de ce bénéfice & n'estoit
venu pour en prendre possession, qu'après avoir con-

sulté des Docteurs & même des Prelats, qui l'avoient assuré qu'il n'y avoit point de censures à craindre ; & qu'il seroit venu plustost, s'il n'avoit esté arresté dans le diocèse de Sens, où il avoit prêché l'Avent & le Carême. M. l'Evêque d'Alet luy dit, que puisqu'il estoit employé à la prédication, il devoit estre d'aurant plus instruit des motifs qui l'avoient porté à deffendre les droits & les immunitéz de son Eglise, & des fondemens sur lesquels estoit appuïée son Ordonnance contre les Régalistes : Qu'il pouvoit bien croire qu'elle n'avoit pas esté rendue qu'après un meür examen & sans des raisons pressantes & considérables : Que cela seul devoit l'empêcher de passer outre, & de s'exposer à encourir les censures, qui sont toujours à craindre, lors même qu'elles paroistroient avoir esté decernées sans une cause suffisante. Le Sr. Rodeille continua à dire qu'il avoit pris son conseil à Paris, & qu'il estoit résolu de prendre personnellement possession du bénéfice selon les ordres qu'il en avoit reçus : surquoy il allégua M. de Chateau-neuf & le P. de la Chaise. Après qu'il se fut retiré, on luy fit signifier l'Ordonnance du 5. Mars 1676. à laquelle il répondit qu'il n'avoit point d'égard, attendu qu'elle avoit esté cassée par un Arrest du Conseil d'Estat.

Le lendemain 13. Juillet il fit acte à un Chanoine de le mettre en possession ; & sur son refus il s'y mit en presence d'un Notaire & de deux témoins, qu'il avoit amenez avec luy. Puis il vint au Chœur en habit de Chanoine, lorsque l'heure de Tierce estoit commencée. M. l'Evêque d'Alet, qui estoit à l'Office, n'y prit pas garde d'abord. Comme on l'en eut averti, il fit interrompre l'Office, & estant allé vers le Sr. Rodeille il luy ordonna de se retirer, à quoy il obéit après avoir résisté quelque temps. Après Midy comme il témoigna vouloir encore venir à Vespres, on retarda l'heure de l'Office pour dresser l'Ordonnance suivante, qui luy fut aussitost signifiée.

ORDONNANCE

DE M. L'ÉVÊQUE D'ALET,

Contre le Sr. Rodeille Régaliste.

NICOLAS par la miséricorde divine, ^{13. Juillet 1677.}
 Evêque d'Alet, à tous les fidèles de
 nostre diocèse, salut & bénédiction en
 N. S. J. C. Sur l'avis qui nous a esté donné
 que M^e. Jean George Traversier de Rodeille
 Prestre du diocèse de Toulouse, pourvû en Ré-
 gale d'un Canoniat de nostre Eglise Cathé-
 drale, prétend assister ce jourd'huy à l'Office de
 Vespres en ladite qualité dans nostredite Eglise
 Cathédrale, & ainsi aux autres Offices à l'avenir,
 après s'estre fait mettre ce matin par un Notai-
 re en possession dudit Canoniat possédé paifi-
 blement depuis plusieurs années par le titulai-
 re: Ayant même entrepris ce matin de venir au
 Chœur de ladite Eglise lorsque l'heure de Tier-
 re estoit commencée, Nous estant present; ce
 qu'il n'a pû faire que par un mépris manifeste
 & une desobéissance formelle à l'Ordonnance
 par nous rendüe le 5. Mars 1676. à luy bien &
 deuïement signifiée le jour d'hier, par laquelle
 il luy est fait deffence & à tous autres de s'ingé-
 rer dans les bénéfices de nostre diocèse en ver-
 tu des provisions en Régale par eux obtenües,
 à peine d'excommunication *ipso facto*: ledit
 M^e. Rodeille n'ayant eu égard ni à la significa-

tion de ladite Ordonnance, ni à l'exhortation que nous luy avons faite avec toute la charité & la douceur qu'il nous avoit esté possible dans la visite qu'il nous avoit renduë: ce qui nous auroit obligé ce matin lors qu'il s'est présenté au Chœur, de luy ordonner de se retirer & de ne pas causer du trouble & du scandale dans la célébration des divins Offices; à quoy il se seroit enfin rendu après avoir, par sa résistance, donné lieu à une interruption notable de l'Office divin. Et néanmoins continuant dans la même desobéissance, il se seroit encore depuis vanté de vouloir faire signifier un acte au Receveur du Chapitre pour retirer les fruits & revenus dudit Canoniat depuis sa prétenduë mise de possession par Procureur du 15. Mars 1676. enquoy son procédé est non seulement contraire à l'ordre de l'Eglise, mais aussi aux réglemens & à la police du Royaume; en ce qu'il prétend déposséder le titulaire & paisible possesseur dudit Canoniat par sa seule prise de possession, sans l'avoir auparavant fait assigner en justice ni obtenu aucun jugement avec luy.

A CES CAUSES conformément à nostre susdite Ordonnance du 5. Mars 1676. & au Decret du Concile Général de Lyon qui commence, *Generali Constitutione*, lequel nous n'avons fait que suivre & exécuter par nostre dite Ordonnance, Nous avons ordonné & ordonnons qu'en continuant les monitions Canoniques que nous avons faites ce matin verbalement audit M^r. Rodeille, pour l'obliger à se

à se retirer du Chœur de nostre Eglise Cathédrale, il luy sera fait une seconde & troisième monition, à ce qu'il ait à desister de s'ingérer dans ledit bénéfice & à obéir au Decret dudit Concile & à nostre dite Ordonnance; faute dequoy nous déclarons qu'il sera denoncé publiquement excommunié, comme ayant déjà en effet encouru l'excommunication portée par ledit Concile & nostre susdite Ordonnance. Et la signification de la presente Ordonnance servira de seconde monition Canonique. Si mandons au premier Prestre, Clerc tonsuré, ou autre sur ce requis, que pour la signification & exécution de nostre presente Ordonnance, il fasse tous les actes requis & nécessaires. Donné à Alet dans nostre Hostel Episcopal le 13. Juillet 1677.

Signé,

N I C O L A S Evêque D' A L E T,

Et plus bas par Monseigneur,

M E R C I E R.

Cette ordonnance fut signifiée au Sr. Rodeille, qui y répondit par des protestations; & dès le soir même, il se retira & partit d'Alet.

Le 16. Juillet un jeune enfant de 12. ou 13. ans du diocèse de Couzerans, pourvu en Régale de la Chanoinie de M. Digeon Promoteur relegué à Saint Afrique, vint à Alet en prendre possession, estant accompagné d'un de ses parens, d'un Notaire, & de deux témoins. On luy fit signifier l'Ordonnance du 5. Mars 1676. Il ne laissa pas de se mettre en possession, & dès le lendemain il partit d'Alet, après avoir fait signifier.

nifier au Syndic du Chapitre un Arrest du Conseil d'Estat, qui ordonnoit que les parties seroient assignées au Conseil, & cependant luy ajugeoit les fruits par provision.

Vers le mois d'Avril de la même année 1677. quelques Prélats qui se trouvoient à Paris, crurent qu'il falloit profiter de la bonne disposition où l'on avoit sçeu qu'on estoit à Rome, pour demander au Pape une condamnation autentique de la Morale relachée des Casuistes, dont les opinions se repandoient chaque jour & caufoient beaucoup de mal, nonobstant les jugemens des Evêques rendus cy-devant contre l'Apologie des Casuistes. Pour cet effet ils convinrent d'écrire au Pape une lettre, dont on enverroit trois ou quatre copies dans les provinces du Royaume, pour estre signée par un nombre considérable de Prélats. M. l'Evêque d'Alet reçut le projet de cette lettre dans le mois de Juin. Il y fit quelques changemens, n'ayant pas jugé à propos de parler de la Collection de plusieurs propositions extraites des Casuistes, quo'n y vouloit joindre : tant parceque cette collection ne luy parut pas assez ample, que parce qu'il apprehenda qu'on ne s'en prevalust contre le droit qu'ont les Evêques de juger en première instance des matières Doctrinales, s'il paroïssoit qu'ils se fussent adressiez au Pape pour demander la condamnation de ces propositions, sans en avoir porté eux mêmes jugement d'une manière juridique. C'est encore dans cette vuë qu'il ajouta vers la fin de la lettre quelques termes, pour marquer expressément, que les Evêques ne s'adressoient au Pape, qu'après avoir tâché inutilement d'arrester le cours de ces méchantes Doctrines par leurs censures contre l'Apologie des Casuistes, & en gardant l'ordre prescrit par les Canons, qui veulent qu'on rapporte au Saint Siège les Causes qu'on appelle Majeures, après qu'elles ont esté jugées dans les provinces par les Evêques.

Cette lettre fut signée de cette sorte par M. l'Evêque d'Alet le 24. Juin 1676. Mais la chose ayant esté décou-

découverte, avant que les copies envoiées aux Prélats eussent esté signées, on la representa au Roy comme une cabale, qui alloit à troubler le Royaume & à renouveller les contestations passées. Desorte que les Agens du Clergé & les Intendans de Justice dans les provinces, eurent ordre d'écrire aux Prélats de ne point signer cette lettre, si elle leur estoit envoiée; ce qui rompit toutes les mesures qu'on avoit prises là dessus. On insérera icy cette Lettre, parce qu'encore qu'il n'y soit pas parlé de la Régale, elle a pourtant quelque rapport avec cette affaire; & d'ailleurs il est bon, qu'outre les copies qui s'en sont répandues, on la puisse voir telle qu'elle fut signée par M. l'Evêque d'Alet.

LETTRE

DES EVEQUES,

Au Pape INNOCENT XI.

Pour demander la condamnation de la méchante Morale des Casuistes.

TRE'S SAINT PE'RE,

QUoiqu'il semble qu'il ne dût rien entrer que de triste dans une lettre qui n'a pour sujet que des choses aussi déplorables que les maux extrêmes dont l'Eglise est affligée, nous ne scaurions néanmoins nous empêcher de la commencer par des mouvemens de joye & par les actions de graces que nous devons à Dieu, de ce qu'élevant VOSTRE SAINTE TE au Souverain Pontificat, il nous a don-
né

24. Juin
1677.

né à qui porter librement & utilement pour l'Eglise nos gémissemens & nos plaintes. C'est dans cette assurance, TRES S. PÈRE, que nous avons résolu de représenter à V. S. les maux que nous voyons dans l'Eglise de France ; & pour ne vous pas ennuyer ; voicy en peu de paroles à quoy ils se réduisent. Comme le salut des fidelles dépend principalement de la pureté des dogmes & de la sainteté des mœurs, l'un & l'autre de ces deux points a reçu diverses atteintes dès les premiers temps de l'Eglise, & par les artifices du Demon, & par la malice des hommes. Mais ils n'ont jamais esté attaquez si fortement ni si dangereusement, que dans les temps malheureux où nous sommes. Car on ne voyoit autrefois attaquer ouvertement que la foy des mysteres ; & s'il y avoit quelque chose à craindre pour les mœurs, ce n'estoit que par la contagion des mauvais exemples, mais non par la dépravation des réglès & des maximes. Et ainsi à l'égard des erreurs contre la foy, les fidelles n'avoient, pour s'en garantir, qu'à se tenir fermes à la colonne de la verité, qui est l'Eglise, & à régler leur créance sur ses décisions : & il ne leur estoit pas moins facile de se deffendre des mauvais exemples, ayant devant les yeux la vie des gens de bien, & sur tout les saintes réglès de l'Evangile, que les hommes n'avoient pas encore altérées par leurs fausses & pernicieuses subtilitez. Et quoique depuis plusieurs siècles, il se soit répandu une grande corruption dans les mœurs des Chrestiens ; autre-

fois

fois néanmoins le vice, pour ainsi dire, se reconnoissant pour ce qu'il estoit, portoit toujours quelque caractère de crainte & de honte; & quelque communs que fussent les desordres, personne n'osoit au moins les autoriser publiquement. Mais presentement, T R E's S. P E' R E, le mal est bien devenu plus grand & plus funeste à l'Eglise. Car non seulement le nombre des méchans augmente de jour en jour: mais il se trouve encore soutenu par la témérité inconsidérée, pour ne rien dire de plus dur, de quelques nouveaux Auteurs, qui semblent n'avoir eu dessein que de flater & d'entretenir la convoitise des hommes, d'étouffer les remords de la conscience, d'éteindre les desirs de quitter le peché, d'ouvrir la porte à toutes sortes de vices, d'élever les ténèbres contre la lumière, la fausseté contre la vérité, en rendant l'autorité égale de part & d'autre: enfin de faire secouer au crime la crainte & la honte qu'il porte naturellement avec soy, & de luy ôster l'infamie & le nom même de crime. Et nous ne craignons point, T R E's S. P E' R E, quand nous parlons de la sorte, que V. S. trouve que le zèle nous emporte au de là des bornes; si Elle daigne faire attention quelle est la malignité & la corruption des maximes que ces nouveaux Auteurs enseignent, & qu'ils tachent d'inspirer aux fidèles, comme une doctrine pure & qu'on peut suivre en toute sûreté. Nous sommes même assurez que V. S. ayant succédé à la piété, aussi bien qu'à la dignité.

nité du Prince des Apostres, ne scauroit voir
 sans horreur l'impiété de ces maximes abomi-
 nables : & c'est une chose si étrange & si inouïe,
 que des Auteurs Catholiques & qui font pro-
 fession de littérature aient pû tomber dans de
 telles absurditez, qu'à peine V. S. en pourra-t-
 Elle croire ses propres yeux. Mais Elle cessera
 peut-estre de s'estonner qu'ils en soient venus à
 ce point d'aveuglement, s'il luy plaist de consi-
 dérer quelles estoient leurs dispositions & leurs
 préventions, quand ils ont entrepris l'examen
 des règles de la Morale Chrestienne. V. S. sçait
 que les anciens Auteurs estoient bien éloignez
 de l'inconfidération & de la témérité avec la-
 quelle les nouveaux décident ce qui regarde
 les mœurs. Ils y apportoit bien plus de ma-
 turité, de sévérité, & de circonspection : &
 persuadez qu'ils estoient de cette maxime si
 sage de Saint Thomas : Qu'il est toujours dan-
 gereux de décider sur des matières où il s'agit
 de peché mortel, parceque l'erreur qui nous
 persuade que ce qui est peché mortel ne l'est
 point, quoique peut estre elle en diminuë
 l'enormité, ne l'oste jamais toutafait ; ils n'a-
 voient nulle demangeaison de s'exposer à ce
 danger en prononçant des décisions de Mora-
 le, & moins encore de répandre parmi le peu-
 ple les pensées qu'ils pouvoient avoir sur ce su-
 jet. Ainsi ce qu'on appelle aujourd'huy les Cas
 de conscience ne se decidoit que par les Evê-
 ques, & le plus souvent dans des Conciles pro-
 vinciaux ; & c'estoit sur ces définitions que les
 Pre-

Prestres particuliers formoient leurs avis quand on les consultoit. Souvent même les Evêques consultoient le S. Siège sur quelques cas les plus difficiles ; & c'est ce qui nous a produit tant de belles & importantes décisions des Souverains Pontifes. Mais les esprits estant devenus plus hardis & plus présomptueux , la plupart des nouveaux Theologiens méprisant les précautions si sagement établies , ont commencé à prononcer sur tout, sans hésiter : & pour le faire avec plus de liberté, leur premier soin a esté de se mettre au dessus du peril où l'on s'expose par la difficulté qu'il y a de trouver la verité. L'expédient qui leur a paru le plus propre pour cela à esté d'établir, que soit qu'on suive le vray, ou le faux , que l'on sçache la loy de Dieu , ou qu'on l'ignore, on est toujours également en sûreté. Car ce fondement une fois posé , il est clair qu'il n'y a plus aucun péril, ni pour les Théologiens qui décident les cas de conscience, ni pour ceux qui suivent leurs décisions. Et pour faire subsister ce principe ; au lieu que tous les anciens, qui marchent sur les pas des Pères de l'Eglise, enseignent tous d'une voix, que l'ignorance des premiers principes de la Loy éternelle n'est jamais invincible & n'excuse point de peché, ceux-cy au contraire ont décidé hardiment qu'on peut ignorer ces principes de la loy éternelle d'une ignorance véritablement invincible, & qui excuse de péche ceux qui agissent contre cette loy. Ce principe établi, ils se sont appliquez à étendre le plus qu'il leur

leur a esté possible , cette liberté de violer la loy de Dieu sans péché , & à augmenter le nombre de ceux qui sont dans cette prétendue ignorance invincible de la vérité. Et c'est ce qu'ils ont fait en mettant dans ce rang là , tous ceux à qui elle ne paroist pas clairement sur quelques points de Morale, & qui voyent seulement quelque raison probable de part & d'autre. Car encore qu'il ne soit pas difficile à ceux même qui sont dans cet état, de trouver la vérité, pourveu qu'ils veuillent bien prendre les voyes que l'Ecriture & la droite raison prescrivent à ceux qui manquent de lumière & de connoissance; il a plû aux nouveaux Docteurs de reconnoistre dans tous ceux là une ignorance véritablement invincible, & par une suite générale de ce principe, excuser pleinement de péché quiconque suit une opinion probable, quoyque fausse & contraire à la loy de Dieu. Et pour franchir toutes les bornes qu'on auroit pû mettre à cette liberté de suivre indifferemment tout ce qui peut passer pour probable, ils l'ont portée jusqu'à permettre à ceux mêmes, qui estant en balance entre deux opinions probables, voyent néanmoins qu'il y en a une plus probable & plus sûre que l'autre, de suivre celle qui est tout à la fois & moins probable & moins sûre. Il ne manquoit rien à cette licence de suivre toutes sortes d'opinions, qui dès là qu'elles sont probables, ne manquent point selon eux d'estre sûres, que de les rendre si communes, qu'on en trouvaît toujours sur quelque sujet que ce fust:

fust : & c'est à quoy ils ont admirablement bien reüssi ; en établissant, d'un costé que toute probabilité, quelque mince qu'elle soit, suffit à une opinion pour pouvoir estre suivie sans péché, quand même elle ne seroit que *probablement probable* ; & de l'autre, que quatre Docteurs suffisent, & souvent même un seul, pour rendre une opinion probable : ce qui passe si constant parmi eux, qu'ils traitent de stupide & d'ignorant quiconque feroit difficulté de reconnoître pour probable toute opinion enseignée par quatre Docteurs : & c'est selon eux comme qui nieroit qu'il y eust de la longueur dans une ligne, & de la largeur dans une surface. Desorte que s'il arrive qu'un Evêque, qui convient qu'une proposition est enseignée par quelques nouveaux Docteurs, ne laisse pas de la condamner ; il ne leur en faut pas davantage pour le faire passer pour un homme qui ignore les principes, & qui est incapable de rien sçavoir, & pour se moquer hardiment de ses Ordonnances. Il n'est pas croyable TRES S. P E R E, quel bouleversement ces nouveaux Docteurs ont fait dans la doctrine des mœurs à la faveur de ces horribles maximes ; de quelles ténèbres ils ont envelopé ce qu'il y a de plus clair dans la loy de Dieu ; combien ils ont enfanté de dogmes monstrueux & inouis ; & combien ils en ont renversé, qui avoient passé pour constans dans tous les siècles. Et bien loin de pouvoir dire que cela est arrivé contre leur intention, ils le publient
comme

comme un bien fait particulier de Dieu sur les Chrestiens. *Quand nous voyons*, disent-ils, *tant de différentes opinions dans la Doctrine des mœurs, nous admirons cet effet tout visible de la Providence de Dieu. Car comme il est meilleur pour les voyageurs, de sçavoir plusieurs chemins, que de n'en sçavoir qu'un ; ainsi le joug de J. C. devient plus doux par cette diversité, puisqu'elle donne lieu de croire que les hommes sont toujours bien, quelque opinion qu'ils suivent.* Mais que disent-ils par là, sinon que c'est un grand bien que Dieu nous a fait, de ce que sa loy est maintenant obscure en divers points par l'adresse des Caluistes ; parce qu'au lieu que si la verité nous estoit connue, nous n'aurions tous qu'un même chemin qu'il faudroit suivre nécessairement, apresent que les nuages des opinions probables nous la cachent, nous avons autant de routes assésurées qu'il y a de probabilités ? Que pouvoit-on donc attendre T. S. P. de gens qui préfèrent ainsi les ténèbres à la lumière ; qui bien loin de chercher & de desirer la verité, se sçavent bon gré de l'ignorer ; qui regardent cette ignorance comme un bien fait de Dieu, & qui en font la base de toute leur Théologie morale, sinon de les voir tomber au plus profond abyssine des ténèbres qu'ils ont recherchées, brouiller & confondre tout, & enfanter des monstres d'opinions, qui sont au de là de toute créance ? Aussi l'événement a-t-il répondu à cette espérance, ou plutôt à cette crainte si bien fondée. Car

ces

ces horribles principes ont si fort pullulé de toutes parts, & ont produit tant d'abominations, que pour juger combien la racine est empestée, il n'y a qu'à voir quel est le poison des rejettons qui en sont sortis. Voila T. S. P. quelle est cette profonde & dangereuse playe de l'Eglise qui fait gémir tous les gens de bien depuis si long-temps. Est-ce donc là, disent-ils, cette pureté & cette sainteté de la doctrine de l'Evangile, qui a rempli les Philosophes d'admiration, & qui a plus converti de Payens, que l'éclat même des miracles? Est-ce là cette piété du Christianisme, qui est si fort au-dessus de la justice des Scribes & des Pharisiens? Falloit-il donc que les choses en vinssent au point qu'on pût reprocher à des Docteurs Catholiques, d'avoir dans la Doctrine des mœurs, des maximes plus corrompues, que ni les Scribes, ni les Pharisiens, ni les Philosophes prophanes, ni tout ce qu'il y a eu de Payens? Car où trouvera-t-on ailleurs tant de ruses & de défaites pour éluder les loix de Dieu? Qui a jamais donné plus de licence à la cupidité? qui a jamais inventé des dogmes si pernicioeux à la Société civile? Qui s'est jamais moins soucié de la vérité? Les Evêques de France aussi bien que ceux des Pais-bas ne pouvant donc plus souffrir des excès si dangereux & si honteux à l'Eglise, commencèrent il y a quelque temps à chercher les moyens de réprimer cette licence des Casuistes. Ils auroient bien souhaité d'en pouvoir abolir entièrement les ouvrages, comme

on

on avoit fait autrefois dans le second Concile de Châlons sur Saone & dans le sixième de Paris de quelques livres pleins d'erreurs sur le sujet de la pénitence. Mais comme il ne se tient plus de Conciles provinciaux, il ne leur est point resté d'autre moyen, que de s'opposer un à un au débordement de cette peste, & de tâcher chacun de son côté d'en garantir son troupeau. C'est pour cela que les uns ont condamné par une Censure générale l'amas de ces maximes détestables qui se trouvent dans l'Apologie des Casuistes; & que d'autres ont même noté en particulier certains dogmes dont le venin paroissoit plus mortel & plus dangereux pour les peuples. Ils ont même eu la consolation de voir leurs pieuses intentions appuyées par le S. Siège. Car l'Apologie des Casuistes fut condamnée par le Pape Alexandre VII. Et de plus nous avons deux Constitutions de luy contre 45. propositions extraites de plusieurs Casuistes; ce Pape ayant bien voulu laisser à tout le monde Chrestien, un témoignage authentique de la douleur qu'il avoit de voir, avec quelle licence ce déluge de maximes relâchées se répandoit de plus en plus. C'est ce qui fait qu'il déclare: *Qu'il est sensiblement touché de ce qu'on fait revivre un grand nombre d'opinions, qui ne tendent qu'au relâchement de la Morale Chrestienne & qui empoisonnent les ames, & que même on en produit de nouvelles: Que cette licence de plusieurs esprits qui ne peuvent se contenir, augmente de jour en jour, & qu'elle*

qu'elle introduit une manière de décider les points de Morale directement contraire à la simplicité de l'Evangile & à la Doctrine des Peres : & que s'il arrivoit aux fidelles de prendre ces règles pour bonnes , on verroit bientôt une effroyable corruption dans leurs mœurs. Par où il paroist que ce Pape, en condamnant ces mauvaises maximes, a noté & condamné en même temps le principe de la Probabilité dont elles derivent toutes. Mais puisqu'il faut dire librement les choses comme elles sont, à une Personne dont la charité aussi bien que la dignité veulent qu'on ait le cœur sur les lèvres quand on luy parle ; quoyque ces censures des Evêques & ces Constitutions d'Alexandre VII. marquent à peu près aux personnes les plus pieuses & les plus éclairées ce qu'ils ont à suivre, il s'en faut bien que ce ne soit assez pour donner moyen aux simples de distinguer le vray d'avec le faux dans ces sortes de disputes, pour retenir ceux qui ont plus de pente à suivre ces dogmes pernicieux, & pour guérir ceux qui en sont infectez. Car pour les censures des Evêques, ces Auteurs & leurs adhérens les méprisent dès qu'ils sont hors de l'étendue de leur jurisdiction ; & tâchent même de les noircir par toutes sortes d'injures, se sentant appuyez par le grand nombre de partisans, que leur attire la conformité d'une Morale toute corrompue, avec celle de leur doctrine. Et ils ne manquent pas aussi de moyens pour éluder la censure même du souverain Pontife. Car outre qu'Alexandre

dre VII. n'ayant fait que ramasser de leurs livres quelques propositions particulières, comme pour servir à faire juger des autres, & n'ayant pas touché à la pluspart; ils prennent de là sujet de se vanter que ce Pape a approuvé tout ce qui n'est pas expressement compris dans sa Constitution. Ils ont encore lieu de chicaner sur les termes même de la Censure. Car ces propositions n'y estant point flétries d'aucunes notes particulières & précises, mais seulement condamnées comme scandaleuses : des gens aussi versez que ceux-là dans l'art des chicanes & des défaites, ne manqueront pas de dire que ce n'est pas condamner une opinion de fausseté, que de ne la déclarer que scandaleuse; que l'on ne l'oste pas par là du nombre des opinions probables, selon la maxime qui passe pour constante parmi eux, qu'une opinion ne peut estre dépouillée de la probabilité, à moins que de déterminer le contraire comme un article de foy : Qu'ainsy rien n'empêche qu'en évitant le scandale, chacun ne suive à son gré & prenne pour règle de sa conduite ces mêmes opinions que le Pape declare scandaleuses; parce qu'elles ne laisseront pas de demeurer probables en elles mêmes. Aussi n'a-t-on pas vû que depuis ces Constitutions du S. Siège, ils aient rien rabattu de leur hardiesse. Ils ont au contraire continué de répandre leurs maximes avec d'autant plus de licence, que regardant desormais le zèle des Evêques comme amorti, ils se persuadent qu'il n'y a plus rien à craindre pour eux. Voyant
donc

donc T. S. P. quelle est l'opiniaftreté de cette nature de mal, nous fommes obligez d'en rechercher le remède auprès de V. S. après avoir inutilement employé nos foins & fait ce qui dépendoit de nous pour en arrefter le cours; afin que par la force de fon autorité fuprême, elle foutienne nos foibles efforts, & que cette peste répandue par toute l'Eglife foit étouffée par la puiffance que le S. Siège exerce dans le gouvernement de toute l'Eglife. Voila T. S. P. ce que nous avons cru devoir rapporter au jugement de V. S. & du Saint Siège, félon que les Sacrez Canons l'ordonnent, lors qu'il s'agit des *Caufes Majeures* & des affaires importantes; enquoy nous ne faisons que fuivre l'exemple d'un grand nombre d'anciens Evêques & de Conciles mêmes, & fur tout des Peres de l'Eglife d'Afrique. V. S. ne verra pas feulement par là quels font nos fentimens fur les maux de l'Eglife & fur les remedes qu'on y peut apporter, mais encore quelle est notre foumiffion pour le Siège Apoftolique, & quel est notre refpect & notre déférence pour fa perfonne, auffi bien que pour fa dignité. Elle y reconnoiftra de plus combien est grande la confiance que nous avons pour un Père fi plein de vertu, de zèle, & de charité. C'est dans cette confiance, qui s'augmente de jour en jour, que nous demandons fans cefse à Dieu pour V. S. une longue & heureufe vie, qui foit fuivie de l'éternelle félicité.

Vers le même temps M. l'Evêque d'Alet eut une occasion favorable d'envoyer à Rome les Actes & les Mémoires touchant l'affaire de la Régale, qu'il accompagna de la Lettre au Pape qu'on va rapporter.

Pendant qu'on travailloit à ces dépêches, M. Du Vaucel Chanoine & Theologal d'Alet reçut une Lettre de cachet qui le reléguoit à Saint Pourçain dans l'extrémité de l'Auvergne. Il avoit demeuré plusieurs années dans la Maison du Séminaire, & M. l'Evêque d'Alet l'avoit appelé auprès de luy dans sa Maison Episcopale depuis la rélegation de ses autres Officiers. Il partit d'Alet le 5. Aoust pour se rendre au lieu de son exil.

SECONDE LETTRE DE M. L'EVÊQUE D'ALET, *Au Pape* INNOCENT XI.

TRÈS SAINT PÈRE.

30. Juil.
1677.

LA manière si favorable & si pleine de bonté dont VOSTRE SAINTETE', a daigné recevoir la lettre que je me suis donné l'honneur de luy écrire sur son exaltation au Souverain Pontificat, me fait prendre la confiance de m'adresser de nouveau à Elle, dans l'occasion si pressante des maux de l'Eglise de France, qui ne peuvent recevoir de soulagement que de son Autorité & de sa Charité Apostolique. Je m'assure, TRÈS SAINT PÈRE, que V. S. aura déjà esté informée par son

son Noncé en France & peut estre encore par d'autres voies, de ce qui s'est passé touchant la lettre, qu'un grand nombre d'Evêques avoient résolu de luy écrire, pour luy demander la condamnation des opinions erronées & pernicieuses des nouveaux Casuistes. Il n'est pas besoin que je marque icy les circonstances particulières de cette affaire. V. S. les pourra apprendre de celuy qui aura l'honneur de luy rendre cette lettre. Je ne doute point, T. S. P. que Vostre Charité Apostolique, qui est si sensible à tous les intérêts de l'Eglise, ne ressenté très vivement l'injure qu'on a faite en cette rencontre à l'Episcopat, & qu'Elle n'écoute d'autant plus favorablement la demande que les Evêques luy vouloient faire, qu'Elle connoistra qu'on leur a étouffé la voix par des intrigues & des moyens toutafait indignes. Et certes V. S. n'avoit pas besoin de leurs remontrances pour estre excitée a réprimer ces nouveautez si pernicieuses. Elle y est assez portée d'Elle même par le zèle ardent qu'Elle a pour la pureté de la Morale & pour le rétablissement de la discipline: enquoy Elle ne fait que suivre les réglemens du S. Concile de Trente, qu'Elle a si bien pénétrez, & l'exemple du grand S. Charles, la gloire & l'ornement du Pais d'où Elle tire sa naissance. Et c'est ce qui fait esperer qu'Elle condamnera avec d'autant plus de sévérité toutes ces méchantes opinions, qu'Elle verra que ceux qui en sont les fauteurs, s'efforcent par toutes sortes de moyens de les répandre. Car

VOSTRE BEATITUDE, T. S. P. fera sans doute touchée de douleur & émuë d'indignation, de voir qu'ils aient tellement surpris la Religion du Roy Très-Chrestien par leurs artifices & leurs calomnies, qu'ils luy aient fait passer pour un crime le dessein que nous avions de nous adresser au S. Siège; & qu'après que l'on a, contre toute justice, aboli les Conciles provinciaux, ils s'efforcent encore de depouiller les Evêques d'un droit aussi essentiel & aussi inséparable de leur caractère, qu'est celui de pouvoir communiquer entre eux des affaires ecclésiastiques & en écrire en commun à V. S. Ce qui ne va pas moins, qu'à renverser l'ordre établi par JESUS-CHRIST même dans le gouvernement de l'Eglise & autorisé par une coutume immémoriale; à rompre le nœud qui joint tous les Evêques du monde dans l'unité d'un même Episcopat; & enfin à détruire la Primauté de l'Eglise Romaine, qui la rend le centre de la communion & la Maistresse de toutes les Eglises. Ces excès, T. S. P. sont extraordinaires; & ils passeroient pour incroyables, si l'on ne voioit tous les jours les entreprises qu'on fait en ce Royaume contre les libertez de l'Eglise, pour soumettre à la Puissance Royale & à l'Autorité des Juges séculiers les causes les plus spirituelles & les plus ecclésiastiques. Celuy qui aura l'honneur de présenter cette lettre à V. S. luy remettra aussi des Mémoires là-dessus, & luy rapportera diverses preuves de cette oppression que souffre l'Eglise

glise de France. Mais sur tout, T. S. P. il informera V. S. de l'affaire de la Régale, qui cause de grands troubles dans mon diocèse, & qui va à ruiner la liberté canonique de nostre Province de Narbonne, de quatre ou cinq autres Provinces ecclésiastiques, & de plusieurs diocèses particuliers, que certains flatteurs de Cour tâchent d'assujettir à ce droit, qui n'y a jamais esté reçu ni pratiqué. Pour mon particulier, n'ayant pas cru pouvoir en conscience acquiescer à la Déclaration publiée sur ce sujet, j'ay eu le déplaisir de voir conférer, par des Brevets en Régale, les principaux bénéfices de mon diocèse, & chasser les titulaires qui en estoient en paisible possession: ce qui s'est fait aussi dans le diocèse de Pamiers, & peut estre ailleurs, s'il s'est encore trouvé d'autres Evêques, qui n'aient pas obéi à la Déclaration. Et sur ce qu'en exécution du Decret du Concile général de Lyon qui commence par ces mots *GENERALI CONSTITUTIONE*, & pour satisfaire à la promesse solennelle que j'ay faite dans mon Ordination, de conserver les droits & les immunités de mon Eglise, j'ay employé les censures pour empêcher l'intrusion de ces prétendus Régalistes, on a depuis plus d'un an rélégué par des Lettres de cachet deux de mes principaux Officiers, sçavoir l'Archidiacre de mon Eglise Cathédrale, & mon Promoteur. On n'en est pas demeuré là. Car T. S. P. dans le moment même que j'écris cecy à V. S. on vient encore de réléguer fort loin par une Lettre de

cachet le Theologal de mon Eglise Cathédrale, que j'avois appelé auprès de moy, pour suppléer à l'absence de mes autres Officiers, & pour m'ayder dans les fonctions de mon ministère. Je suis moy même depuis plus d'un an menacé d'un pareil traitement; ceux qui se rendent par leur conduite les ennemis de l'Eglise, n'ayant pas manqué de suggérer au Roy sur mon sujet des conseils rigoureux & violens, qui n'ont esté arrestez que par l'équité & la modération qui est comme naturelle à sa Majesté. Mais T. S. P. quelque grande & importante que soit cette affaire de la Régale, je craindrois de me rendre importun par la longueur de cette lettre, si j'en marquois icy toutes les circonstances. Je supplie seulement V. S. de vouloir s'en instruire dans les actes & les mémoires qu'on luy présentera, & qui contiennent au long ce qui regarde cette contestation, qui doit apparemment avoir de grandes suites. Ainsi, T. S. P. je reprends ce que j'avois commencé à représenter à V. S. touchant la Morale corrompue des nouveaux Casuistes, qui est un mal général & dont le venin est très dangereux & mortel à une infinité d'ames. Tout le monde sçait avec quel soin & quelle application V. S. a travaillé à y remédier dès le commencement de son Pontificat. Pour mon particulier je n'ay point cru qu'il y eust de moien plus prompt & plus efficace pour cela, que de la supplier de condamner de nouveau par un Decret solennel les principaux points de cette Doctrine per-

nicieu-

nicieuse & relachée, qu'un grand nombre
 d'Evêques de ce Royaume ont déjà condamnez
 dans les Censures qu'ils ont faites cy-devant de
 la fameuse Apologie des Casuistes. C'estoit le
 principal sujet de la Lettre que je voulois adres-
 ser à V. S. conjointement avec plusieurs de
 mes Confrères. Et quoique les fauteurs de ces
 opinions erronées aient empêché qu'elle ne luy
 ait esté rendüe, nous espérons qu'elle ne laisse-
 ra pas d'avoir son effet, & que V. S. n'en sera
 que plus disposée à condamner tous ces corrup-
 teurs de la Morale Chrestienne, d'une manière
 digne de son zèle & de son autorité Apostoli-
 que. Mais, T. S. P. la confiance que me don-
 ne Vostre bonté paternelle, jointe à l'expérien-
 ce que j'ay de ce qui se passe parmi nous, me
 fait prendre la liberté de dire à V. S. que ce sera
 peu de chose qu'Elle condamne la Morale re-
 lachée des Casuistes, si en même temps Elle
 n'emploie son Autorité, pour détruire le phan-
 tôme du Jansénisme, dont l'illusion cause depuis
 long-temps de très grands maux dans nos Egli-
 ses. Peut-estre que quelques uns trouveront ce
 que je dis trop hardi. Cependant il n'est rien
 de plus vray & de plus constant, à ceux qui com-
 me nous voient les choses de près, & qui font
 attention à ce qui se passe journellement devant
 nos yeux. Car, T. S. P. tout le monde a reçu
 avec une entière soumission les Constitutions
 Apostoliques de vos predecesseurs Innocent X.
 & Alexandre VII. & il n'y a personne qui ne
 condamne sincèrement avec le S. Siège & l'E-

glise Catholique les cinq propositions & tous les sens faux & herétiques qu'elles renferment, ce qui est le principal point de ces Constitutions. Et pour le reste, tous les Catholiques leur rendent aussi le respect & la révérence qui leur est due, selon l'usage qui s'est toujours observé dans l'Eglise. C'est ce que Clement IX. qui a succédé dans le Saint Siège à Alexandre VII. a fort bien reconnu, ayant par sa sagesse & son équité rendu la paix aux Evêques & aux Théologiens, que l'on troubloit depuis long-temps sous ce prétexte. Mais, T. S. P. il n'y a rien que leurs adversaires ne fassent pour les empêcher de recueillir le fruit d'une paix si désirée; enquoy leur passion & leur animosité se trouvent favorisées par le zèle indiscret & mal réglé de quelques personnes. Dans ce dessein ils ont conservé avec grand soin le nom de cette prétendue hérésie, qui ne subsiste que dans leur imagination : & c'est un moien sûr dont ils se servent en toutes occasions, pour s'exemter des justes reproches qu'on leur peut faire, & pour mettre hors de combat tous ceux qui sont capables de s'opposer à leurs entreprises. C'est par une accusation si vaine & si mal fondée, qu'ils rejettent dans la Doctrine des mœurs tout ce qui n'est pas conforme à leurs sentimens relâchez; qu'en décriant les personnes les plus considérables par leur science & leur piété, ils leur ferment l'entrée des charges & des dignitez de l'Eglise; & qu'ils rendent suspects devant le peuple, non seulement les Théologiens,

mais.

mais aussi les Evêques qui s'opposent à leurs desseins. C'est encore par un artifice si calomnieux, qu'ils éludent tout ce que l'on fait pour le rétablissement de la discipline; qu'ils ôtent d'entre les mains des fidèles les livres les plus capables de les instruire des vérités du salut; & qu'enfin ils ferment toutes les voies qu'on peut avoir de procurer la réformation des mœurs des Chrétiens & de les rappeler à la pureté des réglés Evangéliques. Or T. S. P. ce qui mérite encore une attention particulière, c'est que sous prétexte de cette hérésie imaginaire, non seulement on foment le relachement des mœurs, mais on attaque les vérités fondamentales de la foy. Car qui ne seroit touché d'une extrême douleur, de voir que plusieurs, sous le nom de Jansénius qu'ils ont rendu odieux, entreprennent de décrier en tous lieux & en toutes occasions, la Doctrine très pure & très sainte de la Prédestination gratuite des Elus, & de la Grace de JESUS-CHRIST nécessaire à toutes les actions de la piété Chrétienne, que S. Augustin & S. Thomas ont enseignée & soutenue si glorieusement? Qui pourroit souffrir sans indignation, que l'on attaque avec audace des dogmes qu'Alexandre VII. a déclaré très sûrs & inébranlables, & qu'on foule aux piéz journellement des vérités, qui ont esté très fortement défendues par un grand nombre de Papes, & que l'Eglise possède comme un héritage qu'elle a reçu de ses Pères par une succession continuée depuis les Apostres,

comme disoit le sçavant Pape Clement VIII :
 Voilà, T. S. P. l'état de l'Eglise de France &
 un fidelle portrait des maux dont elle est affli-
 gée. Il n'est pas extraordinaire aux malades de
 chercher eux mêmes des remèdes pour le sou-
 lagement de leurs maux : mais il n'arrive que
 trop souvent, qu'ils ne rencontrent pas ceux qui
 leur seroient les plus propres. C'est pourquoy,
 T. S. P. après vous avoir exposé nos misères
 & nos plaies, nous ne sçaurions mieux faire,
 que de nous abandonner entièrement entre
 vos mains, pour recevoir de vostre Prudence
 & de vostre Charité Apostolique le soulage-
 ment dont nous avons besoin : si ce n'est tou-
 tefois que V. S. veuille aussi estre informée
 des vûes que nous pourrions avoir là dessus.
 Ce que je puis dire T. S. P. c'est que l'on se
 promet toutes choses de vostre zèle & de vostre
 piété, soit pour deffendre la Doctrine de la Gra-
 ce, soit pour établir les règles de la Morale, soit
 pour maintenir les droits & les immunitéz de
 l'Eglise. Car l'on sçait que vous avez profondé-
 ment gravée dans le cœur cette parole d'un de
 vos prédécesseurs : *Nous souhaitons de tout*
nostre cœur de conserver en son entier parmi les
fidelles le déposit de la foy qui nous est venu des
Apostres, & les règles saintes de la discipline
que l'Eglise a établies, & d'empêcher, autant
qu'il sera en nous, toutes les nouveantez qu'on
voudroit introduire. Pour moy, T. S. P. je
 suis en un âge trop avancé, pour espérer de voir,
 avant que de mourir, l'accomplissement de mes

vœux & de mes desirs sur toutes ces choses. Mais au moins j'acheveray ce qui me reste de ma course, avec plus d'ardeur & d'allégresse, dans la vuë des grands biens que je prévois que Dieu a dessein de répandre sur toute l'Eglise, par vostre Ministère & sous vostre Pontificat. Et pour cet effet je le prie très instamment qu'il vous conserve longues années, & qu'après vous avoir comblé de ses graces, pour remplir en cette vie tous les devoirs de vostre Ministère Apostolique, il vous donne dans le Ciel une couronne de gloire qui ne se flétrira jamais.

TRE'S SAINTE PE'RE,

DE VOSTRE SAINTETE',

*Le très humble, & très obéissant
fils & serviteur,*

A Alet le 30.

Juill. 1677.

NICOLAS EV. D'ALET.

Cette Lettre fut renduë au Pape par une personne de la connoissance de M. l'Ev. d'Alet, qui luy presenta en même temps les actes & les mémoires touchant l'affaire de la Régale. Sa Sainteté reçut la lettre & les papiers avec beaucoup de bonté, & Elle témoigna qu'Elle avoit une estime & une considération très particulière pour M. l'Evêque d'Alet. Elle s'informa de son âge; combien il y avoit de temps qu'il estoit Evêque; de la situation de son diocèse: & Elle promit de lire sa lettre & d'y faire une attention particulière; ainsi qu'à tout ce qui luy seroit représenté de sa part. Quelques jours après Elle fit réponce à ce Prélat par le Bref suivant, qui ne luy fut rendu que vers la fin de Novembre.

SECOND BREF

De N. S. P. le Pape INNOCENT XI.
à M. l'Evêque d'Alet.

19. Sept.
1677.

NOSTRE VÉNE'RABLE FRÈRE,
 Salut. & bénédiction Apostolique.
 Nous avons esté très fortement confirmé par vos lettres du 30. Juillet, dans la persuasion où nous estions déjà du zèle Pastoral que Vostre Fraternité fait paroître, dans le gouvernement de l'Eglise d'Alet, & dans le rétablissement de la discipline Ecclésiastique. Car on voit dans toute la suite de cette lettre, des sentimens qui marquent si clairement vostre piété & vostre vigilance, que nous n'en sçaurions douter le moins du monde. Nous souhaitons que vous soiez aussi toutafait persuadé, que nous appuierons toujours de nostre protection & de nostre autorité vos bonnes intentions & vos desseins si religieux, & que nous embrasserons avec joie toutes les occasions de vous témoigner les sentimens d'estime & d'affection que nous avons pour vous. Quant aux choses dont vous nous avez écrit au long dans vos lettres, & dont celui qui nous les a rendues nous a aussi amplément entretenus, elles sont certainement si importantes & sujettes à tant de difficultez, qu'elles demandent nécessairement d'estre discutées avec beaucoup de soin & de maturité. Ainsi nous les ferons diligemment examiner
 selon

selon le devoir de nostre charge, & nous prendrons sur tout cela les résolutions que nous jugerons estre selon Dieu les plus convenables. Cependant nous vous demandons très instamment de vouloir nous ayder par vos prières continuelles auprès du Souverain Père des lumières: & nous donnons à Vostre Fraternité avec une singulière affection nostre bénédiction Apostolique, comme un gage de l'amour que nous avons pour elle. Donné à Rome le 19. Septemb. 1677.

Depuis qu'on eut pris au Conseil du Roy la résolution marquée cy-dessus touchant les dernières Ordonnances de M. l'Evêque d'Alet, les Officiers du Roy furent quelque temps en doute, si l'on se pourvoiroit par appel devant le Métropolitain, ainsi qu'il avoit esté proposé; parce que apparemment l'on apprehendoit de mettre cette affaire dans le canal de la Jurisdiction ecclésiastique. Toutefois après qu'on se fut assuré des Métropolitains de Narbonne & de Toulouse, il fut résolu que les pourvus en Régale des bénéfices d'Alet & de Pamiers, y auroient recours par simple requeste, & que sans autre procédure, les censures & les Ordonnances publiées contre eux seroient déclarées nulles & de nul effet. Cet fut Messire Joseph de Montpesat de Carbon Archevêque de Toulouse qui commença à exécuter ce qui avoit esté ainsi résolu au Conseil, par son Jugement du 1. Septembre, dont on a sçu que le projet luy avoit esté envoyé tout dressé de Paris.

J U G E M E N T,

Rendu par

M. L'ARCHEVEQUE DE TOULOUSE,

*Contre les Ordonnances de M. l'Evêque de
Pamiers sur le fait de la Régale.*1. Sept.
1677.

JOSEPH DE MONTPESAT DE
CARBON, par la miséricorde de Dieu
& par la grace du Saint Siège Apostolique
Archevêque de Toulouse, à tous ceux qui ces
presentes lettres verront, Salut : sçavoir faisons
que vû la Requête à nous présentée par Me.
Pierre Paucet Prestre du diocèse de Laôn Bache-
lier en Théologie, contenant que le Clergé de
France ayant presque en toutes les Assemblées
générales fait des Remontrances au Roy con-
tre l'Arrest du Parlement de Paris de l'an 1608.
& autres, qui avoient jugé que le Roy avoit droit
de Régale en toutes les Eglises du Royaume,
auroient demandé à sa Majesté qu'il luy plût
évoquer à soy & à son Conseil la connoissance
de cette cause : ce qui auroit esté accordé ; la-
quelle auroit même nommé des Commissaires,
par devant lesquels le Clergé, les Archêveques,
Evêques, & Chapitres des Eglises Cathédrales
de Languedoc, Guienne, Provence, & Dau-
phiné, & autres, auroient produit les piéces &
actes par lesquels ils s'en prétendoient exempts ;
& la

& la cause ayant esté pendant plusieurs années pendante & indéciſe au Conſeil de ſa Majeſté, pluſieurs procès & conteſtations auroient esté mêus: ſi bien que ſa Majeſté voiant que tous ces différens produiſoient beaucoup de troubles dans l'Egliſe, pour en arreſter le cours & les abus, auroit ordonné que tous les titres & mémoires tant généraux que particuliers concernant leſdites prétendûes exemptions, ſeroient communiquées à M. M. les Avocats & Procureur généraux du Parlement de Paris, pour ſur iceux donner leur avis, & en conſéquence le tout ayant esté examiné, ſa Majeſté auroit dit & déclaré le droit de Régale luy appartenir en tous les Archevêchez & Evêchez de ſon Royaume, terres, & païs de ſon obéiſſance, à la réſerve ſeulement de ceux qui en ſont exempts à titre onéreux: voulant ſa Majeſté, ſuivant les anciennes règles & loix établies pour la Régale, que ceux deſdits Archevêques & Evêques qui avoient preſté leur ſerment, & n'avoient pas obtenu leurs Lettres de mainlevée, fuſſent tenus de les obtenir & faire enregiſtrer dans deux mois en la Chambre des comptes de Paris, après leſquels & à faute d'y ſatisfaire durant ledit temps & iceluy paſſé, les bénéfices ſujets au droit de Régale dépendans de leur collation acauſe deſdits Archevêchez & Evêchez, auroient esté déclarez vacans & impé-
trables en Régale. Et quoyque cette Déclaration du 10. Février 1673. ait esté deuëment publiée & notifiée, par tout où beſoin a esté,
nean-

neanmoins Illustrissime & Révérendissime
 Messire François Caulet Evêque de Pamiers,
 quoyqu'il eust connoissance de cette Déclara-
 tion & qu'il eust promis d'y satisfaire, n'auroit
 dans ledit temps, ni même jusqu'à present, fait
 enregistrer son serment de fidélité, ni obtenu
 des Lettres de mainlevée nécessaires pour fer-
 mer la Régale. C'est pourquoy l'Archidiaconé
 & un Canoniat de l'Eglise Cathédrale de Pa-
 miers estant venu à vaquer par le decès du feu
 Sr. Mascaron dernier titulaire & possesseur d'i-
 ceux, le Roy en auroit pourvu ledit Paucet,
 comme estant lesdits bénéfices vacans en Réga-
 le, en conséquence dequoy ledit Paucet se seroit
 adressé par un Procureur au Chapitre de ladite
 Eglise Cathédrale, pour estre mis en possession
 desdits bénéfices. Mais ledit Chapitre auroit
 refusé de le faire, & fondé son refus sur une Or-
 donnance renduë par ledit Seigneur Evêque de
 Pamiers le 27. Avril dernier, par laquelle ledit
 Seigneur Evêque auroit fait inhibitions & des-
 fences aux Chapitres de ladite Eglise Cathé-
 drale & de la Collégiale de Nostre-Dame du
 Camp, de recevoir aucuns pourvus en Régale
 dans les bénéfices desdites Eglises, à peine de
 suspension *ipso facto* contre tous ceux qui auront
 appuié ou favorisé ladite réception & installation,
 & auxdits pourvus de s'y ingérer, sous peine
 d'excommunication *ipso facto*; faisant pareil-
 lement deffences à toutes personnes ecclésiasti-
 ques de mettre en possession lesdits Régalistes
 en vertu desdites provisions, leur donner ayde
 & ap-

& appui à peine aussi de suspension *ipso facto* : laquelle Ordonnance est insoutenable en toutes manières. 1. En ce qu'elle est contraire à la Déclaration du Roy donnée en connoissance de cause, sur les titres, mémoires, actes, & remontrances du Clergé & des particuliers qui se prétendoient exempts. 2. Parce qu'elle est contraire au Concile de Lyon. Car quoyque ledit Seigneur Evêque voulust fonder son Ordonnance sur ledit Concile, néanmoins la lecture d'iceluy & de la Glose fait connoître que ledit Seigneur Evêque l'a mal entendu ; puisque la Glose sur le mot *Regalia* explique ces droits de Régale, & dit que ce sont *Nova tributa, nova vectigalia, novas collectas*, & autres semblables. Mais quand le mot de *Regalia* se pourroit entendre du droit dont est question, il est certain que le Concile a eu seulement intention de deffendre les droits de Régale nouveaux. Or il est constant que le droit de Régale, même sur les Eglises de Languedoc, n'est pas un droit nouveau, puisqu'il est aussi ancien que la fondation & dotation desdites Eglises, & qu'il appartient à la Couronne de toute ancienneté. De sorte que quand les Rois prédécesseurs de sa Majesté n'en auroient pas voulu jouir, & qu'ils l'auroient négligé ou cédé, comme il a esté fait en plusieurs Eglises, néanmoins sa Majesté ne laisseroit pas d'estre en pouvoir de rentrer en la jouissance de ce droit, d'autant que par les maximes de France, ce droit est incessible & imprescriptible. Et ainsi c'est sans

aucun

aucun fondement que ledit Seigneur Evêque à fulminé des Censures de suspension & d'excommunication par son Ordonnance; & par conséquent ces censures sont nulles & de nul effet, & ne peuvent servir qu'à soulever les sujets du Roy contre ses loix & ses Ordonnances. Et quant à ce que ledit Seigneur Evêque à dit en cette Ordonnance, que les bénéfices de son Chapitre estoient réguliers, & que le Sr. Paucet estoit Prestre séculier, ledit Sr. Paucet en convient: mais on sçait que c'est une règle qu'un Prestre séculier peut-estre pourvu d'un bénéfice régulier sous la clause, *Cupiens profiteri*. C'est la condition que le Roy a appolée à ses Lettres de provision. C'est aussi le dessein du suppliant; & l'on voit tous les jours que les Abbez nomment aux places Monacales, des séculiers qui ont dessein d'estre religieux, & le Roy donne très-souvent des Abbayies régulières à des séculiers, à ladite condition de faire la profession régulière. Pour ces causes ledit Paucet auroit demandé d'estre reçu appellant, tant de ladite Ordonnance du 27. Avril dernier, que du refus dudit Chapitre. Et d'autant qu'il est de règle & d'usage dans l'Eglise, que lors que le Métropolitain voit le refus d'un Evêque suffragant & la cause du refus, il prononce sur le tout sans ouïr ni appeller les parties: & en outre, vû que ladite Ordonnance a esté publiée, notifiée, & repandue par tout le diocèse de Pamiers & par toute la Province, qu'elle contient toutes les causes, motifs, & raisons dudit Sei-

gneur

gneur Evêque de Pamiers & du refus qu'il fait au suppliant, il nous plust, faisant droit sur ladite requeste & appellation, déclarer ladite Ordonnance contraire aux loix du Royaume, dire qu'il a esté mal & nullement ordonné, statué, & jugé par ledit Seigneur Evêque, & exécuté par ledit Chapitre, & les censures portées par ladite Ordonnance données sans cause, nulles, & de nul effet : enjoindre audit Chapitre de luy donner le rang & la séance, tant au Chœur, qu'audit Chapitre; declarant ledit Paucet estre prest & avoir dessein de prendre l'habit & faire la profession regulière, suivant les règles de l'Eglise. Vû aussi la Déclaration du Roy donnée à Saint Germain en Laye le 10. Février 1673. autre Déclaration donnée en interpretation d'icelle à Versailles le 2. Avril 1675. plusieurs Arrests donnez en conséquence & attachez à ladite requeste, le Brevet & Lettres de sa Majesté portant provision desdits Archidiaconé & Canoniat du 18. Janvier 1677. donné audit S. Paucet, à la charge de prendre l'habit & faire profession un an après la prise de possession. L'Ordonnance dudit Seigneur Evêque de Pamiers du 27. Avril dernier, les actes portant refus dudit Chapitre de Pamiers du 22. Juin audit an 1677. Oûi sur le tout nostre Promoteur, lequel ayant pris communication de ladite requeste & susdites pièces, nous auroit remontré, que ladite Ordonnance estoit notoire & publique en toute la province, qu'elle avoit esté distribuée part tout & avoit
porté

porté beaucoup de troubles dans les consciences & dans l'ordre Ecclesiastique. Que le Roy ayant donné ses Déclarations, personne ne pouvoit juger aucontraire; estant une maxime reçüe en France, que nul ne pourroit sans attentat statuer & ordonner contre les Edits, Déclarations, Ordonnances: autrement tout ce qui auroit esté fait contre lescdites Déclarations, devoit estre, sans autre forme de procès, déclaré nul & de nul effet: Et sur ce en adherant aux conclusions dudit S^r. Paucet, & pour arrester le cours & l'abus de ladite Ordonnance & les troubles qui pourroient s'en ensuivre, il auroit requis que deffences fussent faites audit Seigneur Evêque, de faire de pareilles & semblables Ordonnances, de les faire publier & exécuter, & à toutes personnes de déferer aux censures y portées, & obéir auxdites Ordonnances: & ordonné que nostre jugement seroit lu, publié, & affiché, tant en cette ville Métropolitaine que dans la ville & diocèse de Pamiers & par tous les Evêchez de la province. Sur laquelle requeste & appellation dudit Sieur Paucet, ensemble sur les Conclusions de nostre Promoteur faisant droit, Nous avons déclaré & déclarons l'Ordonnance dudit Seigneur Evêque de Pamiers du 27. Avril 1677. contraire aux loix du Royaume de France, troublant le repos des consciences & l'ordre Ecclesiastique de la province, & en conséquence, disons qu'il a esté mal & nullement ordonné, jugé, & exécuté, & les censures portées par ladite Ordon-

nance,

nance, nulles & de nul effet. Avons fait & faisons très expresse inhibitions & deffences à toutes personnes de déferer auxdites censures, d'obéir à ladite Ordonnance, & de l'exécuter, & audit Seigneur Evêque de Pamiers de faire telles & semblables Ordonnances, les faire publier & exécuter. Avons enjoint & enjoignons audit Chapitre de recevoir, installer, & mettre en possession desdits Archidiaconé & Canoniat en leur Eglise ledit St. Paucet, & sous les peines de droit; à la charge par luy de faire les vœux & profession régulière dans le temps & en la forme prescrite par les SS. Décrets de l'Eglise, & ainsi qu'il est porté par lesdites lettres de provision. Avons ordonné & ordonnons que nostre present jugement sera lû, publié, & affiché dans cette ville Métropolitaine, dans la ville & diocèse de Pamiers, & autres Evêchez de nostre Métropole à la diligence nostre Promoteur; enjoignant au premier Prestre, Clerc tonsuré, ou autre sur ce requis, de faire pour l'exécution & signification de nostre present jugement tous actes requis & nécessaires. Donné à Toulouse dans nostre Palais Archiepiscopal le 1. Septembre 1677.

Signé,

J O S E P H D E M O N T P E S A T,
Archevêque de Toulouse.

Et du mandement de mondit Seigneur l'Archevêque.

D E P O N T, Secretaire.

Gc

Ce jugement fut signifié à M. l'Evêque de Pamiers le 10. jour de Septembre. Il fit ses protestations & sa déclaration d'appel par un Acte du 18. Octobre signifié le 19. du même mois à M. l'Archevêque de Toulouse & au Promoteur du même diocèse. Cet Acte a esté imprimé : & il contient au long les nullitez & les griefs du Jugement de M. l'Archevêque de Toulouse, & réfute solidement les raisonnemens, tant de la requête du Sieur Paucet, que des Conclusions du Promoteur de Toulouse. On a cru le devoir insérer en cet endroit.

A C T E

DE M. L'EVEQUE DE PAMIER, à M. l'Archevêque de Toulouse.

L'An 1677. le 18. Octobre dans la cité de Pamiers, & Palais Episcopal de la dite ville, regnant Très-Chrestien Prince Louis par la Grace de Dieu Roy de France & de Navarre. Devant moy Notaire Royal de ladite Ville & les témoins bas nommez, a esté constitué en sa personne Monseigneur l'Illustrissime & Révérendissime Messire François Estienne de Caulet Evêque de Pamiers, lequel adressant ses paroles par cet acte à Monseigneur l'Illustrissime & Révérendissime Messire Joseph de Monpezat de Carbon Archevêque de Toulouse, & aux Sieurs Guillaume Cazamajou Prestre & Promoteur établi dans le diocèse & Province de Toulouse, & Pierre Paucet Prestre du diocèse de Laôn, leur a dit & décla-

déclaré qu'il ne peut & ne doit déférer au Jugement rendu par ledit Seigneur Archevêque le premier de Septembre dernier, à la requeste dudit Sieur Paucet, ledit Sr. Promoteur à luy adhérent, par lequel Jugement ledit Seigneur Archevêque déclare l'Ordonnance dudit Seigneur Evêque de Pamiers du 27. Avril dernier contraire aux loix du Royaume de France, troublant le repos des consciences & l'ordre Ecclesiastique de la Province, & en conséquence dit qu'il a esté mal & nullement ordonné, jugé, & exécuté, & les censures portées par ladite Ordonnance nulles & de nul effet. Fait très expresse inhibitions & deffenses à toutes personnes de déférer auxdites censures, d'obéir à ladite Ordonnance & de l'exécuter, & audit Seigneur Evêque de Pamiers de faire telles & semblables Ordonnances, les faire publier & exécuter, & enjoint au Chapitre de Pamiers de recevoir, installer, & mettre en possession de l'Archidiaconé & Canoniat en leur Eglise ledit Sr. Paucet sous les peines de droit, à la charge par luy de faire les vœux & profession régulière dans le temps & dans la forme prescrite par les Saints Decrets de l'Eglise, & ainsi qu'il est porté par lesdites Lettres de provision: Ordonne de plus que ledit Jugement sera lû, publié, & affiché dans la Ville Métropolitaine, dans la Ville & diocèse de Pamiers, & autres Evêchez de sa Métropole à la diligence de son Promoteur. Auquel jugement ledit Seigneur Evêque de Pamiers déclare ne pou-

voir acquiescer pour estre nul, & dans le fond, & dans la forme.

Premièrement ledit jugement est nul dans la forme, parcequ'il est de toutes sortes de droitz, même de droit naturel, qu'un Juge ne rende point de Jugement sans avoir ouï ou du moins sans avoir fait appeller les intéressés, ce qu'il seroit aisé de justifier par une infinité de preuves, si ce n'estoit un principe de droit évident par luy même. On se contente de rapporter icy le Canon 22. du 1. Concile de Nicée: *Caveant judices Ecclesie ne absente eo cuius causa ventilatur Sententiam proferant, quia irrita erit*: & la Décretale d'Innocent IV. rapportée C. *Venerabilibus. de Sentent. Excommunicat. in Sext.* dont voicy les termes qui sont formels pour l'espece dont il s'agit contre le Sr. Paucet. *Artamen si suffraganeus, vel extra judicium pro suorum defensione furium, vel etiam in judicio ex suo procedens officio, inquirendi videlicet, vel simile quid agendo, aliquem excommunicet, in hoc casu conveniendus est ipse suffraganeus coram Archiepiscopo vel ejus Officiali, quia ipsius interest defendere causam suam.* Et il est inouï que jamais un Métropolitain ait jugé l'appel d'une Ordonnance très importante d'un de ses suffragans par une Ordonnance sur requeste. Le Sr. Paucet a reconnu luy même cette nécessité d'appeller ledit Seigneur Evêque; comme il paroist par le soin qu'il a pris de chercher des prétextes pour couvrir ce défaut essentiel. Car il allé-
gue

gue que le Métropolitain prononce sans ouïr ni appeller les parties, lorsqu'il voit le refus d'un Evêque suffragant & la cause du refus. Mais outre que les Evêques se sont souvent plaints de cet usage & qu'il auroit besoin d'estre reformé, le Sr. Paucet confond les formes de procéder en matière gracieuse & volontaire, avec les matières de justice & contentieuses. Un Ecclesiastique qui demande le titre d'un bénéfice, ou le *Visa* sur des provisions de Cour de Rome, demande une grace ou l'exécution d'une grace, à laquelle il ne faut pas appeller des parties. Mais si l'Evêque ou le Métropolitain donnoient un Jugement sur le pétitoire d'un bénéfice, on n'auroit garde de manquer à appeller les intéressez: sans quoy nul ne douteroit que le Jugement ne fust nul; aussi bien que la sentence d'un juge séculier sur le possessoire du même bénéfice, s'il avoit manqué à cette formalité. Il est de l'essence de tout Jugement qu'il y intervienne trois personnes différentes, le demandeur, le deffendeur, & le Juge: de sorte qu'encore que le Métropolitain accorde quelquesfois des graces que ses suffragans ont refusées, on n'a jamais vû qu'il ait donné un Jugement pour casser une Ordonnance sans appeller la partie.

Le Sr. Paucet allégué encore, que l'Ordonnance dudit Seigneur Evêque de Pamiers a esté publiée, notifiée, & repandue par tout le diocèse de Pamiers & par toute la Province, qu'elle contient toutes les causes, motifs, &

raisons dudit Seigneur Evêque de Pamiers & du refus fait audit Sr. Paucet. Mais il n'est pas vray qu'elle ait esté publiée, au moins de la part dudit Seigneur Evêque de Pamiers, n'ayant esté que signifiée aux personnes qu'elle regardoit; & le Sr. Paucet ne peut pas sçavoir si le dit Seigneur Evêque avoit d'autres raisons, comme il en avoit en effet, oïtre celles qu'il a exprimées dans son Ordonnance, ou s'il en estoit survenu de nouvelles. En tout cas il est inoui qu'encore qu'un deffendeur eust baillé extrajudiciairement ses deffenses, il dût estre, exclus de les proposer devant le Juge. On dit ses raisons & plus clairement & plus fortement en Jugement contradictoire, que quand on n'a pas de partie contredisante. Il est au contraire difficile de juger par quel motif ledit Sr. Paucet a manqué à cette formalité essentielle: si ce n'est qu'il a apprehendé que les deffenses dudit Seigneur Evêque paroistroient si évidemment justes, qu'il auroit honte de soutenir une si mauvaise cause qu'estoit la sienne. Enfin il falloit toujours au moins sçavoir si ledit Seigneur Evêque vouloit soutenir son Ordonnance.

Secondement ledit Jugement est nul dans la forme, en ce qu'il déclare l'Ordonnance dudit Seigneur Evêque de Pamiers contraire aux loix du Royaume de France. Car ce n'est pas audit Seigneur Archevêque de juger des contraventions aux loix du Royaume. La juridiction Ecclésiastique n'est établie que pour l'observation des Canons de l'Eglise, & il n'y a point

à point de Juge séculier qui ne soit persuadé, que cette forme de prononcer dans un Jugement Ecclésiastique le rend nul & abusif.

A ces défauts essentiels de la forme judiciaire ledit Seigneur Evêque de Pamiers ajoute, que quand son Ordonnance n'auroit pas esté aussi juste qu'elle l'est, les formes de la bien-seance avec laquelle la dignité & le caractère Episcopal doivent estre traitez, demandoient que ledit Seigneur Archevêque estant requis de casser une Ordonnance d'un de ses suffragans, qui a l'honneur d'estre le plus ancien de la Province, prist la peine de l'en faire avertir auparavant, & de voir avec luy s'il n'y avoit pas de mesures à prendre pour éviter cette espèce de flétrissure, ou au moins pour la faire d'une manière moins injurieuse, que celle qu'on remarque dans le Jugement dudit Seigneur Archevêque, qui a non seulement reçu, mais encore énoncé & enteriné la requeste dudit Sieur Paucet, pleine de suppositions & de mépris dudit Seigneur Evêque. Car ce prétendu Archidiaque expose entr'autre choses: 1. Que ledit Seigneur Evêque avoit promis au Roy de faire enregistrer son serment de fidélité: ce que ledit Sieur Paucet ne peut avoir allégué, que pour rendre odieux ledit Seigneur Evêque, en voulant faire croire au public, que ledit Seigneur Evêque a manqué de parole à sa Majesté; ce qui est d'ailleurs très faux, le Roy n'ayant jamais fait l'honneur audit Seigneur Evêque de luy parler sur ce sujet, & ledit Seigneur Evê-

que n'ayant pas seulement eu la pensée d'en parler à sa Majesté, & n'ayant jamais donné ordre à personne de luy porter cette parole. 2. Ledit Sieur Paucet reproche audit Seigneur Evêque, qu'il n'a pas bien pris le sens du Concile général de Lyon, & ose soutenir que la lecture de ce Concile & de la Glose fait connoître qu'il l'a mal entendu. Mais il est aisé de reconnoître par cette même lecture, que c'est le Sieur Paucet qui l'a luy même mal entendu, & qu'il devoit s'estre mieux assuré de la verité, avant que de faire à un Evêque un reproche si injurieux : c'est ce que ledit Seigneur Evêque montrera plus clairement, quand on touchera au fond du Jugement dont est question. 3. Il semble que le Sieur Paucet veuille rendre ledit Seigneur criminel d'Estat, quand il avance que les Censures portées par son Ordonnance, ne peuvent servir qu'à soulever les sujets du Roy contre ses loix & ses Ordonnances; ce qui est une hardiesse punissable. Car on ne peut rien reprocher audit Seigneur Evêque de plus éloigné de sa pensée & de sa conduite; n'y ayant point de Prélat dans le Royaume plus fidelle que luy au service du Roy & au bien de l'Estat, ni plus exact à porter les sujets de sa Majesté à garder inviolablement la soumission qu'ils luy doivent. Que s'il semble que dans cette occasion ledit Seigneur Evêque ne se conforme pas entierement aux intentions du Roy, il espere que sa Majesté reconnoistra que ce n'est que par la seule crainte d'offenser Dieu, se

souve-

souvenant que Saint Pierre met cette crainte; avant l'honneur & l'obéissance que l'on doit rendre aux Rois: *Deum timete, Regem honorificate*: & le lien qui attache ledit Seigneur Evêque au véritable service du Roy, est d'autant plus indissoluble, que la flatterie & l'intérêt n'y ont point de part, & que la seule loy de Dieu & l'obligation essentielle d'un sujet envers son Prince, en la personne de qui il regarde Dieu même, & en qui il révere les qualitez vraiment Royales dont la divine bonté l'a enrichy, sont & seront toujours les seuls motifs de sa fidélité & de son obéissance.

Le St. Promoteur du diocèse & Province de Toulouse n'a pas eu plus de soin de garder les règles de la bienséance & de la justice envers ledit Seigneur Evêque de Pamiers. Il a exposé que son Ordonnance avoit porté beaucoup de troubles dans les consciences & dans l'ordre Ecclésiastique; comme s'il falloit craindre le trouble que la vérité & la justice causent dans les âmes mal disposées. Car ledit Seigneur Evêque ne prétend que d'empêcher qu'on ne viole les Canons de l'Eglise, & qu'on n'entre dans les bénéfices par des voies qu'elle défend: & l'Ordonnance qu'il a rendue déclare plutôt les peines que les violateurs des SS. Canons encourent, qu'elle n'en inflige de nouvelles. Ledit Promoteur ne prend pas garde, que la paix qu'il veut procurer aux âmes dans cette rencontre, leur sera incomparablement plus pernicieuse, que le trouble que l'Ordonnance dudit Seigneur Evêque.

Evêque de Pamiers leur pourroit avoir causé. Car si ladite Ordonnance n'est que l'exécution du Decret d'un Concile général qui les excommunie, & que le Jugement dudit Seigneur Archevêque de Toulouse qui la cassée, soit nul, comme on le prouve invinciblement, les personnes qui auroient encouru l'excommunication sont dans un estat d'autant plus malheureux, que se flatant sur ledit Jugement, elles ne se mettront pas en peine d'en sortir : *dicentes pax, pax; & non erat pax.*

Ce que ledit Promoteur allégué ensuite, que nul ne peut sans attentat statuer & ordonner contre les Edits, Déclarations, & Ordonnances, s'il estoit pris dans toute l'étendue qu'il le dit, est une maxime capable de renverser la Religion.

C'est encore une chose surprenante qu'un Officier, qui par la propre nature de son employ, doit procurer l'exécution des SS. Décrets, demande à un Archevêque, qui est plus obligé que tout autre à maintenir dans sa Province les loix établies par l'Eglise, la cassation d'une Ordonnance qui n'est faite, comme il a esté dit, que pour obéir au commandement d'un Concile général, & qu'il requière que deffenses soient faites audit Seigneur Evêque de Pamiers de faire de pareilles & semblables Ordonnances, les faire publier, & exécuter : ce qui est une entreprise de Jurisdiction qui n'appartient point audit Seigneur Archevêque, ni de faire aucun reglement, ni des def-

senfes générales d'obéir aux Ordonnances d'un Evêque son suffragant.

Ledit Promoteur veut même qu'il soit défendu à toutes personnes d'obéir à de semblables Ordonnances, & de déferer aux censures y portées, comme si cette déference ou obéissance estoit un crime; & afin que tout le public soit instruit de cette conduite, ou plustost afin de rendre l'insulte plus sensible, il conclut à ce qu'il soit ordonné que le Jugement de cassation soit lû, publié, & affiché, tant dans la ville Métropolitaine, que dans la ville & diocèse de Pamiers & par tous les Evêchez de la Province: voulant que ledit Seigneur Archevêque témoigne par ce grand appareil, qu'il entend que son Jugement serve de règlement dans toute la Province, & que tous les suffragans s'y soumettent, sans avoir néanmoins esté ouïs; comme si c'estoit un Décret d'un Concile, dans lequel encore il auroient esté juges. Aussi a-t-il fait non seulement afficher ledit Jugement aux portes des Eglises; mais encore publier aux Prônes des Messes paroissiales, même hors le Diocèse de Toulouse.

Et ledit Seigneur Archevêque, de la Justice duquel on eut dû plustost espérer qu'il reprimerait la hardiesse de ces deux Ecclesiastiques, flétrit luy même par son Jugement, l'Ordonnance dudit Seigneur Evêque de Pamiers, la déclarant non seulement contraire aux loix du Royaume de France, mais encore troublant le repos des consciences & l'ordre Ecclesiasti-

que de la Province & il suit presque mot à mot, les réquisitions & conclusions de ces deux Prestres, & y commet des nullitez évidentes, non seulement contre la forme, ainsi qu'il à esté montré, mais encore contre le fond, comme on le va faire voir.

Troisièmement ledit Jugement est nul dans le fond. Car ledit Seigneur Evêque de Pamiers n'ayant fait par son Ordonnance qu'exécuter le Décret d'un Concile général reçu & exécuté en France durant environ 4. Siècles, ledit Seigneur Archevêque estoit incompetent pour juger la matière dont il s'agissoit: parce qu'estant question d'une cause très importante à toute l'Eglise & s'agissant de l'exécution d'un Concile général, il ne pouvoit pas empêcher qu'un Evêque ne fît ce qui avoit esté ordonné par toute l'Eglise, ni luy oster le pouvoir quelle luy en donnoit. Tout ce que ledit Seigneur Archevêque auroit pû faire au plus, estoit de convoquer le Concile Provincial, pour juger si ledit Seigneur Evêque avoit excédé le commandement du Concile, comme dans l'ordre de la Justice civile, un juge subalterne ne peut pas connoistre de ce que fait un Officier qui n'est que *Merus executor* d'un arrest de quelque Cour Souveraine, sur tout *quando non excedit fines mandati*. Les Archevêques & les Métropolitains ne sont eux mêmes que les exécuteurs des Canons, suivant le langage des Conciles, & n'ont aucun droit de s'ingérer dans la conduite des diocèses de leurs suffragans.

gans que dans les Cas de droit, & en suivant les formes Canoniques. Et on ne peut pas dire que ledit Seigneur Archevêque fust Juge au moins pour examiner si l'Ordonnance dudit Seigneur Evêque estoit conforme au Concile; puisque la chose estoit assez évidente, ledit S^r. Evêque n'ayant fait presque que transcrire le Decret dudit Concile, & que la matière estoit trop importante pour que ledit Seigneur Archevêque en jugeast luy seul, non seulement sans le Concile Provincial, mais encore sans autre Conseil, au moins qui paroisse. *Si Clericus, dit le Concile de Calcedoine, adversus suum vel alium Episcopum habeat causam, apud audientiam Synodi Provinciae ejus conqueratur.* Can. 9. Ce qui est nécessaire principalement lorsqu'il s'agit de l'intérêt de toute la Province, & non pas de l'intérêt particulier de l'Evêque.

En tout cas ledit Seigneur Archevêque ne pouvoit pas dire qu'il avoit esté mal ordonné, jugé, & executé, & que les censures portées par ladite Ordonnance estoient nulles, & de nul effet, qu'en supposant l'une de ces 3. choses; ou que le Concile de Lyon ne devoit pas estre entendu de la Régale; ou qu'il n'avoit pas esté reçu en France; ou que la Régale avoit déjà eu lieu dans le diocèse de Pamiers. Or il estoit impossible de faire voir aucune de ces 3. choses: non pas la première, comme il paroist par les propres termes du Concile & de la Glose, que le S^r. Paucet a taché de se rendre

favorable, n'en rapportant que quelques paroles. Car voici le Décret tout entier du Concile de Lyon: *Generali Constitutione sancimus universos & singulos qui Regalia, custodiam sive gardiam, advocacionis seu defensionis titulum in Ecclesiis, Monasteriis, seu quibuscumque aliis piis locis de novo usurpare conantes, bona Ecclesiarum, Monasteriorum, aut locorum ipsorum vacantium occupare presumunt, quantacumque dignitatis honore præsulgeant: Clericos etiam Ecclesiarum, Monachos Monasteriorum, & personas ceteras locorum eorundem qui hoc fieri procurant, eo ipso excommunicationis sententiæ decernimus subjacere. Illos vero qui se, ut deberent, talia facientibus non opponunt, de proventibus Ecclesiarum seu locorum ipsorum pro tempore quo præmissa sine debita contradictione permiserint aliquid percipere districtius prohibemus. Qui autem ab ipsarum Ecclesiarum ceterorumque locorum fundatione vel ex antiqua consuetudine, jura sibi hujusmodi vindicant, ab illorum abusu sic prudenter abstinere, & suos Ministros in eis sollicitè faciant abstinere, quòd ea quæ non pertinent ad fructus sive redditus provenientes vacationis tempore non usurpent, nec bona cetera, quorum seasserunt habere custodiam, dilabi permittant, sed in bono statu conservent. De Elect. & electi. potest. in Sext.*

Voicy maintenant ce que dit la Glose sur le sens de ce Chapitre: *Pro intellectu hujus capituli præsupponendum est secundum veriorum intel-*

intellectum ipsius, quid proprie textus appellet Regalia. Quidam volebant dicere: (Ces 3. derniers mots font assez entendre que le Glossateur n'approuve pas cette première interprétation,) quod Regalia accipiantur pro juribus imperialibus de quibus in lib. Feudorum cap. qua sint Regalia; ut si Rex donaverit Regalia Ecclesie, & aliquis illa usurpet, ipso facto est excommunicatus. Alii dicunt quod Regalia accipiuntur pro juribus que habet princeps in aliquibus Ecclesiis, videlicet quod, vacante aliqua Ecclesia, aliquis Comes vel Dux qui dicebat se habere jura Regalia, in ipsa Ecclesia occupavit custodiam Ecclesie vacantis & dicebat quod fructus ipsius Ecclesie ad ipsum spectabant licet non fuisset usus ipso jure, &c.

Quand à l'endroit de la Glose que le Sieur Paucet cite, & qui marque que par le mot *Regalia*, on doit entendre *nova tributa, nova vectigalia, novas collectas*, il y faut ajouter avec l'Archidiacre d'où cette Glose a esté prise originairement: *Regalia, id est, que capiunt Reges vacante Ecclesia, ut patet in Francia Regno & Anglia: nam illic vocantur Regalia jura Regis quibusdam Ecclesiis vacantibus competentia, &c.*

Ce que la Glose ajoute sur le mot *custodiam*, suffiroit pour faire entendre que ce Chapitre du Concile de Lyon a parlé généralement des droits des Eglises vacantes, & qu'il n'a pas eu seulement dessein d'empêcher qu'on n'impo-

fast de nouveaux Tributs sur les Eglises qui en estoient exemptes , mais encore qu'on n'en usurpast pas les droits, soit temporels on spirituels, comme le Patronat, duquel elle dit: *Quocunque ergo nomine censeatur, usurpantes de novo tale jus in Ecclesiis & aliis locis p. is, & bona ipsorum locorum vacantium occupantes, excommunicati sunt.*

Il paroist donc que suivant la Glose même le chapitre *Générali Constitutione* doit estre entendu du droit de Régale ; soit que tout ce chapitre ait esté fait pour empêcher l'extension de la Régale, ou que la Régale ait esté exprimée par cet mot *Regalia*, ou par ces autres *Custodiam seu Gardiam*, & que par conséquent le Sieur Paucet a eu grand tort de dire, que la lecture du Concile & de la Glose font connoistre, que ledit Seigneur Evêque de Pamiers l'a mal entendu, sous prétexte que la Glose sur le mot de *Regalia* met *nova tributa, nova vectigalia, novas collectas*. Il paroist encore non seulement par ces paroles du texte *de novo usurpare conantes*, mais encore par ces autres de la Glose *usurpantes de novo tale jus*, & encore par celles-cy *licet non fuisset usus ipso jure*, & plus clairement par ces autres de la Glose sur ce mot de *novo* à 40. *annis citra*, que le Concile a eu dessein d'empêcher qu'on n'étendist la Régale aux Eglises ou l'on n'en estoit pas en possession, contre ce que le Sieur Paucet in-

finuë.
Et il est si véritable que ce Décret du Concile
de

de Lyon doit estre entendu de la Régale, que plusieurs des Auteurs François qui ont écrit de cette matière; nommément Ruzée, Rébuffle, le Maistre, & Bauny Jesuite, ont pris l'approbation tacite qu'ils prétendent que le Concile a donnée dans ce chapitre à la Régale à l'égard des Eglises où l'on en estoit en possession depuis un temps immémorial, pour un des principaux fondemens sur lesquels ils ont taché d'appuyer ce droit. Mr. de Marca l'un des prédécesseurs dudit Seigneur Archevêque de Toulouse, prouve très solidement dans son Discours sur la Régale inséré dans les Mémoires du Clergé, tant ce premier point, sçavoir que le Concile de Lyon doit estre pris dans le sens que ledit Seigneur Evêque de Pamiers l'a entendu; que le second, sçavoir que ce Decret du Concile a esté reçu & exécuté en France, & que nos Rois n'ont joui de la Régale que dans les Eglises où ils en estoient en possession immémoriale; ce qui est conforme à ces mots *in quibusdam Ecclesiis, in aliquibus Ecclesiis* des Gloses cy-dessus rapportées, & à ces autres de Rébuffle, *in aliquibus Episcopatibus: super Concord. de Regia ad pralaturas nominatione, v. sed teneatur*: & que c'est avec justice que Pasquier a nommé *flatteurs de Cour* ceux qui ont voulu entreprendre l'étendue de la Régale sur toutes les Eglises vacantes du Royaume. Voici donc comme Mr. de Marca parle après avoir rapporté ledit Chapitre *Generali Constitntione. En consequence de ce Concile le Roy Philippe*
le Bel.

le Bel IV. du nom autorisa ce droit par son Ordonnance de l'an 1302. qui n'estoit auparavant fondé que sur la coutume; mais il mesura tellement ses paroles avec les termes du Concile, qu'il fonda tout son droit de Régale sur la coutume & ne l'étendit point aux Eglises où cette coutume n'estoit point reçüe. Item quantum ad Regalias quas nos & nostri prædecessores percipere assuevimus & habere in aliquibus Ecclesiis regni nostri, quando eas vacare contingit: Et ce Prince exécutant le Concile, &c. Il ajoute que la même clause restrictive est mise dans l'Ordonnance de Philippe de Valois de l'an 1334. dont il rapporte ces termes: Pour les Eglises de nostre Royaume esquelles nous avons droit de Régale. Et plus clairement dans celle de Louis XII. de l'an 1499. qui parle en cette sorte: Deffendons à tous nos Officiers qu'es Archevêchez, Evêchez, Abbayes, & autres bénéfices de nostre Royaume esquels n'avons droit de Régale ou de Garde, ils ne se mettent dedans sur peine d'estre punis comme sacrileges. Dans l'Edit de Henry IV. de 1606. dont les termes sont les suivans: N'entendons aussi jouir dudit droit de Régale sinon en la forme que nous & nos prédécesseurs avons fait, sans l'étendre davantage au préjudice des Eglises qui en sont exemptes. Lequel Edit a esté confirmé par l'Ordonnance de Louis XIII. de l'an 1629. artic. 16. Nous entendons jouir du droit de Régale qui nous appartient a cause de nostre Couronne, ainsi que par le passé, le tout suivant l'Edit

sur ce fait par nostre très honoré Seigneur & Père en l'an 1606. Et plus particulièrement dans les Lettres patentes de Philippe le Bel de l'an 1303. en faveur de la Province de Narbonne, c'estadire comme l'observe Mr. de Marca, de tout le Languedoc. *Nolumus quod gentes nostra occupent Regalia Ecclesiarum vacantium Provincia Narbonensis :* dans laquelle le diocèse de Pamiers a toujours esté compris, l'Evêque de Pamiers ayant esté originairement suffragant de Narbonne, & maintenant de Toulouse. Le 3. point n'est pas moins certain, sçavoir que la Régale n'a jamais eu lieu dans le diocèse de Pamiers. Car on n'en sçauroit faire voir aucun exemple : & quoyque suivant la maxime du droit, *ejus est qui ait probare :* la preuve doit estre faite par ceux qui voudroient soutenir qu'elle y a esté autrefois, on ne laissera pas d'alléguer icy en passant le Registre de la Chambre des Comptes rapporté dans les Mémoires du Clergé & par les Docteurs François qui ont traité de cette matière, comme Rulée, le Maistre, & Pasquier, parlequel Registre il paroist que le Roy n'a point droit de Régale dans aucune Eglise de ce país. Et il n'est rien de plus insoutenable, que ce que le Sieur Paucet dit, *que ce droit même sur les Eglises de Languedoc est aussi ancien que la fondation desdites Eglises, & qu'il appartient à la Couronne de toute ancienneté.* Car si ce droit estoit attaché à la Couronne, tous les Souverains en jouiroient & en auroient toujours joui :

quoy

quoy qu'il soit constant qu'il a esté inconnu durant plusieurs siècles; & la fondation ou dotation ne donneroit que le droit de patronat, qui est bien moins onéreux & touche moins à l'autorité spirituelle de l'Eglise, que la Régale.

Nos Rois ont eux mêmes reconnu le contraire de ce que le Sieur Paucet dit en leur faveur, comme on le peut inférer des Ordonnances qui viennent d'estre rapportées, & encore plus clairement du motif de la conduite du Roy Philippe III. fils de S. Louis marqué par l'Arrest de l'an 1272. que Mr. de Marca dit estre couché dans un ancien Registre de la Cour de Parlement en ces termes : *Sabbatho post Ascensionem Domini restituta fuerunt apud Appamias & redditata per Dominum Regem procuratoribus Capituli Albiensis Regalia Ecclesia Albiensis, qua mortuo Episcopo Albiensi Seneschallus Carcassonenfis ad manum Domini Regis coeperat & saisinauerat SINE CAUSA, CUM DOMINUS REX SUPER HOC ALIAS NUMQUAM USUS FUISSET, prout ex aliorum ac ipsius relatione fuit inventum.*

Quand à ce que le Sieur Paucet expose dans sa requeste, que le Roy a donné sa Déclaration ensuite de la demande que le Clergé avoit faite à sa Majesté, d'évoquer à soy & à son Conseil la connoissance de cette cause, & sur la production des pièces & actes du Clergé, des Archevêques, Evêques, & Chapitres des Eglises qui se prétendoient exemptes du droit de Régale, ledit

Sei-

Seigneur Evêque de Pamiers , sans préjudice des autres exceptions qu'il pourroit alléguer, répond que ce fait ne luy peut pas estre opposé, parcequ'il n'a jamais produit de titres ni dit ses raisons, & que les Agens généraux du Clergé, ni même une Assemblée générale ne pouvoient pas compromettre un droit qui regardoit l'autorité spirituelle des Evêques & les immunités de l'Eglise, les Députez n'ayant pour cela aucune procuration.

De plus la Bulle expresse d'Alexandre VII. confirmée par les Lettres patentes du Roy heureusement regnant, porte expressément que les bénéfices & dignitez de l'Eglise Cathédrale de Pamiers ne seront conférez qu'à des Réguliers, qui aient fait profession dans ledit Chapitre, ensuite d'un Noviciat fait par l'ordre de l'Evêque: & comme c'est un droit particulier, le Roy par son Brevet de Régale n'auroit pas entendu y déroger, non plus qu'à l'usage fondé en droit, que les Dignitez ne doivent estre conférées qu'*uni de gremio*: & nul n'est censé *de gremio Capituli regularis*, qu'après qu'il a fait profession.

Il estoit juste que le Seigneur Archevêque de Toulouse eust oui le Seigneur Evêque de Pamiers sur ces points & sur les autres raisons qu'il luy auroit pû alléguer, avant que de casser son Ordonnance, & peut estre qu'il auroit reconnu qu'elle ne pouvoit estre cassée avec justice.

Pour toutes ces raisons & autres à déduire
en.

en temps & lieu , ledit Seigneur Evêque de Pamiers déclare audit Seigneur Archevêque de Toulouse & auxdits Sieurs Promoteur & Paucet , qu'il ne peut & ne doit déférer audit prétendu Jugement, & que sans approbation de la Jurisdiction dudit Seigneur Archevêque, encore que les nullitez dudit Jugement soient évidentes, il proteste qu'il se pourvoira où & pardevant qui il appartiendra, afin de le faire déclarer nul, & de tout ce qu'il peut & doit protester: de quoy ledit Seigneur Evêque de Pamiers a requis à moy Notaire luy retenir Acte aux fins significatoires; ce qui a esté fait en présence, &c.

M. du Mas Grand Vicaire & Official de Narbonne, ne tarda guère à suivre l'exemple de M. l'Archevêque de Toulouse; ayant le 22. de Septembre donné un Jugement semblable à celuy de ce Prélat, & entrepris de réformer les Ordonnances de M. l'Evêque d'Alet touchant la Régale.

J U G E M E N T

D E L'OFFICIAL

METROPOLITAIN D E NARBONNE,

*Contre les Ordonnances de M. l'Evêque
d'Alet touchant la Régale.*

22. Sept.
1677.

BERNARD DU MAS Prestre, Docteur
en Théologie de la faculté de Paris, Cha-
noine & Archidiacre de Corbieres dans
l'Egli-

l'Eglise Métropolitaine de Narbonne, Vicaire
 général & Official de Monseigneur l'Eminen-
 tissime Cardinal de Bonzy Archevêque & Pri-
 mat de Narbonne, à tous ceux qui ces presen-
 tes lettres verront, Salut: Sçavoir faisons que
 veu la requeste de M^e. Jean Pierre Gaston de
 Foix Prestre du diocèse de Couzerans licentié
 en droit Canon de la faculté de Paris, tendan-
 te à ce que pour les causes y contenuës, il nous
 plût le recevoir appellant des Ordonnances
 renduës par Illustrissime & Révérendissime
 Messire Nicolas Pavillon Evêque d'Alet en
 date du 5. Mars 1676. & 17. Octobre de la
 même année, & du refus à luy fait par le Cha-
 tre de l'Eglise Cathédrale dudit Alet de l'instal-
 ler & mettre en possession du Doyenné de
 ladite Eglise dont il a esté pourvû en Régale
 par sa Majesté, en consequence de deux re-
 signations dudit Doyenné faites par Messire
 Pierre Pommier en Cour de Rome, qui ne
 pouvoient estre faites qu'entre les mains du
 Roy, dautant que ledit Seigneur Evêque d'A-
 let n'ayant point fait enregistrer son serment de
 fidelité dans le temps porté par la Déclaration
 de S. M. du 10. Février 1673. verifiée dans
 tous les Parlemens de France, la Régale de-
 meuroit ouverte: & parceque les Métropoli-
 tains sont en droit de juger les refus & causes
 d'iceux faits par les suffragans, sans qu'il soit
 besoin de les appeller, lorsque les causes de
 leursdits refus sont contenuës dans leurs actes,
 & que l'Ordonnance dudit Seigneur Evêque
 d'Alet

d'Alet est notoirement nulle, estant contraire aux loix & maximes du Royaume, qu'il nous plust aussi faire droit sur son appellation, & y faisant droit déclarer ladite Ordonnance nulle & contraire auxdites loix, & les censures y contenues données sans cause, & en conséquence dire qu'il a esté mal & nullement jugé, procédé, & exécuté, tant par ledit Sr. Evêque, que par ledit Chapitre, enjoindre audit Chapitre de le recevoir & mettre en possession dudit Doyenné & luy donner la séance convenable à ladite dignité, soit au Chœur ou au Chapitre. Vû aussi la Déclaration du Roy donnée à S. Germain en Laye le 10. Février 1673. les provisions en Régale dudit Doyenné & autres pièces attachées à ludit Requeste, première & seconde Ordonnance dudit Seigneur Evêque d'Alet du 5. Mars & 17. Octobre 1676. trois actes de refus dudit Chapitre du 25. Mars & 17. Octobre 1676. Oûi sur le tout le Promoteur, qui ayant vû & examiné ladite Requeste & pièces auroit dit: Qu'il ne s'agit pas de juger la pertinence de ladite Requeste, en examinant si le droit de Régale est aussi ancien que la Couronne, & comme elle est ronde, s'il doit aussi s'étendre dans toutes les Provinces qu'elle enferme, & s'il est imprescriptible & incessible: Qu'elle ne doit point estre jugée non plus sur la prétention dudit Seigneur Evêque d'Alet, que la Province de Narbonne n'a jamais esté sujette à la Régale, s'estant toujours conservée dans le droit commun & dans sa franchise & liber-

liberté naturelle : mais qu'il s'agit de juger des Ordonnances dudit Seigneur Evêque d'Alet sur plusieurs maximes générales & incontestables, qui decouvrent dans lesdites Ordonnances autant d'erreurs que le Droit canonique appelle intolérables. La 1. maxime est qu'une partie qui a perdu son procès ne peut point se faire droit ouvertement par soy même au préjudice du Jugement qui a esté rendu; moins encore une partie qui a esté condamnée par les mêmes juges qu'elle a demandez. Le Promoteur d'Alet devoit estre convaincu de cette verité par l'exemple de la soumission dudit Seigneur Evêque d'Alet aux Arrests du Parlement de Toulouse, quoyqu'ils ne luy aient point esté favorables en plusieurs rencontres. Cependant ledit Promoteur ne pouvant ignorer que le Clergé de France, ayant demandé au Roy qu'il luy plust évoquer à soy & à son Conseil la connoissance du procès concernant la Régale, S. M. ne le luy eust accordé; auroit neanmoins surpris lesdites deux Ordonnances par lesquelles ledit Seigneur Evêque d'Alet se fait droit sur sa pretention au préjudice des deux Déclarations du Roy du 10. Février 1673. & 2. Avril 1675. dont la première marque qu'elle a esté donnée en contradictoire deffense, à laquelle ledit Seigneur Evêque d'Alet a concouru dans les remontrances & dans les mémoires du Clergé sur cette question, & en la personne du Syndic de la Province de Languedoc qui a fait sa production en conséquence des Arrests du

Con-

Conseil du 16. Octobre 1637. & du 9. Juin 1638. Or le violement de cette maxime fonde la première erreur intolérable desdites Ordonnances. La 2. maxime est fondée sur les loix du Royaume & sur une pratique constante & inviolable, que pour revenir contre un Jugement Souverain, si on ne se pourvoit point en retractement ou en interpretation, il faut avoir de nouveaux Actes ou titres & de nouveaux moiens, qui font qu'ensuite d'une Requête Civile l'affaire jugée est remise sur le bureau & jugée encore une dernière fois. Neanmoins ledit Promoteur d'Alet n'a rien inspiré audit Seigneur Evêque dans ses Ordonnances qui n'ait esté produit dans le procès de la Régale, comme il se peut voir dans la production qui en est imprimée, sur laquelle sa Majesté a déjà jugé: & ainsi lesdites Ordonnances contiennent une seconde erreur intolérable, qui est la contravention à cette seconde maxime. La 3. maxime est encore une loy du Royaume fondée sur le respect que tout sujet, de quelle qualité & condition qu'il soit, doit à son Prince légitime, qui l'oblige de recevoir ses loix & ses Jugemens, ou pour les exécuter & s'y soumettre d'abord, ou pour luy faire de très humbles Remontrances, si le cas le requiert. Or contre cette maxime ledit Promoteur, bien loin de se soumettre auxdites Déclarations de sa Majesté, il a surpris trois années après deux Ordonnances dudit Seigneur Evêque toutes contraires, sans garder aucune mesure touchant ce respect si natu-

naturel & si juste ; Et c'est-ce qui fonde une troisième erreur intolérable dans lesdites Ordonnances. La 4. Maxime est qu'en fait d'excommunication un supérieur Ecclésiastique doit agir avec beaucoup de charité , de circonspection , & de retenue. Pour juger si ledit Promoteur a inspiré une conduite pareille , il faut prendre garde que ledit Seigneur Evêque d'Alet fonde dans sa seconde Ordonnance son excommunication sur le Decret du Concile général de Lyon qui commence, *Generali Constitutione*, & qu'il prétend que dans la première partie de ce Décret les nouveaux pourvus de bénéfices en Régale dans son diocèse sont excommuniés *ipso facto*, *Nous avons*, dit-il, *ordonné que les monitions Canoniques seront faites audit Sieur de Foix à ce qu'il ait à desister de s'ingérer dans ledit bénéfice & à obeir au Decret dudit Concile & à nosdites Ordonnances*, faite dequoy nous déclarons qu'il sera dénoncé publiquement excommunié comme ayant déjà encouru l'excommunication portée par ledit Concile & nostre susdite Ordonnance. Surquoy il n'y a qu'à lire le Decret dudit Concile qui soumet à la même censure ceux qui envahissent les biens de l'Eglise *quantacunque dignitatis honore præfulgeant*, pour estre convaincu que ledit Promoteur a voulu suggérer tacitement en même temps audit Seigneur Evêque d'Alet que le Roy est excommunié , & qu'il ne reste qu'à le dénoncer aussi. On ne sçait quel nom merite ce procédé ; mais il fonde

H

une

une nullité intolérable dans lesdites Ordonnances. La 5. Maxime est, que lorsqu'un supérieur Ecclesiastique fonde sa conduite sur quelque préjugé de Concile, il le doit avoir bien examiné & bien entendu avant que d'en faire l'application. Et ce seroit une erreur intolérable de fait & de droit, si ledit Seigneur Evêque d'Alet ayant menacé ledit de Foix de le dénoncer excommunié comme ayant déjà encouru l'excommunication portée par le Concile de Lyon, il n'y avoit pas un mot dans ledit Concile de l'excommunication prétendue par ledit Seigneur Evêque d'Alet contre les pourvus de bénéfices en Régale dans les lieux même exempts. En effet l'excommunication portée dans le Decret dudit Concile ne tombe que sur ceux qui usurent le droit de Régale, & sur ceux qui pour l'usurper s'emparent des possessions de l'Eglise, & sur ceux qui les favorisent. Ce n'est pas ce que le Roy fait: ce n'est pas ce que ledit Sieur de Foix procure. La 6. Maxime enseigne que l'excommunication suppose une matière suffisante de péché mortel, & que la dénonciation suppose la contumace. Et comme un droit probable n'est pas une matière suffisante de péché mortel, ni le dessein de le soutenir, une contumace, il s'ensuit que si le droit dudit de Foix est probable, il n'a pû estre excommunié ni denoncé tel, & que les Ordonnances dudit Seigneur Evêque d'Alet contiennent encore en cela une erreur intolérable. Or le droit dudit de Foix est probable, parcequ'il est

est fondé sur deux Déclarations du Roy, sur plusieurs préjuges d'Arrests, sur le sentiment d'un grand nombre d'Evêques & de Théologiens, sur la soumission de tout le Clergé de France qu'il a témoignée dans la dernière Assemblée par un silence respectueux au sujet desdites Déclarations, & sur la possession constante de la Majesté dudit droit de Régale dans toute la Province de Languedoc, dans laquelle il y a peu d'Eglises où il n'y ait des Régalistes qui jouissent paisiblement de leurs bénéfices depuis plusieurs années, soit qu'ils aient esté pourvus pendant la vacance du Siège, ou par le défaut d'enregistrement du serment de fidélité, soit qu'ils aient rempli cette expectative. Il seroit aisé de vérifier cette possession par une énumération desdits Régalistes, si cette voie n'engageroit dans une longueur ennuyeuse & superflue, puisque seulement dans les 3. Chapitres de la Ville de Narbonne, il y en a plusieurs. Enfin le droit dudit de Foix est manifestement probable. Car il n'y a point de diocèse ou le droit d'Economat ne soit reçu & établi sans contradiction aucune. Or il est certain que ce droit d'Economat, comme il est établi, n'est autre chose que le droit de Régale, puisqu'il opère la jouissance des fruits, & par conséquent la collation des bénéfices, qui fait une partie des fruits. Car quoyque l'Economat des Abbayes n'opère pas la collation des bénéfices qui en dépendent, c'est que les bénéfices des Abbayes dépendant originairement de la colla-

tion des Evêques, le droit revient à sa source pendant la vacance. Et quoyque sa Majesté en conséquence de la Déclaration du feu Roy, fasse toujours don des fruits de l'Evêché au futur successeur, le Clergé toutefois reconnoît qu'ils luy appartiennent, puisqu'il les reçoit de sa Majesté en don, en la personne de tous les nouveaux Evêques: & si ce droit est en possession dans toute la Province de Languedoc, comme dans tout le Royaume, est-ce une usurpation sur laquelle l'excommunication portée dans le Concile de Lyon puisse tomber? Comme ce seroit la procurer & la favoriser, que de recevoir en don de la main du Roy les fruits des Evêchez vacans, tous les Evêques n'encoureroient pas moins cette excommunication, que ledit de Foix; puis qu'il entrent par cette porte dans leurs diocèses, comme il entre par la même dans son Doyenné. Ainsy ledit Promoteur d'Alet s'est engagé par lesdites Ordonnances à soutenir, que si ledit Seigneur Evêque d'Alet a accepté ce don du Roy lors de sa promotion à l'Episcopat, il n'auroit pas moins esté excommunié, qu'il prétend que ledit de Foix l'est. Mais comme ces conséquences manquent extrêmement de probabilité, quoyque très claires & constantes dans le sentiment dudit Promoteur d'Alet, il s'ensuit qu'il vaut mieux croire que le droit du Roy est suffisamment établi, & par conséquent que celui dudit de Foix est probable. Que si de droit du Roy est suffisamment établi; quand ce ne seroit que

par

par la seule possession, bien loin que le Decret du Concile de Lyon luy donne quelque atteinte, qu'aucontraire il le favorise toutafait, puis-que le Concile reconnoist qu'il peut estre acquis par une ancienne coutume: en telle sorte qu'on peut regarder presentement le droit de Régale comme celuy de nommer aux Evêchez, contre lequel tous les Ordres du Royaume ont fait autrefois leurs protestations, sur les mêmes fondemens, qu'il estoit contraire aux anciens Canons & à l'ancienne liberté de toutes les Eglises. Cependant il y a long-temps que toute la France s'y est soumise par un consentement tacite, de même que le Languedoc au droit d'Economat ou de Régale. Et par toutes ces raisons les Ordonnances dudit Seigneur Evêque d'Alet estant notoirement nulles, les censures fulminées par icelles comme données sans cause, ne peuvent aussi avoir aucun effet. Et que même depuis que ladite Ordonnance a paru elle a causé beaucoup de trouble dans le peuple & dans le Clergé de toute la province, & que pour en éviter les mauvaises suites & conséquences, il est nécessaire d'en arrester le cours. C'est pourquoy il auroit conclu qu'il nous plust declarer avoir esté mal ordonné par ledit Seigneur Evêque d'Alet, bien appelé par ledit de Foix, & sur ladite requeste & autres fins & conclusions par luy prises, faire inhibitions & deffences audit Seigneur Evêque d'Alet & à tous autres, de publier & exécuter lesdites Ordonnances, & d'en faire à l'avenir de

semblables, même à toutes personnes d'y dé-
 férer: & pour rendre nostre jugement notoire
 à chacun des sujets de cette Métropole, or-
 donner qu'il sera lû & publié, tant dans le Siège
 de l'Officialité Métropolitaine, qu'en celui
 d'Alet & autres du ressort, dont nous serons
 certifiez par les Promoteurs & Officiaux des-
 dites Officialitez à peine d'estre procedé contre
 eux. Nous faisant droit sur le tout avons de-
 claré & declaron les Ordonnances du Seigneur
 Evêque d'Alet du 3. Mars & 17. Octobre
 1676. contraires aux loix du Royaume obser-
 vées dans l'Eglise Gallicane, troublant le repos
 des consciences & l'ordre Ecclésiastique de cet-
 te Province: & en consequence disons qu'il a
 esté mal & nullement ordonné, jugé, & exécu-
 té, & les censures portées par leldites Ordon-
 nances estre nulles & de nul effet. Avons fait
 & faisons inhibitions & deffences à toutes per-
 sonnes de déferer auxdites censures, d'obéir
 auxdites Ordonnances & de les exécuter, &
 audit Seigneur Evêque d'Alet d'en faire à l'a-
 venir de semblables, les faire publier & exé-
 cuter. Avons ordonné & ordonnons que nos-
 tre present Jugement sera lu, publié, & affiché,
 tant dans cette Ville Métropolitaine, que dans
 la Ville & diocèse d'Alet, & autres Evêchez de
 cette Métropole. Avons enjoint & enjoignons
 audit Chapitre d'Alet de recevoir & installer
 ledit Sr. de Foix dans ladite dignité de Doyen,
 luy donner la séance ordinaire tant au Chœur
 qu'au Chapitre, sous telle peine que de rai-
 son:

fon : mandant au premier Prestre, Clerc tonsuré, ou appariteur requis, de faire pour l'intimation & signification des presentes, tous exploits & autres actes nécessaires. Donné à Narbonne le 22. Septembre 1677.

Signé,

D U M A S, V I C A I R E G É N É R A L,

Et plus bas,

M O U L I E R E, Secretaire.

Ce jugement de l'Official de Narbonne fut signifié le 28. Septembre à M. l'Evêque d'Alet, qui fit réponse qu'il ne pouvoit en aucune manière y déférer pour des raisons qu'il déduiroit en temps & lieu. On eut d'abord quelque pensée de répondre à ce Jugement par un Acte de protestations comme avoit fait M. de Pamiers à celui de M. l'Archevêque de Toulouse ; & d'en monstrier au long les nullitez, aussi bien que les faux raisonnemens, les bevuës, & les propositions erronées du Promoteur de Narbonne. Mais comme c'eust esté en quelque sorte donner du poids à des choses qui se détruisoient assez d'elles mêmes, & que d'ailleurs le défaut le plus clair & le plus apparent de ce Jugement, estoit l'incompétence de l'Official, qui avoit entrepris de juger des Ordonnances rendues par un Evêque sur un point très important de la discipline ; M. l'Evêque d'Alet crut qu'il falloit s'opposer à ce Jugement par une Ordonnance expresse qui en feroit voir la nullité & l'attentat.

Cela ne put néanmoins s'exécuter sitost. Car le 15. Octobre au matin M. l'Evêque d'Alet tomba en une Apoplexie qui se changea en une Paralyse sur le bras & les autres principales parties du costé gauche. Le 22. Octobre ayant recouvré l'usage de la parole qu'il avoit perdu dans le commencement de sa ma-

ladie, il rendit l'Ordonnance suivante contre le Jugement du Sieur de Mas Official de Narbonne, & ayant mandé en sa chambre les Chanoines de son Eglise Cathédrale, il leur en fit luy même la publication, & leur déclara qu'ils devoient y obéir, sans s'arrestér au Jugement de l'Official Métropolitain qui estoit notoirement nul.

ORDONNANCE DE M. L'EVEQUE D'ALET,

*Contre le Jugement rendu par l'Official
Métropolitain de Narbonne.*

22. Oct.
1677.

NICOLAS par la miséricorde de Dieu Evêque d'Alet, à nos chers & bien aimez frères les Chanoines de nostre Eglise Cathédrale & de la Collégiale de Saint Paul, Archiprestres, Recteurs, Vicaires, & autres Ecclésiastiques, Salut & bénédiction. Nous avons vû depuis peu avec une extrême douleur un Prestre s'élever par une entreprise toutafait irrégulière au dessus de la dignité & du caractère des Evêques & s'attribuer l'autorité de juger d'une des plus importantes causes de l'Eglise, en violant même toutes les formes de la justice. C'est Maistre Bernard du Mas Vicaire général & Official de Monseigneur l'Archevêque de Narbonne, qui sur l'appel interjetté par M^e. Jean Pierre Gaston de Foix Prestre du diocèse de Couzerans, des Ordonnances par nous rendues les 5. Mars & 17. Octob. 1676. a fait une Ordon-

nan-

nance sous le nom de Jugement en date du 22. Septemb. 1677. signifiée le 20. du même mois, par laquelle il declare nos susdites Ordonnances contraires aux loix du Royaume, troublant le repos des consciences & l'ordre ecclésiastique de cette Province, & en conséquence dit qu'il a esté mal & nullement ordonné, jugé, & exécuté, & les censures portées par nosdites Ordonnances nulles & de nul effet, faisant inhibitions & deffences à toutes personnes de déferer auxdites censures, d'obéir auxdites Ordonnances, & de les exécuter, & à nous d'en faire à l'avenir de semblables & de les faire publier & exécuter: Ordonne de plus que sondit Jugement sera lû, publié, & affiché, tant dans nostre ville Episcopale & diocèse d'Alet qu'autres Evêchez de la Métropole; avec injonction au Chapitre de nostre Eglise Cathédrale de recevoir ledit de Foix comme pourvu en Régale du Doyenné de ladite Eglise, sous telles peines que de raison. Le seul enoncé de ce Jugement suffit pour en découvrir les nullitez & pour faire voir les abus qui y ont esté commis par celuy qui l'a rendu. Le défaut de pouvoir qui est le plus essentiel & le plus capable de rendre un Jugement nul, y est tout visible en plusieurs chefs. Premièrement un Vicaire général ou Official Métropolitain n'ayant aucune autorité sur la personne des Evêques, il n'appartenoit pas au Sieur du Mas de flétrir comme il a fait, deux de nos Ordonnances par une censure injurieuse, & de nous faire des deffences.

d'en rendre & publier de semblables à l'avenir : & sa qualité ne le mettoit pas non plus en droit de faire un règlement général , comme devant servir de loy dans tous les diocèses d'une province , en ordonnent que son Jugement seroit lû , publié , & affiché dans nostre ville Episcopale & diocèse , & dans tous les autres Evêchez de la Métropole , & en faisant inhibitions & deffences à toutes personnes d'obéir à nosdites deux Ordonnances & de déferer aux censures qui y sont portées. Il a passé encore manifestement les bornes du pouvoir que luy donne sa charge , lorsqu'il a déclaré nos deux Ordonnances contraires aux loix du Royaume ; cette manière de prononcer n'appartenant qu'aux Parlemens & aux Juges séculiers , & non au tribunal Ecclésiastique où les causes ne se doivent juger que selon les loix & les Canons de l'Eglise. Mais parce que ledit Sieur du Mas n'a pu rien trouver dans nos Ordonnances qui ne fust conforme aux loix Ecclésiastiques , il a esté réduit à les déclarer contraires aux loix du Royaume : & en cela même , outre l'abus & l'entreprise sur la Jurisdiction séculière , il est tombé dans une erreur visible , estant certain que nous n'avons rien ordonné qui ne se trouve autorisé par les anciennes & les nouvelles Ordonnances & par les Déclarations des Rois notamment de Henry IV. & de Louis XIII. d'heureuse mémoire , aussi bien que par les Arrests du Parlement de Paris rendus pendant plusieurs siècles , & par les Registres de la Cham-

Chambre des Comptes, qui exceptent cette Province dans les dénombrements des Evêchez. sujets au droit de Régale. Que si l'on considère d'autre part la matière de nosdites Ordonnances, il n'est pas moins évident qu'elle ne peut pas estre de la Jurisdiction & compétence de quelque Official ou Vicaire général que ce puisse estre. Ce n'est pas une affaire ordinaire, où il ne soit question que de rendre justice à des particuliers. C'est une cause extraordinaire, toute publique & générale, & des plus importantes qui puissent arriver dans l'Eglise: puisqu'il ne s'y agit pas de moins que de conserver ou d'abolir les droits & les libertez naturelles, dont la Province Ecclésiastique de Narbonne & plusieurs autres de ce Royaume ont toujours joui jusqu'à présent. En effet nous n'avons rien établi de nouveau ni de particulier par nosdites Ordonnances: nous n'avons fait que maintenir les mêmes libertez, dont la jouissance a esté confirmée dans le Concile général de Lyon, reçu & autorisé dans le Royaume. Il est donc évident qu'un Official ou Vicaire général n'a pû s'attribuer la connoissance de cette cause, & par une suite nécessaire qu'il n'a pû, sans attentat, nous faire deffence d'user du pouvoir que ce Concile nous donne d'employer les censures qu'il a exprellément fulminées contre les violateurs de ces mêmes libertez & franchises, que nous soutenons. Oster ce pouvoir aux Evêques, ce seroit depouiller plusieurs Provinces de leurs droits les plus importans, & abolir ce

qu'un Concile Ecumenique a pris soin de
 conserver, en empêchant de se servir des
 moiens qu'il a donnez pour le deffendre. C'est
 néanmoins cette dangereuse plaie que le Sieur
 du Mas prétend faire à l'Eglise par son Juge-
 ment, au préjudice de son propre Archevêque
 & de tous les Evêques de la Province. Le de-
 faut de pouvoir, tant sur nostre personne, que
 sur la matière de nos Ordonnances, n'est pas le
 seul qui se rencontre dans le Jugement rendu par
 le S.^r du Mas. Il y a encore commis tous ceux
 que peut commettre un juge qui d'ailleurs se-
 roit compétent & légitime, non seulement
 pour ce qui concerne le fond, en ruinant les
 libertez Canoniques de l'Eglise; mais encore
 dans la forme, en rendant son Jugement, sur
 tout en une matière de cette conséquence, sans
 ouïr ni appeller les intéressez, & sans qu'on
 leur ait même fait une simple citation, ce qui
 est sans contredit une nullité intolérable. A
 CES CAUSES sans nous arrester davantage à
 la discussion des autres griefs, defauts, nullitez
 & abus de ce prétendu Jugement, lesquels
 nous nous reservons de faire voir plus ample-
 ment en temps & lieu, s'il est besoin, atten-
 du les nullitez & excès tout visibles dudit Ju-
 gement, & que dans la dignité où il a plu à
 Dieu de nous mettre, il ne nous est pas per-
 mis de garder le silence, & de dissimuler de sem-
 blables entreprises; que nous sommes aucon-
 traire indispensablement obligez par le devoir
 de nostre charge de maintenir nostre jurisdic-
 tion

tion

tion & les droits de nostre Eglise, comme aussi de nous opposer, autant qu'il nous est possible, à tout ce qui se fait au préjudice de l'autorité & du Caractère Episcopal, Nous sans avoir égard au jugement rendu par M. Bernard du Mas, ni à tout ce qui s'en est en suivi, comme estant notoirement nul & attentatoire, avons ordonné & ordonnons que nos susdites Ordonnances des 5. Mars & 17. Octob. 1676. seront executées selon leur forme & teneur, faisant expresse inhibitions & deffences aux Chapitres de nostre Eglise Cathédrale & de la Collégiale de S. Paul, de déferer en quelque manière que ce puisse estre audit prétendu jugement, & à toutes personnes Ecclésiastiques de l'appuier ou de s'en servir sous les peines de suspension & d'excommunication *ipso facto* portées par nos susdites Ordonnances que nous déclarons n'avoir reçu aucune atteinte, mais subsister dans toute leur force & vertu : Et mandons au premier Prestre Clerc tonsuré, ou autre sur ce requis, que pour la signification & exécution de nostre presente Ordonnance, il fasse tous les actes requis & nécessaires. Donnée à Alet dans nostre hostel Episcopal le 22. Octob. 1677. signé N I C O L A S Evêque d'Alet, & plus bas par mon dit Seigneur MERCIER.

Le même jour M. l'Evêque d'Alet écrivit à M. le Cardinal de Bonzy Archevêque de Narbonne cette lettre toute de sa main.

L E T T R E

DE M. L'EVEQUE D'ALET,

*A M. le Cardinal de Bonzy Archevêque
de Narbonne.*

22. Oct.
1677.

J'Emploie, MONSEIGNEUR, le peu de forces qui me restent de la dernière infirmité qui m'est arrivée, pour vous porter mes plaintes de l'entreprise que vostre Vicaire général & Official vient de faire sur la dignité & le caractère qu'il a plû à Dieu de me donner, par le jugement qu'il a publié & qu'il m'a fait signifier, au sujet de l'appel interjeté par devant luy par le Sr. de Foix prétendu Doyen de nostre Eglise Cathédrale. Ce jugement est si irrégulier & si extraordinaire, que je n'ay pû m'empêcher de m'y opposer par une nouvelle Ordonnance que j'ay renduë pour soutenir celles qu'il a prétendu casser, dans laquelle j'en ay marqué au long les griefs, ce que je ne puis faire icy. Je vous conjure, MONSEIGNEUR, de ne pas souffrir qu'on fasse des entreprises si préjudiciables à l'ordre Episcopal, & vous demandant la continuation de l'honneur de vostre amitié qui me sera toujours très chère en N.S. je suis,

MONSEIGNEUR,

*En son amour, avec un profond respect,
vostre tres humble & tres
obeissant Serviteur*

A Alet le 22.

Octob. 1677.

NICOLAS Ev. D'ALET.

M. l'E.

M. l'Evêque d'Alet envoya son Ordonnance contre le Jugement de l'Official de Narbonne, à tous les Evêques de la Province avec cette lettre circulaire.

LETTRE CIRCULAIRE DE M. L'ÉVÊQUE D'ALET,

*A tous les Evêques de la Province de
Narbonne.*

MONSIEUR,

Sachant le soin qu'on a pris de publier de toutes parts, un Jugement du Vicairé général & Official de Narbonne, par lequel il a prétendu casser deux de mes Ordonnances, je ne doute point qu'il ne soit tombé entre vos mains. Mais je m'assure que vous aurez reconnu en même temps l'obligation où j'étois de m'opposer à une entreprise si irrégulière, & de maintenir de tout mon pouvoir les libertez de l'Eglise, aussi bien que la dignité & le caractère Episcopal qui ont esté également blessez en cette rencontre. C'est ce que j'ay tâché de faire par l'Ordonnance dont je vous envoie la copie, & dont la lecture vous fera aisément connoître, qu'il ne s'agit pas icy d'une affaire qui me soit particulière, mais d'une cause commune à toute nostre Province. J'espère, MONSIEUR, que vous prendrez toutes les mesures nécessaires pour empêcher qu'un tel Jugement n'ait aucun effet dans vostre diocèse, & pour con-

27.07.
1677.

servet

server dans cet esprit d'union où nous devons
estre, les droits & l'autorité de nostre Caractère
contre de pareilles entreprises, en attendant
que l'occasion se presente d'obtenir la répara-
tion de celle qui vient d'estre faite. Je suis avec
beaucoup de respect,

MONSEIGNEUR,

*Vostre très humble & très obéissant
serviteur & confrere*

Alet le 23.

Octob. 1677. NICOLAS-EV. D'ALET.

Le dimanche 24. Octobre M. d'Alet s'estant trou-
vé dans un grand affoiblissement, demanda les der-
niers Sacremens, qu'il reçut avec de grandes marques
de devotion & de piété.

Or pendant que ce Prélat, tout infirme qu'il
estoit, s'opposoit avec tant de vigueur au Juge-
ment de l'Official de Narbonne, M. l'Evêque de Pa-
miers animé du même Esprit soutenoit ses Ordon-
nances contre le Jugement de M. l'Archevêque de
Toulouse, & empêchoit l'intrusion des Régalistes
dans les bénéfices de son diocèse. Car un nommé le
Juge du diocèse de Lyon pourvû en Régale d'un Ca-
nonicat & de l'Aumonerie de l'Eglise Cathédrale de
Pamiers s'estant présenté le 23. Octobre pour en pren-
dre possession, M. de Pamiers luy fit deffence par une
Ordonnance particulière de s'ingérer dans ces bénéfices
à peine d'excommunication *ipso facto*: & afin que
d'autres n'entreprissent pas la même chose sous pré-
texte du Jugement rendu par M. l'Archevêque de
Toulouse, il donna le 27. du même mois l'Ordon-
nance suivante.

ORDONNANCE

DE M. L'EVEQUE DE PAMIER,.

Portant que ses précédentes Ordonnances contre les Régalistes seront exécutées, nonobstant le Jugement rendu par M. l' Archevêque de Toulouse.

FRANÇOIS par la miséricorde de Dieu ^{27. Octob. 1677.}
Evêque de Pamiers. A nos chers & bien aimez frères les Chanoines de nostre Eglise Cathédrale & de la Collégiale de Nostre Dame du Camp, Archiprestres, Recteurs, Vicaires, & autres Ecclésiastiques, Salut & bénédiction. Ayant appris qu'encore que par nostre Ordonnance du 23. de ce mois nous eussions fait deffences sous peine d'excommunication *ipso facto* à frère Jean François le Juge soy disant Prestre & Religieux profès de l'Ordre de S. Augustin & se prétendant pourvu en Régale d'un Canoniat & Aumonerie de nostre Eglise Cathédrale, de se mettre en possession dudit Canoniat & Aumonerie en vertu dudit Brevet, & que nous luy eussions dénoncé que nous faisons nos diligences pour faire déclarer nul certain prétendu Jugement rendu par M. l'Archevêque de Toulouse le 1. jour de Septembre 1677. qui cassoit une Ordonnance patelle par nous rendue le 28. Avril audit an, encore que les nullitez dudit Jugement, tant en

en la formè, que dans le fond, soient évidentes : dans la forme, ayant esté rendu sans nous ouïr ni appeller, & nostre Ordonnance ayant esté declarée contraire aux loix du Royaume, ce que ledit Seigneur Archevêque ne pouvoit faire : dans le fond, ledit Seigneur Archevêque n'ayant pû casser une Ordonnance qui n'estoit faite qu'en exécution d'un Concile général reçu dans le Royaume, & d'une Bulle expresse d'Alexandre V I I. confirmée par Lettres patentes de sa Majesté, & très conforme à la qualité des bénéfices de nostre Eglise Cathédrale qui est régulière depuis son institution. Neanmoins ledit le Juge n'a pas laissé de prendre possession desdits bénéfices ; ce que d'autres pourroient faire à son exemple, prétendant que ledit prétendu Jugement seroit encore en sa vigueur, jusqu'à ce qu'il ait esté cassé ou suspendu par l'appel. A CES CAUSES Nous ordonnons qu'il sera denoncé, tant audit le Juge qu'autres que besoin sera, que nous avons déclaré appel dudit prétendu Jugement par acte signifié tant audit Seigneur Archevêque de Toulouse qu'à son Promoteur le 26. de ce mois, & que nous avons obtenu des Lettres de quadrimestre de la Chancellerie de Toulouse qui seront signifiées, tant audit le Juge qu'autres qu'il appartiendra, afin qu'ils n'en prétendent cause d'ignorance, & que sous ce prétexte ils ne se croient à couvert des censures portées par les Ordonnances cy-devant par nous rendues, lesquelles nous renou-

vel-

vellons en tant que de besoin , sous les peines y contenuës , attendu les nullitez évidentes dudit prétendu jugement qui sont plus ample-
ment déduites dans le susdit Acte de déclaration d'appel. Ce faisant nous réitérons les inhibitions & deffences portées par nosdites Ordonnances des 26. Avril dernier & 23. de ce mois aux Chapitres de nostre Eglise Cathédrale & de la Collégiale de Nostre Dame du Camp , de recevoir aucuns pourvus en Régale dans les bénéfices de leursdites Eglises , en vertu des provisions par eux surprises , les installer , leur donner place au chœur ou au Chapitre , & les admettre à aucunes fonctions desdits bénéfices , à peine de suspension *ipso facto* , contre tous ceux qui auront appuyé ou favorisé ladite reception ou installation , & auxdits pourvus de s'y ingérer sous peine d'excommunication *ipso facto* , & à toutes personnes Ecclesiastiques de mettre en possession les dits Régalistes en vertu desdites provisions , assister à leur mise de possession , & leur donner ayde ou appui pour cet effet , à peine de suspension *ipso facto*. Et mandons au premier Prestre , Clerc tonsuré , ou autre sur ce requis , que pour la signification ou exécution de nostre presente Ordonnance , il fasse tous actes requis & nécessaires. Donné à Pamiers dans nostre l'hostel Episcopal le 72. d'Octob. 1677. Signé FRANÇOIS Evêque de Pamiers , & plus bas par Monseigneur DE CROY , Secrétaire.

M. le Cardinal de Bonzy Archevêque de Narbonne arriva vers la fin d'Octobre dans la Province de Languedoc pour y tenir les Estats convoquez à Pézenas. Il partit de cette Ville là, le 4. Novembre & vint express à Narbonne pour rendre l'Ordonnance suivante confirmative du Jugement de son Official.

ORDONNANCE

DE M. LE CARDINAL DE BONZY,
Archevêque de Narbonne.

PIERRE DE BONZY par la grace de Dieu & du S. Siège Apostolique Cardinal de la Sainte Eglise Romaine du titre de Saint Onuphre, Archevêque & Primat de Narbonne, President né des Estats généraux de la Province de Languedoc, Conseiller du Roy en tous ses Conseils, & grand Aumônier de la Reyne, à tous ceux qui ces presentes verront, Salut. M. M. les Suffragans de nostre Métropole ayant reçu de la part de M. l'Evêque d'Alet une lettre circulaire & une Ordonnance donnée par luy le 22. du mois d'Octobre dernier contre le jugement rendu par Me. Bernard du Mas Chanoine & Archidiaque des Corbieres dans nostre Eglise Sainte & Métropolitaine nostre Vicaire général & Official, sur l'appel interjetté par Me. Jean Pierre Gaston de Foix des Ordonnances dudit Sr. Evêque d'Alet du 5. Mars & 17. Octobre 1676. par l'union & la correspondance que l'Episcopat les sollicite d'avoir avec leur Métro-

Métropolitain, nous ont remis entre les mains une copie collationnée, tant de ladite Ordonnance, que de la Lettre Circulaire: & nous avons vû avec douleur, que dans celle-cy il tâche de les intéresser dans les plaintes qu'il fait contre ledit Jugement & contre la personne de nostre dit Vicaire général & Official, comme dans une cause commune, prétendant qu'il a entrepris contre les libertez de l'Eglise, les droits, la dignité, & l'autorité du Caractere Episcopal. C'est ce qu'il expose aussi dans ladite Ordonnance, s'écriant qu'un Prestre s'est élevé par une entreprise toutafait irréguliere audessus d'un Evêque: Que le defect de pouvoir, qui est le plus essentiel & le plus capable de rendre un Jugement nul, est toutafait visible dans celui dont il s'agit: Que n'ayant nul pouvoir sur les Evêques, il ne luy appartenoit pas de flétrir les Ordonnances, ni de luy faire deffence d'en rendre & d'en publier à l'avenir de semblables: Que sa qualité ne le mettoit pas en droit de faire un réglemeut général, comme devant servir de loy dans tous les diocèses d'une Province, en ordonnant que son Jugement seroit lu, publié, & affiché dans tous les Evêchez de la Métropole, & en faisant inhibitions & deffences à toutes personnes d'obéir à sesdites Ordonnances: Qu'il a passé les bornes de son pouvoir, lors qu'il les a declarées contraires aux loix du Royaume, cette manière de prononcer appartenant seulement aux Juges séculiers, & n'estant nullement du tribunal Ecclesiasti-

fiasque : Qu'il est de plus en cela tombé dans
 une erreur visible , lesdites Ordonnances ne
 contenant rien qui ne se trouve autorisé par
 les anciennes & nouvelles Déclarations des
 Rois, & particulièrement de Henry I V. & de
 Louis XIII. d'heureuse mémoire : Qu'il ne
 luy appartenoit pas de juger de l'affaire de la Ré-
 gale, qui est une affaire extraordinaire, toute
 publique & générale, & des plus importantes
 qui puissent arriver dans l'Eglise : & que par une
 suite nécessaire, il n'a pû, sans attentat, luy faire
 deffence d'user du pouvoir que le Concile de
 Lyon donne aux Evêques, d'employer les censu-
 res qu'il a expressement fulminées contre les
 violateurs de ces mêmes libertez & franchises
 qu'il soutient aujourd'hui : & qu'enfin ledit
 jugement contient sans contredit une nullité
 intolérable dans la forme, ayant esté rendu sans
 ouïr ni appeller les intéressés & sans qu'on leur
 ait fait même aucune citation. Si nous n'avions
 meilleure opinion que ledit S^r. Evêque d'A-
 let de M. M. nos Suffragans, nous craindri-
 ons qu'ils pourroient se laisser prévenir par les gran-
 des paroles de cet exposé, & qu'ils pourroient
 entrer dans le dessein qu'il a eu de les ligu-
 er contre l'Autorité supérieure que Dieu nous a
 commise. Mais nous sommes certains que leurs
 lumières & leur sagesse démesleront cette écorce
 de verité. Et ce n'est pas pour eux, c'est pour
 le public qui n'est pas si instruit de nos maxi-
 mes Ecclesiastiques, que nous nous sentons
 obligés de dire que dans le jugement rendu
 par

par nostre Vicaire General & Official , ce n'est pas un Prestre qui s'est élevé au dessus d'un Evêque ; mais que c'est un Prestre revêtu d'une Autorité supérieure qui a reprimé justement l'inférieure en cette occasion , où l'on peut dire ce qu'un Pape écrivoit autrefois à un Evêque de Chartres. *Judex à nobis delegatus vices nostras gerit : unde in causâ illâ est superior & major illis quorum causam suscipit terminandam.* En effet c'est la même autorité : c'est le même Tribunal , dit un autre Pape , auquel on ne peut point appeller du Vicaire General à l'Evêque. *Ne ab eisdem ad seipsos interponi appellatio videatur.* C'est par cette raison que dans le tribunal de la pénitence l'absolution d'un cas réservé & l'excommunication fulminée par un ministre délégué à cet effet , est aussi valide devant Dieu , & lie & délie aussi efficacement , que si l'une & l'autre estoit émanée immédiatement d'un Evêque ou du Pape. C'est par cette raison que dans un Concile Provincial de Narbonne de l'an 1430. dont nous avons un Manuscrit , les Officiers de l'Archevêque se maintiennent dans l'usage contesté aujourd'hui par ledit S^r. Evêque d'Alet. C'est pour cela que M. de Rébé d'heureuse mémoire qui a gouverné avec tant de mérite cet Archevêché , ayant accordé à l'instance sollicitation de M. M. ses suffragans du nombre desquels estoit ledit Sieur Evêque d'Alet , que la connoissance de leurs Ordonnances fust ostée à l'Official , a fin qu'elles ne fussent point exposées dans un barreau

reau à la contestation des Avocats, se la reserva néanmoins ou à son Vicaire Général dans son Ordonnance du 15. Novembre 1642. portant règlement des juridictions spirituelles de cet Archevêché. C'est pour cela que le Clergé ayant par ses Remonstrances obtenu du Roy que les appellations des sentences & jugemens rendus par les Evêques seroient jugées par les Archevêques, Primats, & Supérieurs constituez en ordre Episcopal, sa Majesté dans l'article 4. de sa Déclaration du mois de Mars 1666. ajoute cette restriction, sauf en cas d'absence des susdits Archevêques & Evêques de leurs diocèses, à estre jugées par leurs Officiaux. C'est enfin par cette raison que dans tous les temps de l'Eglise, il y a eu quelquefois des Prestres, d'autresfois des Diacres qui ont presidé à des Conciles généraux par l'autorité qu'ils soutenoient, ou qui y ont porté leurs suffrages pour y condamner des Evêques, des Archevêques, & des Patriarches. Et c'est par là qu'il est évident que la prétention dudit Sr. Evêque d'Alet d'engager M. M. nos suffragans contre ledit Jugement sous prétexte de défaut de pouvoir de la part de noltredit Vicaire général & Official, est toutafait préjudiciable aux droits les plus essentiels de tous les Evêques, qui pourroient estre privez sur le même fondement d'envoyer leurs procureurs aux Conciles provinciaux ou généraux, s'il s'y agissoit de juger un Evêque, qui pourroit dire comme luy, que c'est une entreprise & un attentat qu'un

Prestre

Prestre juge & condamne un Evêque. Ne pourroit-il pas même leur arriver, que communicant leur autorité à un simple Chapelain de leur Eglise, ce que l'on fait quelquefois, les Dignitez de la même Eglise coupables ne s'élevassent contre cette autorité, en disant que c'est une entreprise irrégulière, qu'un simple Chapelain prétende de juger les premières Dignitez de leur Cathédrale? Il est donc visible que nostredit Vicaire général & Official n'a pas manqué de pouvoir, & que sa charge luy a donné droit de connoistre des Ordonnances dudit Sr. Evêque d'Alet. Et il n'est pas moins visible qu'il n'est pas allé au delà de ses bornes. Car outre que ce n'est pas avoir prétendu faire un Règlement général dans la Province, que d'avoir fait inhibitions & deffences à toutes personnes d'obéir aux Ordonnances dudit Sr. Evêque d'Alet, ces inhibitions ne pouvant estre appliquées que dans le diocèse d'Alet, hors duquel lescdites Ordonnances sont sans autorité; non plus que d'avoir ordonné que son Jugement seroit publié & affiché dans tous les Evêchez de la Métropole, ledit Sr. Evêque d'Alet luy ayant imposé la nécessité de pourvoir par ce moien, au trouble qu'il avoit jetté par l'éclat de ses Ordonnances, dans les consciences des pourvus en Régale, qui jouissoient paisiblement de leurs bénéfices dans tout le Languedoc. Quelle raison a-t-il luy même de prétendre que nostredit Vicaire général & Official ne puisse point faire publier & afficher en certaines occasions

ses Ordonnances dans tous les Evêchez de nostre Province, puis qu'il peut en nostre absence convoquer au Concile Provincial tous nos suffragans, & leur en faire signifier le Mandement dans les formes; qu'il peut même faire certains réglemens d'Officialité dans les Cours Métropolitaine & Primatiale, auxquels tous les diocèses de nostre Métropole seroient assujettis aux causes d'appel: & si ce Règlement se faisoit, ne seroit il pas expédient de le faire publier par tout pour l'instruction des parties? Cependant quoyque cet ordonné soit de sa compétence, nous sçavons qu'il a eu les égards qu'il doit envers M. M. nos suffragans, leur ayant demandé par une lettre circulaire, & particulièrement audit Sr. Evêque d'Alêt leur agrément pour faire publier le Jugement qu'il avoit rendu. La manière avec laquelle il a prononcé que lesdites Ordonnances estoient contraires aux loix du Royaume n'est pas moins de sa compétence: & c'est une chose surprenante que ledit Sr. Evêque d'Alêt, qui n'a jamais pû souffrir les appels comme d'abus dans son diocèse, les veuille insinuer dans la Province, en disant que nostredit Vicaire général & Official a entrepris sur la Jurisdiction seculière, & qu'ainsi il a passé les bornes du pouvoir que luy donne sa charge. Mais il ne luy sera pas aisé de surprendre le public, qui sera bien plus surpris de remarquer le peu de fidélité de son exposé, puisque nostredit Vicaire général & Official a prononcé que lesdites Ordonnances estoient contraires aux loix

loix du Royaume observées dans l'Eglise Gallicane. Cette manière est sans doute Ecclésiastique. Car tout le monde sçait, que comme il y a des loix qui ont passé de l'Eglise dans le siècle, il y en a qui ont passé du siècle dans l'Eglise: & l'Eglise n'a pas moins de droit de vanger celles-cy, que le siècle en a de vanger les autres. De sorte que dans l'occasion présente qui a donné lieu au Jugement rendu par nōstredit Vicair général & Official, la manière de prononcer dont on se plaint sans raison, est la même que s'il eust dit que les Ordonnances dudit Sr. Evêque d'Alet estoient contraires aux SS. Canons qui ordonnent de rendre à César ce qui appartient à César, & qui décernent des peines contre ceux qui y manquent: contraires à la discipline de ce Royaume, où les Assemblées générales du Clergé ont toujours pris des Délibérations de faire de très humbles remontrances au Roy pour les intérêts de l'Eglise Gallicane dans les occasions où ils sembloient recevoir quelque atteinte: Contraires à l'exemple que le Concile général de Calcédoine a donné, qui déféra à l'Empereur Marcien & aux Sénateurs qui y assistoient, la décision de l'affaire qui estoit entre le Métropolitain de Tyr & l'Evêque de Bérythe son suffragant. Celuy-cy avoit esté fait Métropolitain par un Rescrit de l'Empereur Théodose malgré la résistance de l'autre: & quoique ce fust un violement manifeste des SS. Canons, néanmoins le Concile usant de très humbles remontrances auprès de l'Empe-

reur Marcien, voulut que l'autorité du Prince
 réparast le mal que la même autorité avoit fait :
 contraires à un exemple pareil que nous a don-
 né S. Gregoire le Grand, qui fit publier dans son
 Patriarcat une loy injuste de l'Empereur Mau-
 rice, contre laquelle il fit ensuite ses remontran-
 ces: *Utrobique ergo*, dit-il, *qua debui exol-
 vi, qui & Imperatori obedientiam praeberi, &
 pro Deo quod sensi minime tacui*: Contraires
 enfin à la droite raison, qui deffend de se faire
 droit ouvertement par soy même au préjudice
 de la chose jugée par des Juges légitimes &
 compétens. Mais sans doute ledit Sr. Evêque
 d'Alet ne croit pas que nostre Grand Monar-
 que, à qui le Clergé avoit remis la décision de
 ce différent, qui aime également la justice &
 la gloire, & plus la Religion que ses avanta-
 ges, ait esté un juge compétent en cette cause.
 Il ne fait aucune mention ni de la Déclaration
 de S. M. du 10. Février 1678. ni de celle du
 mois d'Avril 1675. pendant qu'il prend un
 grand soin de citer celles de Henry IV. & de
 Louis XIII. d'heureuse mémoire, qui ne de-
 cident rien, selon même le sentiment de feu
 M. de Marca. Nostredit Vicaire général & Of-
 ficial a pris une route toute contraire, & re-
 gardant la Déclaration de S. M. comme le der-
 nier Jugement décisif & net rendu sur la Ré-
 gale, il ne s'est pas ingéré de juger, comme on
 luy impose, cette affaire extraordinaire, toute
 publique, & générale, & des plus importantes
 qui puisse arriver dans l'Eglise. Il l'a regardée
 com-

comme jugée contradictoirement par ladite Déclaration. Mais il a jugé des Ordonnances dudit Sr. Evêque d'Alet, & les ayant trouvé dignes de la censure dont il les a notées, il luy a fait deffence, non pas d'user du pouvoir que le Concile de Lyon donne aux Evêques, mais d'en abuser, comme il a fait par des Ordonnances pleines d'erreurs intolérables. Et en ce-cy il n'a pas non plus excédé son pouvoir, comme il paroist par le règlement de feu M. de Rébé & par la Déclaration de S. M. & que pouvant convoquer nos suffragans au Concile Provincial *per verbum mandamus*, selon le style, il peut par conséquent user de deffences en d'autres occasions: ce qui neanmoins ne luy donne point de pouvoir sur la personne des Evêques: il ne le pretend pas non plus; mais sur la chose que les Evêques font ou qu'ils sont obligés de faire. La dernière plainte que ledit Sr. Evêque d'Alet fait contre le Jugement qu'il attaque, est sur le prétendu défaut de forme; ayant esté rendu sans ouïr ni appeller les intéressés, & sans qu'on leur ait fait aucune citation. N'est-ce pas un changement bien étrange? Ledit Sr. Evêque d'Alet, qui ne vouloit point qu'on luy fît des deffences, veut un moment après qu'on le cite. Mais on a eu plus de respect pour la Dignité qu'il n'en demande, & cependant on a gardé la forme nécessaire en cette occasion. Il s'agissoit seulement du refus d'une installation à un bénéfice sur un Brevet de Régale; comme il s'agit d'autrefois d'un refus

d'un *visa* sur une signature de Rome. Si ledit Sr. Evêque d'Alet en avoit dit les causes au bas d'un acte, comme il les a deduites souvent sur le blanc d'une signature de Rome, n'est-il pas vray que nostredit Vicairé général & Official, ne trouvant point justes les causes du refus, eust pû, sans appeller les parties, ordonner ladite installation, en la même manière qu'il donne le *visa* d'un bénéfice sur une signature de Rome, après un refus qui ne luy paroist pas juste? Pourquoi ledit Sr. Evêque d'Alet veut-il plus de formalitez après un refus sur un Brevet du Roy, qu'après un refus sur une signature du Pape? Qu'est-ce donc qu'on a fait icy qui ne soit pas selon les formes? On a suivi même celle que ledit Sr. Evêque d'Alet a gardée. Car comme ce Prélat avoit donné une Ordonnance contenant les causes du refus fait jaudit de Foix après en avoir fait publier dans son diocèse une générale contre les Régalistes, nostredit Vicairé général & Official a rendu son Jugement contenant les raisons qu'il a eu de le faire, par lequel il ordonne l'installation dudit de Foix & remédie au mal desdites Ordonnances. Après toutes ces puissantes raisons, il n'y a personne qui ne doive estre convaincu que nostredit Vicairé général & Official a esté en droit de rendre ledit Jugement, & qu'il est Juridique, tant dans la forme, que dans le fond; qu'au contraire ledit Sr. Evêque d'Alet a usé d'attentat contre nostre autorité par sa dernière Ordonnance; qu'il s'est élevé par une entreprise sans exem-

exem-

exemple contre son Métropolitain ; & qu'il ne rend qu'à troubler la paix de l'Eglise & le repos des consciences. A CES CAUSES oui nostre Promoteur & requerant qu'il nous plust, en cassant l'Ordonnance dudit Sr. Evêque d'Alet comme attentatoire, ordonner que le Jugement rendu par nostredit Vicaire général & Official luy sera signifié pour la seconde fois avec les mêmes deffences & les mêmes injonctions aux Chapitres de la Cathédrale & Collégiale à peine d'excommunication encourable par le seul fait par les particuliers Chanoines opinans aucontraire : & pour réparation de l'attentat dudit Sr. Evêque d'Alet, qu'il nous plût, avec les permissions requises, convoquer le Concile Provincial, pour ledit Sr. Evêque d'Alet y estre cité, jugé, & condamné aux peines Canoniques, ainsy que de raison. N o u s. ayant égard auxdites réquisitions avons déclaré & déclarons ladite Ordonnance dudit Sr. Evêque d'Alet du 22. Octobre dernier, contraire aux SS. Canons & aux loix du Royaume observées dans l'Eglise Gallicane, attentatoire, troublant le repos des consciences, & renversant l'ordre Hierarchique, & les censures portées par icelle, nulles & de nul effect. Luy avons fait & faisons inhibitions & deffences d'en faire à l'avenir de semblables, à peine d'estre procédé contre luy par les voies canoniques. Avons ordonné & ordonnons que le Jugement rendu par nostredit Vicaire général & Official luy sera signifié pour la seconde fois & aux Cha-

pitres de la Cathédrale d'Alet & de la Collégiale de S. Paul, auxquels nous avons enjoint & enjoignons d'y déférer & de l'exécuter en tous ses poincts, à peine d'excommunication encourable par le seul fait par les Chanoines opinans au contraire, & par tous les particuliers Ecclésiastiques qui directement ou indirectement empêcheront l'exécution, tant dudit jugement, que de nostre presente Ordonnance. Mandant au premier Prestre, Clerc tonsuré, ou Appariteur requis, de faire pour l'intimation & signification des presentes tous exploicts & autres actes nécessaires. Donné à Narbonne le 5. Novembre 1677. Signé PIERRE Cardinal Archevêque & Primat de Narbonne & plus bas, par son Eme. Monseigneur.

MOULIERE Secrétaire.

On imprima cette Ordonnance toute la nuit suivante sur l'avis qu'on eut que M. l'Evêque d'Alet estoit à l'extremité, & le lendemain 6. Novembre un homme vint en poste la faire signifier. M. l'Evêque d'Alet, qui avoit encore l'esprit & le jugement libres, quoy qu'il ne pust parler qu'à voix basse & avec beaucoup de difficulté, fit réponse à l'instant qu'il en estoit appellant. Et comme l'huissier n'attendit pas que le portier, à qui il s'estoit adressé, luy fist cette réponse pour la mettre dans l'exploict, on envoya quelques jours après un huissier à Narbonne pour en faire la declaration. Mais on l'arresta prisonnier, sur ce qu'on pretendit qu'il n'avoit pas un pouvoir suffisant & en bonne forme pour faire une telle declaration. C'est ce qui obligea M. l'Evêque d'Alet de passer pardevant un Notaire l'acte suivant, qu'il signa de sa main, & qui fut signifié deux jours après à M. le Cardinal de Bonzy en parlant à ses Officiers en son hostel Archiepiscopal.

A C T E.

ACTE D'APPEL

DE L'ORDONNANCE

DE M. LE CARD. DE BONZY,

Archevêque de Narbonne.

L'An 1677. & le 12. jour du mois de Novembre dans la ville d'Alet & dans l'hostel Episcopal par devant moy Nottaire royal sousigné & presens les témoins bas nommez, fut constitué en sa personne Messire Nicolas Pavillon Evêque & Seigneur d'Alet, detenu au liêt de maladie depuis environ un mois; lequel ayant eu connoissance de l'emprisonnement fait de la personne de l'Archer envoyé de son ordre en la ville de Narbonne pour signifier l'acte retenu le sixième du présent mois par moy sousigné Notaire contenant la Déclaration d'Appel faite de son mandement par Estienne Durant portier de l'hostel Episcopal, de l'Ordonnance renduë par M. le Cardinal de Bonzy Archevêque de Narbonne le 5. du courant, l'huissier qui a signifié ladite Ordonnance, n'ayant voulu donner le temps de faire sçavoir audit Seigneur Evêque ladite signification ni prendre sa réponce, comme il avoit promis de faire: & ledit Seigneur Evêque n'ayant pû faire ledit acte acause de son indisposition, n'estant pas à cette heure là en estat d'estre vû que de ses domestiques, il auroit chargé ledit Durand de le faire; d'autant plus que c'estoit à luy que

la signification avoit esté faite, & que ledit huissier avoit promis d'attendre réponse. C'est pourquoy par le present acte ledit Seigneur Evêque approuve & ratifie ledit acte fait par ledit Durant, & déclare que c'est de son ordre que ledit Archer est allé audit Narbonne pour en faire la signification; lequel on pouvoit ne pas traiter si durement, puisqu'il ne faisoit que signifier un acte de justice duquel il n'est nullement responsable. Et entant que de besoin ledit Seigneur Evêque déclare qu'il est appellant au S. Siege de ladite Ordonnance dudit jour 5. du courant, tant par voie de nullité, incompetence, & autres voies de droit, & a protesté & proteste de l'indue detention dudit Archer & paraphe de l'acte qu'il s'estoit mis en devoir de signifier en faisant sa charge, & de tout ce qu'il peut & doit protester: ayant requis moy Notaire de retenir le present acte pour estre signifié tant audit Seigneur Archevêque, qu'autres qu'il appartiendra. Fait en présence &c. Signé NICOLAS Evêque d'Alet &c.

Outre cet acte d'appel, on en dressa un autre étendu & raisonné, dans lequel on faisoit voir les griefs & les nullitez de l'Ordonnance de M. le Cardinal de Bonzy. Mais l'extrémité de la maladie de M. l'Evêque d'Alet fut cause qu'on ne pût l'expedier ny le faire signifier. On en mettra toutefois icy le projet; parcequ'on y répond solidement aux raisons par lesquelles M. le Card. de Bonzy s'est efforcé, dans l'exposé de son Ordonnance, de justifier le procedé de son Vicaire général & Official.

P R O J E T

*D'un Acte d'Appel & de Protestation contre
l'Ordonnance*

DE M. LE CARDINAL DE BONZY,
Archevêque de Narbonne.

L'An 1677. le . . &c. fut présent Illustissime & Reverendissime MESSIRE NICOLAS PAVILLON Evêque d'Alet, lequel adressant sa parole à Monseigneur le Cardinal de Bonzy Archevêque de Narbonne, au Sr. Candelou Promoteur du même diocèse, & à M^e. Jean Pierre Gaston de Foix Prestre, leur a dit, qu'ayant esté obligé de maintenir l'autorité sacrée de l'Episcopat par son Ordonnance du 22. Octob. dernier contre l'entreprise de M^e. Bernard du Mas Official de Narbonne, qui par un attentat injurieux à l'Episcopat, s'estoit ingéré de casser les Ordonnances des 5. Mars & 17. Octobre 1676. que ledit Seigneur Evêque d'Alet avoit faites pour deffendre l'exemption & la liberté Canonique de son Eglise, il a esté surpris de voir que mondit Seigneur le Cardinal de Bonzy Archevêque de Narbonne, au lieu d'appuier la cause commune de l'Episcopat offensé en la personne du plus ancien des Evêques suffragans de cette Province, s'est rangé du parti de son Official, & pour appuier son entreprise, il a publié une Ordonnance le 5. Novemb.

dernier, par laquelle il déclare celle dudit Sei-
 gneur Evêque d'Alet contraire aux SS. Canons,
 & aux loix du Royaume observées dans l'Eglise
 Gallicane, attentatoire, troublant le repos des
 consciences, & renversant l'ordre hierarchi-
 que, & les censures portées par icelle nulles &
 de nul effet; faisant deffenses audit Seigneur
 Evêque d'Alet d'en faire à l'avenir de sembla-
 bles à peine d'estre procedé contre luy par les
 voies canoniques: & ordonne que le Juge-
 ment rendu par ledit Official luy sera signifié
 pour une seconde fois, & aux Chapitres de l'E-
 glise Cathédrale d'Alet & de l'Eglise Collégiale
 de S. Paul, auxquels il est enjoint d'y déférer &
 de l'exécuter en tous ses points, à peine d'ex-
 communication encourable par le seul fait par-
 les Chanoines opinans au contraire, & par tous
 les particuliers Ecclésiastiques qui directement
 ou indirectement empêcheront l'exécution tant
 dudit Jugement que de ladite Ordonnance.
 Delaquelle Ordonnance ledit Seigneur Evêque
 d'Alet a interjetté appel à l'instant qu'elle luy
 a esté signifiée. Et ledit Seigneur Evêque d'Alet
 a d'autant plus de sujet de se plaindre du mau-
 vais traitement dont il a plû audit Seigneur Car-
 dinal Archevêque de Narbonne d'user en son
 endroit, que ledit Seigneur Evêque d'Alet avoit
 par une Lettre du 6. Juin 1676. dont on a joint
 la copie à cet acte icy, expliqué audit Seigneur
 Cardinal les raisons & les motifs par lesquels il
 avoit crû estre obligé, selon son devoir & sa
 conscience, de rendre son Ordonnance du 5.

Mars.

Mars 1676. qui ne tend qu'à conſerver la franchise & la liberté naturelle & Canonique de l'Egliſe d'Alet, dont il eſt le dépoſitaire, & qui la rend exempte du droit de Régale qu'on y a voulu de nouveau introduire. Et cependant, ſans que ledit Seigneur Cardinal ait pris le ſoin d'inſtruire ledit Seigneur Evêque d'Alet, ni de l'éclaircir ſur les choſes qu'il luy avoit représentées, il a commencé, contre les règles de la bienſeance & de l'équité, par rendre ſon Ordonnance, & il a affecté de la faire imprimer & debiter publiquement, afin de flétrir davantage la dignité & le caractère Episcopale; au lieu de réprimer la hardieſſe de ſon Official & luy faire réparer l'injure qu'il avoit faite à tous les Evêques en la perſonne dudit Seigneur Evêque d'Alet. C'eſt-ce qui engage ledit Seigneur Evêque d'Alet, en attendant qu'il explique ſes moyens d'appel, de répondre avec tout reſpect aux moyens allégués dans l'expoſé de cette Ordonnance du 5. Novembre dernier. Il y eſt dit premièrement que le Jugement rendu par ledit Sr. du Mas eſt fondé dans un pouvoir légitime; parcequ'il eſt Vicaire général & Official dudit Seigneur Archevêque de Narbonne, & partant qu'eſtant revêtu de ſon autorité, il a eu le pouvoir d'ordonner les mêmes choſes qu'auroit pu faire ledit Seigneur Archevêque, parcequ'en termes de droit le Juge délégué a la même puiffance que le ſupérieur dont il reſente l'autorité: & ſur cela ledit Seigneur Archevêque entaſſe diverſes preuves & diver-

ses autoritez en faveur des délégués jusqu'à alléguer, *qu'il y a eu autrefois des Prestres, d'autrefois des Diacres, qui ont presidé à des Conciles généraux par l'autorité qu'ils soutenoient, & qui y ont porté leurs suffrages pour y condamner des Evêques, des Archevêques, & des Patriarches.* Mais toutes ces preuves & autoritez sont absolument nulles, inutiles, & abusives, comme il est clair par diverses raisons. 1. Parcequ'elles sont fondées sur une supposition qui n'est pas véritable. Car un Officier n'est pas un jugé délégué, mais un Officier en titre, qui exerce une Jurisdiction ordinaire, ainsi que les autres juges dudit Seigneur Archevêque. Et ainsi tout ce qui est dit dans cette Ordonnance de l'autorité des juges délégués ne convient nullement au sujet. 2. Quoyqu'il soit vray en général que des Prestres & même des Diacres representant dans les Conciles les Sièges dont ils estoient députés, aient jugé des causes des Evêques, ils n'en ont pas néanmoins jugé seuls : ils y ont toujours esté joints à plusieurs Evêques ; & ainsi les Evêques y estoient toujours jugez par un nombre compétent d'Evêques. Mais le cas dont il s'agit est entièrement différent. Car c'est un Prestre seul, qui sans estre joint à aucun Evêque entreprend de juger un Evêque & de casser ses Ordonnances ; & c'est-ce qui n'est autorisé par aucun exemple de l'antiquité. 3. Si les principes dudit Seigneur Archevêque avoient lieu, il s'ensuivroit que dans les causes

mêmes.

mêmes qui regarderoient les personnes des Evêques, & où il s'agiroit de les déposer, ils pourroient estre jugez par une douzaine de Diacres délégués d'autant d'Evêques, sans qu'aucun Evêque ni Archevêque se donnast la peine de connoître par luy même de leur cause. Et comme on ne sçauroit rien dire de plus contraire aux Canons ni de plus injurieux à l'Episcopat, il est clair que des délégués ne peuvent pas toujours à l'égard des Evêques, ce que pourroient ceux qui les délèguent. On voit par là combien les pretentions de l'Official de Narbonne sont mal fondées; & cela seul suffiroit pour établir le droit des Evêques. Mais pour le mettre hors de toute contestation, il suffit de dire qu'il est fondé sur un des plus solides & des plus indubitables principes de la police Ecclésiastique. Ce principe est qu'un droit établi par les anciens Canons, ne peut estre détruit que par une autorité égale ou supérieure aux Conciles qui les ont faits, ou par un usage & une possession contraire qui soit devenue légitime par la prescription & par la soumission volontaire des parties. Or on ne peut douter que par le Droit ancien les causes des Evêques ne dussent estre jugées par l'Archevêque & par le Concile de la Province, & nullement par des députés. On demande donc qui a aboli cette pratique? Y a-t-il quelque Concile Ecumenique qui ait établi une autre forme de Jugement & qui soumette les Evêques aux Officiaux? M. l'Archevêque de Narbonne auroit

en trop d'intérêt de les citer pour croire qu'il
 ait oublié de le faire, s'il y en avoit. Les Evê-
 ques ont-ils consenti à estre privez de ce droit ?
 Les propres autoritez alleguées par M. l'Arche-
 vêque de Narbonne prouvent le contraire. Car
 il reconnoist luy même que les suffragans de
 Narbonne ont prétendu que la connoissance de
 leurs Ordonnances n'appartient point à l'Offi-
 cial de Narbonne, & même que tout le Cler-
 gé de France a fait des Remontrances au Roy
 sur ce point. Lesdits Officiaux sont-ils en posses-
 sion de ce droit par une coutume qui leur ait
 acquis une prescription légitime ? Nullement :
 & quand ils ont prétendu en user, ils ont esté
 au contraire réprimez par des Arrests du Parle-
 ment de Paris, par lesquels des citations faites
 par des Officiaux Métropolitains à des Evê-
 ques suffragans sont déclarées abusives ; bien
 loin qu'on leur ait permis de les condamner
 sans les citer, ce qui est contre toute sorte de
 formes. Il y en a un tres célèbre rendu en 1577.
 au profit des Evêques de Chartres & de Meaux
 appellans comme d'abus de ce que l'Official de
 l'Archevêque de Sens les avoit fait citer par de-
 vant luy en règlement de discipline. La Cour
 dit qu'il avoit esté abusivement procédé, cassé,
 & annulle la citation, & ordonne par forme
 de règlement que les Evêques suffragans ne se-
 ront tenus de répondre & obéir sinon aux Ar-
 chevêques en personne, suivant le Droit, lors-
 qu'il s'agira de discipline & correction ecclé-
 siastique, & non devant leurs Vicaires & Of-

ficiaux.

ficiaux. Il y a encore deux autres Arrests plus
 anciens sur ce même sujet rapportez par Du
 Luc dans le Recœuil des Arrests qu'il a donné
 au public, rendus au profit des Evêques de
 Nevers & de Troye, des années 1550. & 1553.
 sur de semblables citations qui avoient esté
 faites contre eux par l'Official de Sens, qui fu-
 rent aussi déclarées abusives par la Cour. Sur-
 quoy ledit Du Luc a écrit ces paroles remar-
 quables. *Potest quidem Archiepiscopus Provin-*
cialem Episcopum in jus ad se vocari jubere in
eumque jus dicere; sed neque per Juridicum
quem Officialem appellant, neque per Vica-
rium quacumque præditum potestate. Qui er-
go? Sanè per semetipsum & alios Provincia-
les Episcopos quos in Concilio adhibere habet
necessè: cujus contrarium cum Senonensis Ar-
chiepiscopus in Nivernensem & Trecensem Epi-
scopos usurpasset, & ii abusum causati provo-
cassent, è forensi prælio superiores evaserunt.
 Ce qui est d'une Jurisprudence si certaine qu'il
 est inoui & sans exemple que des Officiaux
 Métropolitains se soient ingérez de faire de
 pareils attentats à celuy dudit Sr. du Mas, qui
 doit par conséquent estre fortement réprimé.
 En effet tant s'en faut que l'Official de Nar-
 bonne ait pû connoistre par luy même de l'Or-
 donnance dudit Seigneur Evêque d'Alet, que
 ledit Seigneur Archevêque de Narbonne n'au-
 roit pas eu la puissance d'en juger seul en la
 manière que son Official a fait; non seu-
 lement par les raisons déduites dans l'Acte de
 Mon-

Monseigneur l'Evêque de Pamiers, qu'on ne repetera point en ce lieu ; qui sont de l'avoir fait sans connoissance de cause & sans appeller les parties, ce qui est absolument contraire à l'esprit de l'Eglise & aux SS. Canons, comme on peut voir par Saint Gregoire le Grand livre 7. Epist. 62. par les Capitulaires d'Adrien ch. 22. & 26. par le Concile d'Aix-la-Chapelle de l'an 816. livre 1. chap. 35. mais aussi parce qu'encore qu'un Archevêque Métropolitain soit supérieur à ses suffragans, il ne peut juger d'eux néanmoins que dans les cas de droit ; & il ne peut pas même le faire seul, mais il doit assembler le Concile de la Province : ce qui est expressément marqué par les Conciles d'Antioche de l'an 341. c. 14. de Constantinople de l'an 382. & par les Capitulaires d'Adrien c. 29. L'accusation que fait ledit Seigneur Archevêque de Narbonne contre ledit Seigneur Evêque d'Alet qu'il ne peut souffrir les Appels comme d'abus dans son diocèse, marque qu'il est mal informé de sa conduite. Car il a toujours souffert ces sortes d'Appels, lors qu'ils n'estoient point visiblement frauduleux & destinez uniquement à éluder les loix de l'Eglise, & il ne s'en est plaint que dans les cas où tous les Evêques s'en plaignent, & dans lesquels le Conseil du Roy & les Parlemens mêmes approuvent leurs plaintes. Ledit Seigneur Evêque d'Alet ne s'arrêtera pas à ce que ledit Seigneur Archevêque allégué, que son Official déclarant l'Ordonnance dudit Seigneur Evêque

que d'Alet contraire aux loix du Royaume, avoit ajouté ces mots, *observées dans l'Eglise Gallicane*, pour monstrier qu'il parloit des loix qui estoient passées de l'Estat dans l'Eglise, & qui estoient ainsi devenues loix Ecclesiastiques. Car on ne scauroit dire de quelles loix ledit Official entend parler, & quelles sont ces loix de l'Eglise & de l'Estat qu'il accuse ledit Seigneur Evêque d'Alet d'avoir violées. On avoit crû d'abord qu'il parloit de la Déclaration même du Roy donnée sur le sujet de la Régale, & comme il estoit clair qu'elle n'a pas esté reçue par l'Eglise, on n'avoit pas fait attention à ces mots, *observées dans l'Eglise*. Mais ledit Seigneur Archevêque de Narbonne, qui a bien vû qu'on ne peut faire passer la Déclaration du Roy touchant la Régale pour une loy Ecclesiastique, tâche de donner un autre sens aux paroles de son Official, & de les rapporter à une prétendue loy du Royaume qui deffend, dit-il, aux Evêques de procéder par voie d'Ordonnance dans les choses réglées par des juges compétens & qui ne laisse que la voie de Remontrances. Surquoy il suffit de répondre qu'il n'y a aucune Loy du Royaume & de l'Eglise qui deffende à des Evêques de déclarer à des Ecclesiastiques qui ont manifestement violé l'Ordonnance d'un Concile Ecumenique, qu'ils ont encouru l'excommunication portée par ce Concile : & c'est proprement tout ce qu'a fait ledit Seigneur Evêque d'Alet. Encore n'en est-il venu à cette déclaration, qu'après
avoir

avoir écrit à l'Assemblée générale du Clergé de 1675. & audit Seigneur Archevêque de Narbonne qui estoit à Paris, pour les porter à faire de très humbles Remontrances au Roy sur cette affaire : ce que n'ayant pû obtenir, il auroit écrit luy-même à sa Majesté & luy auroit rendu compte des motifs par lesquels il avoit crû estre obligé de s'opposer à ceux qui avoient obtenu en Régale les bénéfices de son diocèse. Ce qui fait voir que ledit Seigneur Evêque d'Alet a gardé les mesures que le respect du à S. M. demandoit de luy en cette rencontre, & que s'il a rendu des Ordonnances contre les Régalistes, ce n'a esté que pour satisfaire à l'obligation que l'Eglise luy en a imposée dans un Concile général, & pour s'acquiter d'un devoir attaché à son ministère. II. On ne peut dire avec aucune apparence que l'affaire de la Régale ait esté jugée par des juges compétens. Car il est certain que la Régale enfermant des droits spirituels, comme la collation des bénéfices, ne peut estre acquise aux Rois que par deux voies, l'une par une concession expresse de l'Eglise & par une loy Ecclésiastique que l'Eglise ait faite dans une Assemblée légitime : l'autre par une possession qui donne lieu de présumer un consentement tacite de l'Eglise. Or il est clair qu'il n'y a ni loy Ecclésiastique qui donne au Roy le droit de Régale dans la Province de Languedoc, ny possession légitime qui le luy ait acquis. Que peut donc opérer une Déclaration du Roy donnée sur une affaire

de cette nature? Elle n'est pas une loy Ecclesiastique par elle même : elle n'est pas aussi une preuve de possession , & elle est plutôt une preuve du contraire ; puisque c'est en vertu de cette Déclaration qu'on prétend mettre le Roy en possession du droit de Régale dont il ne jouissoit pas auparavant. Elle ne peut donc estre qu'une marque de la volonté du Prince. Or le Roy a trop de Religion & de piété pour vouloir que sa volonté tienne lieu de loy Ecclesiastique & de Jugement compétent dans une matière Ecclesiastique. C'est à l'Eglise à voir si elle luy a accordé un droit qu'il ne peut tenir que d'elle : & l'on ne pourra jamais dire raisonnablement que cette matière ait esté décidée par des juges compétens , tant que l'Eglise n'aura aucune part aux décisions qui s'en feront , & qu'elles ne porteront les marques que de la seule autorité séculière. III. Le Clergé du Royaume n'a point proprement reconnu la Jurisdiction du Conseil pour le fond de cette affaire , mais seulement pour les instances particulières entre les pourvus en Régale & les titulaires des bénéfices , qui avoient esté evoquées du Parlement ensuite des Remontrances faites par le Clergé à Henry IV. & au feu Roy Louis XIII. contre l'Arrest du Parlement de Paris de 1608. comme ledit Sieur Evêque d'Alers l'a représenté avec assez d'étendue audit Seigneur Archevêque de Narbonne dans sa Lettre du 6. Juin 1676. La comparaison que fait ensuite ledit Seigneur Archevêque du procédé que
peut

peut garder un Official ou Grand Vicaire, quand un Evêque refuse le *Visa* à un Ecclésiastique pourvû en Cour de Rome, avec celle dont son Official a usé à l'égard dudit Seigneur Evêque d'Alet en condamnant son Ordonnance, pour en conclure qu'il a pû se dispenser de le citer, est notoirement défectueuse. Car outre les raisons alléguées dans l'Acte de Monseigneur l'Evêque de Pamiers contre un procédé semblable dont on a usé en son endroit, il est visible de plus qu'il y a une différence essentielle entre ces deux cas que l'on propose comme semblables. Car quand un Grand Vicaire ou Official accorde le *Visa* sur des provisions obtenues en Cour de Rome quoyqu'il ait esté refusé par un Evêque, il ne juge que des qualitez personnelles du pourvû : mais il ne juge pas du droit que le Pape a d'accorder des provisions; & ainsi il n'établit point de loy, & son Jugement ne tire point à conséquence. Mais il n'en est pas de même quand le refus du *Visa* est fondé, non sur des qualitez personnelles du pourvû, mais sur le défaut de droit dans le Collateur. Car alors l'Eglise à un très grand intérêt qu'on ne reconnoisse pas ce droit : elle en fait sa cause, & l'Evêque en est le deffenseur naturel. On ne le peut donc juger sans l'entendre : & il est bien étrange que l'Official de Narbonne ait pû se mettre dans l'esprit qu'il estoit compétent pour juger si toute la Province de Narbonne devoit estre assujettie au droit de Régale dont elle

elle a esté de tout temps libre & exempté, & qu'il avoit encore droit de juger seul cette cause sans appeller les Evêques intéressez à la deffence des droits de la Province. De sorte que selon cette étrange prétention, tous ceux qui voudront desormais depouiller l'Eglise de ses droits les plus essentiels, n'auront qu'à surprendre la Religion des Princes, & faire ensuite exécuter leurs Déclarations par des Officiaux qui déclareront tous les Evêques qui voudront s'y opposer violateurs des loix du Royaume observées dans l'Eglise. Il n'est pas besoin de représenter plus fortement les pernicieuses conséquences de ce procédé, qui tend visiblement à la ruine de tous les droits & de toute la discipline de l'Eglise, & même de toute la Religion. Par toutes ces raisons & autres à déduire en temps & lieu, ledit Seigneur Evêque d'Alet déclare à mondit Seigneur Cardinal Archevêque de Narbonne, auxdits Sieurs Promoteur & Jean Pierre Gaston de Foix, qu'il persiste en l'appel par luy déjà interjetté à N. S. P. le Pape & au Saint Siège Apostolique de ladite Ordonnance du 5. Novembre dernier, & proteste de nullité de tout ce qui pourroit estre fait & attenté au préjudice de sondit appel & de le faire réparer; étant des règles des Canons, qu'on ne peut rien innover au préjudice des appellations interjettées; & partant ses Ordonnances des 5. Mars, & 7. Octobre 1676. seront exécutées jusqu'à ce qu'il en ait esté autrement

or-

ordonné par sa Sainteté & par le Saint
Siège.

M. l'Evêque d'Alet avoit écrit deux lettres dès le 25. Jour d'Octobre qui estoit le 10. de sa maladie, l'une au Pape & l'autre au Roy, & il avoit chargé ceux qui estoient auprès de luy, de les envoyer après sa mort, qu'il prevoit estre prochaine.

Dans la lettre au Pape, outre l'affaire de la Regale, il parloit encore de celle de son Rituel, qui fut censuré à Rome d'une manière fort atroce sous le Pontificat de Clément IX. Et quoique cette censure n'ayant esté ni acceptée ni publiée en France, fust demeurée sans effet, toutefois M. l'Evêque d'Alet crut devoir, en cette dernière occasion, supplier sa Sainteté de vouloir remédier à l'injure qu'on s'estoit efforcé de faire à sa personne & à son ouvrage par cette condamnation.

TROISIEME LETTRE DE M. L'EVÊQUE D'ALET,

Au Pape INNOCENT XI.

TRE'S SAINT PE'RE,

Ms. B. B.
1677.

DANS l'extrémité où je me trouve réduit par la vieillesse & par une Paralyse qui augmente chaque jour, & qui me rend perclus de la moitié de mon corps, j'ay crû que je devois encore écrire ces lignes à VOSTRE SAINTÉTE', pour luy rendre ce dernier témoignage de mon union très étroite avec le Saint Siège & de la singulière vénération

tion que j'ay toujours eüe pour Elle. J'ay voulu aussi par là donner une dernière marque de mon amour à l'Eglise qui m'a esté confiée, en implorant pour elle Vostre Autorité, & la mer- tant sous Vostre Protection dont elle a mainte- nant un extrême besoin. J'ay fait jusqu'a pre- sent tout ce qui a esté en mon pouvoir pour luy conserver l'immunité du droit de Régale qui luy est naturelle, qui n'a jamais esté inter- rompuë, & qui luy est commune avec la Pro- vince Ecclesiastique de Narbonne, & avec plu- sieurs autres Provinces & Eglises. Mais je pre- voy qu'après ma mort qui s'approche, on ne tardera guère à l'assujettir à cẽ droit, à moins que vous n'emploiez vostre Autorité suprême auprès du R o y pour la garantir de ce joug si pesant. Il ne me reste, T R E' s S. P E' R E, en l'estat où je suis, que de supplier V. S. de la conserver dans la même liberté & immunité que je l'ay receuë il y après de quarante ans. Il y a encore une autre chose, T R E' s S. P E' R E, qui me cause beaucoup de douleur, sur tout en ce qu'elle semble donner quelque at- teinte à l'union que j'ay tousjours eüe avec le Saint Siège. C'est la Censure que les Inquisi- teurs de Rome ont faite du Rituel que j'ay pu- blié pour l'usage de mon diocèse. Je ne refuse pas de soumettre ce livre à un nouvel examen, quoyqu'il ait reçu une solennelle approba- tion d'un grand nombre d'Evêques de ce Royaume: je souhaite même que cet examen

se fasse, pourveu que V. S. daigne s'y appliquer Elle même avec sa bonté ordinaire. Je souscris déjà par le profond respect que j'ay pour Elle à tout ce que sa lumière & sa sagesse luy feront juger avoir besoin de correction. Mais pour cette censure si atroce & si injurieuse de l'Inquisition, je supplie avec d'autant plus d'instance V. S. de vouloir la révoquer, que je voy avec douleur que sous prétexte de cette condamnation vague & indéfinie de nostre Rituel, la plupart des vérités de la Morale Chrestienne sont par tout traitées indignement par ces Docteurs relâchez, qui exercent une fausse & trompeuse domination sur le peuple de Dieu, selon l'expression du Prophète. Je demande pour dernière grace à V. S. qu'il luy plaise en même temps d'effacer cette tache dont on s'est efforcé de me noircir, & d'empêcher qu'on n'abuse plus long temps de cette censure pour décrier ce qu'il y a de plus saint dans la Morale & la Discipline de l'Eglise. Ainsi, T R E' S S. P' E' R E, me reposant avec une pleine confiance sur vostre bonté paternelle, de toutes les choses que je luy ay représentées dans cette lettre & dans ma précédente, j'attendray en patience la mort, estant fortifié de vostre Bénédiction Apostolique qu'il vous a déjà plu de m'accorder, & espérant d'estre encore soutenu devant le Tribunal du Souverain Juge, par vos prières dont j'ay un extrême besoin, & que je

vous

vous demande avec toute l'instance qu'il m'est possible.

TRES S. PERE

De V. S.

*Le très humble & très obeissant
fils & serviteur*

A Alet le 26.

Octob. 1677. NICOLAS Ev. D'ALET.

TROISIEME LETTRE
DE M. L'EVEQUE D'ALET,
AU ROY.

SIRE,

J'EMPLOIE les derniers momens de ma vie à examiner ce qui me reste à faire pour paroistre devant le jugement de Dieu. JESUS-CHRIST nous ordonne d'aller trouver nostre frère lors que nous sçavons qu'il a quelque indisposition contre nous, avant que de nous presenter à l'autel. C'est pourquoy estant sur le poinct d'offrir à Dieu mon dernier sacrifice qui est celuy de ma vie, je me crois particulièrement obligé de faire ce dernier effort pour adoucir l'esprit de VÔTRE MAJESTE', qui paroist indisposée contre moy depuis quelque

temps, acause de la conduite que j'ay gardée au
 sujet de la Régale. J'ose bien, SIRE, assurer
 VÔTRE MAJESTÉ, que j'ay toujours con-
 servé pour Elle les sentimens que les plus fidel-
 les sujets doivent à leur Souverain, encore que
 par l'obligation de mon ministère j'aye esté en-
 gagé en quelques rencontres à ne pas déferer à
 tous les ordres qui me sont venus de sa part. Je
 me suis donné l'honneur de luy en écrire, avec
 la liberté convenable au caractère des Evêques
 qui ont en depost les intérêts de l'Eglise: & je
 luy renouvelle, dans l'estat où je me trouve pre-
 sentement, le témoignage que ma conscience
 m'a toujours rendu, de n'avoir rien fait en ces
 occasions, que dans la seule veüe de satisfaire au
 devoir de ma charge. C'est ce qui me pourroit
 donner la confiance que Dieu ne me deman-
 dera pas compte de la peine que j'ay pû causer
 à VÔTRE MAJESTÉ. Le ne laissè pas nean-
 moins de m'acquiter envers Elle de ce dernier
 devoir: & je la supplie en même temps de me
 donner des marques de sa bonté en la personne
 des trois Ecclesiastiques de ma maison exiléz
 par son ordre, qu'on ne peut accuser d'autre
 chose, que d'avoir obéi à leur supérieur légitime,
 qu'ils regardoient en cette qualité comme ce-
 luy qui leur déclaroit la volonté de Dieu. J'es-
 père, SIRE, que s'il plaist à VÔTRE MA-
 JESTÉ d'y faire réflexion, Elle ne les laissera
 pas plus long-temps en cet estat. Je prie Dieu
 de vous combler de ses graces & de vous ren-
 dre un Roy selon son cœur. C'est le souhait

de celuy qui est avec un très profond respect,

SIRE,

DE VOSTRE MAJESTE'

*Le très humble, très obeissant, & très
fidelle serviteur & sujet*

A Alet le 25.

Octob. 1677. NICOLAS EV. D'ALET

Ces deux lettres & l'acte d'appel de l'Ordonnance de M. le Cardinal de Bonzy Archevêque de Narbonne furent les dernières actions de M. l'Evêque d'Alet. Il eut néanmoins encore quelques bons intervalles. Mais le second de Décembre il eut un nouvel accident d'apoplexie qui le mit à l'extrémité : & le cinquième du même mois, ayant perdu la connoissance & presque tout sentiment, il demeura en cet estat jusqu'au huitième, qu'il rendit son ame à Dieu vers les huit heures du matin. Il fut assisté à la mort par M. l'Evêque de Pamiers, qui fit l'enterrement & l'Oraison funèbre, où il y eut un concours extraordinaire de toutes sortes de personnes, tant du diocèse d'Alet, que des diocèses voisins, qui donnerent toutes les marques possibles de leur respect & de leur vénération pour le défunct.

La Lettre au Roy fut envoyée peu de jours après, & l'on a sçeu qu'elle fut lue devant sa Majesté en plein Conseil. Pour la lettre au Pape, M. l'Evêque de Pamiers s'en chargea, & il l'a depuis envoyée à sa Sainteté avec l'acte d'appel de l'Ordonnance de M. l'Archevêque de Narbonne.

F I N.

EPISTOLA

*Illustrissimi ac Reverendissimi Episcopi
Electensis,*

AD INNOCENTIUM XI.

Summum Pontificem.

BEATISSIME PATER.

DUm ex toto orbe Christiano plerique omnes certatim VESTRÆ se SANCTITATI sistunt, quò suam de canonica ejus electione latitiam testentur, Ipsique felicem Pontificatus administrationem exoptent; haud ingratum ei fore duxi, si ipse quoque per has literas ad Illam supplex accederem, & quod præsens officii genus explere nequeo, hac cartha devotionis meae singularisque observantiæ interprete, quàm demisse fieri potest, exolverem. Neque veritus sum, BEATISSIME PATER, ne inter tot faustas acclamantium voces non audirer, neve mihi ignobilis oppidi atque exigua diœceseos Episcopo, aditus ad Thronum Apostolicum occluderetur affluentia clarissimorum, cum Ecclesiastici, tum secularis ordinis virorum, qui hoc Pontificatus Vestri exordio Vestris pedibus deosculandis advolvuntur. Si-
qui-

*quidem pro certo habeo Vestra Beatitudini in illo dignitatum fastigio propositum esse CHR-
 STI DOMINI benignitatem imitari, cujus
 oculos & animum preciosa multorum divi-
 tum dona ab unius inopis viduae munusculo
 non avocarunt. Persuasum planè omnibus,
 BEATISSIME PATER, sanctitatem Ve-
 stram Cathedra suæ amplitudinem non secu-
 lari pompâ, sed religiosis pro commissi sibi
 gregis salute curis & laboribus metiri; hoc-
 què unum ei esse cordi, ut omni studio & to-
 ta mente propagandæ fidei, instaurandæ mo-
 rum disciplina, & publicæ paci stabiliendæ
 incumbat. Hæc sunt quæ à Sanctitate Vestra
 in universalis Ecclesiæ apice constituta omnes
 expectant. Faxit Deus ut quam summam
 sui expectationem concitavit, hanc copiosâ
 cœlestis dulcedinis benedictione roborata tnea-
 tur ac vincat. Verum, BEATISSIME PA-
 TER, cum tanta sint quæ à Vestra pietate,
 gravitate, constantia, zeloque religionis Or-
 bis Christianus expectat; id unum maximè
 sibi ab eximia Vestra Sanctitatis prudentia
 & moderatione Ecclesia Gallicana spondet,
 ut redditam sibi aliquot abhinc annis pacem
 servet, sedatasque Catholicorum Theologo-
 rum dissensiones unitatis atque concordie cu-
 stos & rector iterum excitari non patiatur.
 Cum autem nihil ea re, aut utilius Christia-
 nissimo regno, aut Vestra Sanctitati gloriosius
 esse possit; tum vero illud instaurandæ disci-*

plina Ecclesiastica ac moribus Christiana ple-
bis instituendis, quod unum maximè optat
Beatitudo Vestra, imprimis profuturum esse
nemo non videt. Et quidem, BEATISSI-
ME PATER, quadragesimus ferè annus est,
ex quo huic diœcesi administranda, Deo ita
permittente, admotus sum. Nihil autem to-
to illo tempore antiquius duxi, quàm popu-
lum mihi commissum salutaribus doctrinis im-
buere; Canonicam in administrandis Eccle-
sia sacramentis disciplinam sancire, & Cle-
ri plebisque mores ad normam Evangelii,
quantùm pro hujus labentis ævi infirmitate
licet, sacro-sancta Synodi Tridentina vesti-
giis inhaerendo, componere. Quàm parum
ea in re profeci, peccatis meis obsistentibus,
agnosco & doleo. Nihilominus, BEATIS-
SIME PATER, qualiscumque sit modo no-
stra diœcesis; hanc Sanctitatis Vestra oculis
supplex repraesento, mihiq; & pusillo gregi
ut paternam suam benedictionem impertiat,
enixè rogo. Nihil quippe octogenario seni
optabilius contigerit, aut acriores ad con-
summandum cursum animos addiderit, quàm
si imposterùm intelligam Sanctitati Vestrae
meam diœcesis administranda rationem non
improbari, mihiq; sperare liceat, fore ut
Apostolica vestra Charitas suo me sinu com-
plecti ac benignitate fovere dignetur. Deus
sue Ecclesiae incolumem servet Beatitudi-
nem Vestram & post diuturni Pontificatus
labo-

*labores in aeternum Domini gaudium intro-
ducat.*

BEATISSIME PATER,

Sanctitatis Vestrae

*Humillimus & obsequentissimus fi-
lius & famulus*

*Elect. 3. Nov.
Anni 1676.*

NICOLAUS E. Electensis.

EPISTOLA

*Illustrissimi ac Reverendissimi Episcopi
Appamienfis,*

AD INNOCENTIUM XI.

Summum Pontificem.

BEATISSIME PATER.

Quandoquidem infinita Dei bonitati
placuit frequentes & ferventes bono-
rum omnium preces audire, Pastorem
Ecclesiae postulantium, qui eam in multis mem-
bris erroribus infectam, vitiis corruptam,
tumultibus concussam, & dissensionibus ferè
discissam, instrueret, reformaret, ad pacem
& unitatem revocaret, eamque caelesti spon-
so qualem optat, sine macula & ruga exhi-
beret: Inter publicos fidelium Sanctitati Ve-
stra seu potius ipsi Ecclesiae congratulantium

plausus, Episcopi omnium minimi de tanto bono exultantis vocem misceri non importunum fore putavi. Nec enim vano deludimur gaudio, BEATISSIME PATER, nec falsa spe decipiemur. Eximia tum à natura tum à gratia Sanctitati Vestrae collatae dotes, quibus omnibus, quasi aliorum omnium spiritus ac vita, sapientissimus, sed ardentissimus Zelus accessit: Res praterea jam à Vestra Sanctitate initio Pontificatus praeclare mirabiliterque gesta, Deum in restauranda Ecclesiastica disciplina, è qua universi fere populi salus pendet, opera vestra usurum certissime pollicentur. Ego quidem, B. P. summa Sanctissimam Sedem reverentia semper sum prosecutus: à vita citius quam ab ejus fide aut cultu fuisset avulsus: Illius mandata tum interna animi demissione, cum externa veneratione suscepi, & ut potui, executioni demandavi, fidem & pietatem hinc in reliquas omnes Ecclesiae partes derivandam esse non dubitans. Verum meus ille cultus & prompta parataque ad omnes obedientiae partes voluntas, multis accessionibus excrevit, quando Deum sibi secundum cor suum virum elegisse audivi. Pastoralem enim Sanctitatis vestrae sollicitudinem in omnes Ecclesiae partes, imo & ad me quantumlibet indignum atque ad meam diocesim etsi remotissimam, sese diffusuram, ejusque consiliis seu potius praeceptis, ope, ac erga Dei im-

mensam misericordiam precibus, tenuitatem
meam, scientiâ, virtute, & zelo destitu-
tam, non parum juvandam putavi. Inte-
rim B. P. Deum Optimum Maximum assi-
duis obsecrationibus enixe rogabo, ut Sancti-
tatem Vestram Ecclesiae suae diutissimè ser-
vet incolumem, ejusque ad Cleri tum secula-
ris, tum regularis, totiusque Christiani Orbis
reformationem zelum, cujus tam praecla-
ra jam edidit specimina, in dies magis ac
magis accendat, ac demum in Illam dono-
rum suorum copiam & Apostolica gratiae
plenitudinem largiter effundat.

BEATISSIME PATER

Sanctitatis Vestrae

*Humillimus & obsequentissimus in
Christo filius.*

*Appamitis die I.
Decemb. 1676.*

FRANCISCUS E. Appamianensis...

B R E V E

INNOCENTII PP. XI.

*Ad Illustrissimum ac Reverendissimum
Episcopum Electensem.*

INNOCENTIUS PP. XI.

VENERABILIS FRATER, salutem
& Apostolicam benedictionem. Non
satis verbis exprimere possumus, quo
nos perfuderint gaudio devoti & obsequen-
tis animi significationes, quibus Pontificatum
nobis Maximum gratulata est Fraternitas tua.
Dum enim virtutum tuarum præstantiam, im-
pensasque sedulo à te magno cum animarum
profectu Ecclesia tibi commissæ curas vigilias-
que perpendimus, non parum allevari senti-
mus tristitiam quam demandata imbecillitati
nostræ omnium Ecclesiarum sollicitudo jure
merito in nobis excitavit. Solidam enim in
spem venimus, fore ut valida à singulari pie-
tate tua reliqui Episcopi capiant incitamen-
ta, ad creditos sibi greges pari vigilantia ac
charitate custodiendos: præsertim juxta tra-
ditam à Concilio Tridentino normam, quam
probè intelligis sanctissimis sapientissimisque
Præsulibus Ecclesiis sibi commissis strenuè re-
gendis, magno ac præcipuo semper usui &
adjumento fuisse. Nec minoris lætitiæ sumpsi-
mus argumentum ex eis quæ de servanda Theo-
logo-

logorum unitate ac concordia ad nos scripsisti. Te enim in eundem scopum enixè conspirante, facile nobis persuademus reliquos Gallia Episcopos eodem flagrantibus zelo, tuoque exemplo atque auctoritate permotos, sua in idipsum studia collaturos. Quod autem ad pastoralem nostram curam attinet, cum inter Christianos Principes temporalem pacem stabilire omni opera industriaque nitamur, multo magis adlaborabimus, ut spiritualem, à quâ pendet æterna, custodiamus. Quod ut facilius assequi possimus, assiduè à Fraternitate tuâ precibus juvari cupimus. Qui paratam interim ad Ecclesiæ tuæ rationes promovendas voluntatem nostram tibi pollicemur, atque Apostolicam benedictionem peramanter impertimur. Datum Romæ apud Sanctum Petrum sub annulo Piscatoris. Die 3. Februarii M. DCLXXVII. Pontificatus nostri anno Primo.

Subscriptum,

MARIUS SPINULA.

B R E V E
INNOCENTII PP. XI.

*Ad Illustrissimum ac Reverendissimum
Episcopum Appamiensem.*

INNOCENTIUS PP. XI.

VENERABILIS FRATER, salutem
& Apostolicam benedictionem. Peculiari cum animi paterni sensu excepi-
mus eximias filialis observantiae significatio-
nes, quæ huic Sanctæ Sedi nobisque ad supre-
mum ejusdem regimen, immerentibus licet,
evehitis, devotè præstitit Fraternitas tua. Pie-
tatem enim, virtutem, ceterasque dotes, qui-
bus inclarescis, perspectas habemus, easque
libenter commendamus: Ecclesiastica nimi-
rum disciplina moribusque instaurandis, in
quod præcipuè curas nostras intendimus, plu-
rimùm profuturas plane confidimus. Quia ve-
ro infirmæ sunt vires nostræ ad amplissimæ pro-
curationis partes obeundas, ut opportunum nobis
è cælo præsidium compares, quò pares oneri esse
possimus, interim cupimus: Fraternitati tuæ
Apostolicam benedictionem peramanter im-
partientes. Datum Romæ apud Sanctum Pe-
trum sub annulo Piscatoris die 3. Februarii
M. DCLXXVII. Pontificatus nostri anno
Primo.

Subscriptum,

MARIUS SPINULA
EPL.

EPISTOLA

Plurimum Gallie Antistitum

AD INNOCENTIUM XL

*Summum Pontificem.*De profligandis erroribus & corruptelis
Casuistarum.

BEATISSIME PATER.

E Tsi hæc Epistola exponendis Sanctitati
Vestree gravissimis Ecclesie vulneribus in-
stituta, in tristi & luctuoso argumento to-
ta versabitur; par est tamen, ut in ejus limine,
debita Deo optimo maximo gratiarum actione
fungamur, & nobismetipsis gratulemur, quod
Sanctitate Vestra in Apostolica Sede constitu-
ta, jam habeamus apud quem questus & ge-
mitus nostros libere nec inaniter effundere pos-
simus. Hac fiducia freti, BEATISSIME
PATER, de Gallicanæ Ecclesie morbis cum
Ipsa agere decrevimus, quorum summam, ne
multis moremur, ita breviter complecti licet.

Cum duabus potissimum rebus contineatur
Christianorum salus, fidei dogmatum sinceri-
tate, & integritate morum; varie jam inde
ab Ecclesie primordiis, utraque, tum demonum
fraude, tum hominum improbitate, tentata est;
nunquam tamen vel acrius vel astutius, quam
novissimis istis miserrimisque temporibus. Nam
ante

antea sola demum oppugnabatur aperte mysteriorum fides, nec moribus fere aliunde periculum, quam ex pravis exemplis, non autem ex dogmatum perversitate: atque ita errores fidei adversos facile declinabant quicumque ad columnam firmamentumque veritatis, hoc est Ecclesiæ auctoritatem firmiter adhaerescerent, ex ejus placitis fidem suam metiebantur: nec malorum exemplorum vim agrè frangebant, quibus cura erat ad bonorum vitam & nondum hominum fallaciis obscuratam Evangelii normam attendere. Quamquam autem a compluribus jam sæculis multa in populum Christianum vitia proruperint, superioribus tamen temporibus trepida adhuc & malè sibi conscia, formidinis aliquid & pudoris præ se ferebant. Ita cum in scelera prolaberentur multi, nulli tamen palam scelera defendebant.

Nunc vero, BEATISSIME PATER, tetrrior multò ac perniciosior lues Ecclesiam invasit. Augescenti enim in dies improborum multitudini adjunxit se certorum Scriptorum, ut mitissimè loquamur, improvida temeritas, quibus id demum videtur fuisse propositum, fovere hominum cupiditates, extinguere conscientie morsus, deferendi peccati stimulos evellere, iter ad vitia sternere, eadem peccatis quæ virtutibus, tenebris quæ luci, falsitati quæ veritati, jura tribuere; sceleribus denique formidinem, pudorem, infamiam, ipsum sceleris nomen detrahere.

Nes.

Nec veremur, BEATISSIME PATER, ne nos in hoc studio efferrî ac veritatis metas prætergredi judicet Sanctitas Vestra, postquam perspexerit quæ & quanta sit earum opinio-
nam corruptela, quæ tanquam puræ ac securæ ab istis Authoribus traduntur & Christianis in-
vehuntur. Cohorrescet, sat scimus, ad infan-
dorum dogmatum inauditam absurditatem A-
postolica Vestra Pietas, & talia Catholicis iis-
que litteratis in mentem venire potuisse, vix
Ipsa primâ fronte crederet. Sed eò tamen caligi-
nis prolapsos illos ac devolutos esse minus for-
tasse mirabitur, si quo animo instructi, quæ-
bus præjudiciis imbuti, ad excutiendas morum
regulas accesserint, attente cogitare digne-
tur.

Enimvero, ut Sanctitati Vestra notissimum
est, non ea quam passim in quibusdam nuperis
scriptoribus animadvertere est, levitate & re-
meritate, morum doctrina olim ab antiquis
tradebatur; sed longè gravius, cautius, se-
verius. Cum enim illis persuasum esset, quod
est à S. Thoma verissimè ac prudentissimè di-
ctum; „ Omnem questionem in quâ de pec-
„ cato mortali agitur, periculose determinari,
„ quia error, quo non creditur peccatum morta-
„ le quod est peccatum mortale, conscientiam
„ non excusat a toto, licet forte a tanto: „ nemo
cum tanto periculo de moribus sententiam fer-
re, aut opinationes suas in vulgus spargere
properabat. Itaque illi quos vocant conscientie
casus, non ab aliis ferè quam ab Episcopis, &
ple-

plerumque in Provincialibus Synodis definiebantur; ex quorum sensibus consilia sua moderabantur inferiores Sacerdotes: super gravioribus autem difficultatibus Episcopi sedem Apostolicam persæpe consulebant, quæ consultatio-nes tot eximia nobis summorum Pontificum responsa pepererunt.

At gliscente ingeniorum licentia cautiones istas nihil morati complures recentiores Theologi, omnia audacter definire cœperunt; idque quò securius facerent, illud imprimis amoliri periculum studuerunt, quod ex inveniendi veri difficultate nascitur. Eam ad rem opportunissimum ipsis visum est, veritatem ac falsitatem, ignorantiam atque cognitionem divinæ legis, pari securitate donare. Quid enim hoc posito in definiendis morum controversiis, & in sequendis Theologorum responsis periculosum esse potest? Ergo ut id conficerent, tametsi antiqui omnes Theologi Patrum vestigia secuti, nullam primorum & immutabilium legis æternæ principiorum ignorantiam invincibilem esse, & à peccato quemquam excusare maximo consensu statuissent: isti contrario planè decreto fidenter asseruerunt, in istis æternæ & immutabilis legis principiis ejusmodi ignorantiam dari posse, quæ & vinci nequeat & à peccato legis divinæ violatores eximat.

Hoc decreto semel ab ipsis stabilito & fixo, ut latius pateret illa legis divinæ sine peccato violanda venia & facultas, de augendo eorum numero qui veritatem invincibiliter ignorant

rant sedulo laborarunt ; atque in eorum classim statim retulerunt eos omnes quibus in aliqua questione non certa veritas affulget, sed rationes tantum utrinque probabiles. Quamvis enim nemini in eo statu posito desit inveniende veritatis via, si modo quæ veritatis ignaris & sapientiæ indigentibus, tum Scriptura, tum recta ratio præcipit, obire non refugiat ; istis tamen placuit ignorantiam in illis invincibilem agnoscere, atque adeo generali decreto probabilem opinionem, tametsi falsam & æternæ legi contrariam, sequentibus, plenam à peccato immunitatem largiti sunt. Imò ut vaga illa & promiscua, quam optabant, probabilia consuetudi libertas, nullis limitibus arctaretur, etiam iis qui probabilibus utrinque opinionibus ita distrahuntur, ut tamen alteram simul & probabiliorem & tutiorem judicent, sententiæ simul & minus probabilis & minus tutæ sequenda plenam veniam concesserunt.

Nihil ad omnem opinandi licentiam supererat, nisi ut id efficerent, probabilitates istas securitate donatas, nusquam non facile reperiri ; quod egregie præstiterunt, tum qui ad bene agendum & citra culpam, sufficere dixerunt quantumvis tenuem & dilutam probabilitatem, etiam eam quæ non nisi probabiliter probabilis sit ; tum qui ad conciliandam opinionibus probabilitatem, satis esse voluerunt quatuor, imò unius Doctoreis authoritatem ; quod ita certum est apud ipsos, ut qui sen-
ten-

tentia quatuor doctorum suffragiis nixa probabilitatem abroget, eum tardum & hebetem dicant; imò tam repugnantia loqui contendant, quam qui linea longitudinem neget & superficiei latitudinem. Hinc si quis Episcopus aliquam propositionem damnet, quam simul nonnullorum doctorum esse fateatur, continuo ipsum tanquam doctrina expertem, imò & veri discendi incapacem traducunt, ejusque decreta contemnunt ac ludibrio habent.

His decretis instructi novitii illi Doctores, mirum prorsus, BEATISSIME PATER, quas in morum doctrina strages ediderint, quas tenebras clarissimis Dei legibus offuderint, quot nova & inaudita protulerint, quam multa omnibus retro sæculis fixa & immota convulserint. Nec id imprudentibus ipsis invitisque factum: ultro id ipsi fatentur, agnoscunt, prædicant, & quasi summum Dei in Christianos beneficium jactant. „ Dam videmus, ajunt, tot diversas sententias in rebus
 „ moralibus circumferri, Divinam remur providentiam fulgurare; quia ex opinionum varietate jugum Christi suavius sustinetur: melius enim viatori plures vias exponi quam unam; cum recta inveniri actio possit, siue juxta unam, siue juxta alteram opinionem homines operentur. „ Hoc vero quid aliud est, nisi summum Dei beneficium dicere, quod Casuistarum industria, veritas in multis divine legis capitibus obscurata sit: cum, cognita veritate, una sit via omnibus necessario instituen-
 da;

da; latente vero & probabilitatum tenebris obte-
 ctâ, tot diversa nec minus secunda suppetant
 via, quot probabilitates?

Quid igitur sperandum erat, BEATIS-
 SIME PATER, ab hominibus præ luce te-
 nebras diligentibus, nec modo veritatem non
 optantibus aut querentibus, sed de ejus igno-
 ratione sibi plaudentibus, eam summi benefi-
 cii loco habentibus, atque id pro totius mora-
 lis suæ Theologiæ basi constituentibus; nisi ut
 in optatas sibi tenebras altissimè devolveren-
 tur, ut omnia miscerent, ut inaudita pare-
 rent opinionum monstra? Nec spes istas seu
 metus potius eventus frustratus est: undique
 enim infelici proventu tam horrenda morum
 dogmata proruperunt, ut non aliunde melius
 intelligi possit quantum in ipsis primariis illis
 dogmatibus venoni insit, ex quibus tam vi-
 rulentis rivis defluerunt.

Hoc illud est, BEATISSIME PATER,
 gravissimum & luctuosissimum Ecclesiæ ma-
 lum, quod bonos omnes jam diu acerrimo do-
 lore torquet. Hæcine, ajunt, illa Christia-
 na doctrina sanctitas & integritas, quæ Philo-
 sophos admiratione defixit, quæ plures ad fi-
 dem Ethnicos adduxit, quam ipse miraculo-
 rum fulgor? Hæcine Scribarum & Phari-
 seorum iustitiam supergressa Christianorum
 pietas? Adeone rem rediisse, ut istis docto-
 ribus tametsi Catholicis, nulli deterius cor-
 ruptiusque de moribus senserint, non Scribae,
 non

non Pharisei, non ulli gentiles? Quis enim tot unquam cavillationes ad Dei leges eludendas excogitavit, quis plus cupiditatibus indulgit, quis hominum societati exitiosiora dogmata commentus est, quis denuò veritati minus studuit?

Ergo cum tantam perniciem, tantumque dedecus tacite ferre nec Belgica nec Gallicana Ecclesia posset, de Casuistarum licentia comprimenda aliquot abhinc annis serio cogitare Episcopi cœperunt. Optassent quidem illi noxios libros penitus aboleri, quod olim in pœnitentiales quosdam libellos erroribus repletos à Gallia Episcopis in Concilio tum Cabillonensi secundo, tum Parisiensi sexto noverant constitutum. Sed quia intermisso iam provincialium Synodorum usu, separatim quisque grassanti se pesti opponere coactus fuit, satis habuerunt singuli ab illa gregem sibi subditum vendicare. Quod ut præstarent, alii istarum corruptelarum collectionem à Casuistarum Apologista consarcinatam generali censura damnarunt; alii distinctis etiam notis affecerunt certa capita, quorum venenum præsentius populisque magis timendum judicabant. Nec pius ipsorum conatibus Romana Ecclesia defuit auxilium. Nam Alexander VII. Pontifex Maximus delatam ad se Casuistarum Apologiam proscripsit, & quadraginta quinque propositiones ex variis Casuistis excerptas duabus Constitutionibus confixit. Et quid de

de tota hac fruticantium in dies laxarum opinionum licentia sentiret luculenter Orbi Christiano declaravit ; dum magno sibi mœrori „ esse significavit „ complures opiniones Christiane doctrinae relaxativas & animarum „ perniciem inferentes , partim antiquatas „ iterum suscitari , partim noviter prodire , „ & summam illam luxuriantium ingeniorum „ licentiam in dies magis crescere , per quam „ in rebus ad conscientiam pertinentibus „odus opinandi irrepsit alienus omninò ab „ Evangelica simplicitate ac Sanctorum Patrum doctrina , quem si pro recta regula „ fideles in praxi sequerentur , ingens sequeretur Christianae vitae corruptela. Quibus verbis cum pravis illis morum decretis , ipsum quoque , unde fluxerant , probabilitatis dogma perstringit & damnat.

Verum si liberè apud amantissimum Patrem simpliciterque loquendum est , tametsi existis variorum Episcoporum censuris , sanctisque Summi Pontificis Constitutionibus adversus laxiores Casuistas , religiosiores quique & doctiores utcumque habeant quod sequantur ; non habent tamen simpliciores , quo verum à falso satis in his concertationibus internoscant ; nec in hac dogmata proniores , quo satis ab ipsis revocentur ; nec his doctrinae flagitiis infecti , quo satis fortiter coerceantur. Nam censuras quidem Episcoporum scriptores illi eorumque fautores facile contemnunt,

temnunt, dum in iis versantur locis quæ eorum jurisdictioni non parent, atque inde & ipsis Episcopis contumelias ingerunt, & decretis suis non difficilè sui similes patronos inveniunt. Nec desunt illis quoque artes quibus ipsam Summi Pontificis censuram eludant. Nam præterquam quod Alexander VII. certas tantum doctrinæ labes ad specimen ex ipsorum libris colligi curavit, pluresque intactas prætermisit, quæ res ipsis gloriandi ansam præbuit, probatum Summo Pontifici fuisse quidquid ab ipso non esset expresse damnatum; ipsa quoque censura verba illorum effugiis & cavillationibus patent. Cum enim propositiones non alia certa & determinata nota quam scandali affecta sint, promptum erit hominibus in cavillando exercitatissimis illud obtendere, falsitatis minimè daminari sententias quæ tantum scandalosæ perhibentur; neque ipsis adeo suam probabilitatem abjudicari, quâ exui, ex ipsorum placitis, aliter non possunt, quam si contrarium transeat in articulum fidei: nihil igitur ob stare quin remoto scandalo, scandalosis opinionibus, sed nihilominus probabilibus, pro libito quisque utatur, & ex iis mores suos dirigat. Quamobrem post Episcoporum iudicia, & Apostolicas Alexandri VII. Constitutiones nihil quidquam de confidentiâ remiserunt: imò decreta sua eò audaciùs serere perstiterunt, quò elanguisse iam putant Episcoporum

Zelum,

zelum, seque adeo imposterum omni jam periculo defunctos.

Huius ergo mali tam contumacis natura nos adduxit, BEATISSIME PATER, ut frustra huic propulsando impensis hucusque curis ac laboribus nostris, ad Sanctitatis Vestrae praesidium confugeremus, hac spe frevi fore ut Supremae suae Authoritatis eminentia nostros conatus adjuvet sparsamque per universam Ecclesiam pestem ea potestate recidat qua universam Ecclesiam moderatur ac regit. Hæc sunt, BEATISSIME PATER quæ ad Sanctitatis Vestrae ac Sedis Apostolicæ iudicium, prout sacris canonibus circa Majores Causas gravioraque negocia cautum est, referenda putavimus; exemplum secuti complurium veterum Episcoporum & conciliorum præsertimque Africanorum Patrum. Quâ in re non modo nostros de Ecclesia malis eorumque remediis sensus Beatitudo Vestra poterit agnoscere; sed nostram insuper in Petri Cathedram & in se privatim reverentiam & obsequium plenamque in Ipsiis zelo, pietate & charitate fiduciam: quâ magis ac magis in dies animati, assiduas pro eius diuturna incolumitate & æterna felicitate Deo Optimo Maximo preces ardentius adhibemus.

SECUNDA EPISTOLA

*Illustrissimi ac Reverendissimi Epi-
scopi Electensis*

AD INNOCENTIUM XI.

Summum Pontificem.

BEATISSIME PATER,

P Restitum ab humilitate nostra, *Vestra*
in Petri Cathedram exaltationi, gra-
tulationis ac devotionis officium benignè
adeo & peramanter excepit Sanctitas Vestra,
ut hoc ipso animatus majori cum fiducia ite-
rum ad Illam de gravissimis Ecclesiæ Gallica-
næ malis, nec nisi ab Apostolica authoritate
& charitate sublevandis, scribere institue-
rim. Quid epistolæ à pluribus hujusce regni
Episcopis ad Sedem Apostolicam de perversis
recentiorum Casuistarum dogmatibus destina-
tæ nuper acciderit, jam, credo, BEATIS-
SIME PATER, Sanctitas Vestra, tum suis
apud Christianissimum Regem Nuncii relatio-
ne, tum aliorum fortè querelis inaudivit.
Qua de re pluribus hic agere minimè opus fue-
rit, cum universam historiæ seriem harum da-
tor literarum, auribus vestris referre poterit.
Sane vulnus istud episcopali dignitati infli-
ctum, BEATISSIME PATER, sentiet &
graviter nobiscum feret Charitas Vestra
omnium

omnium Ecclesiarum sollicitudine anxia, &
 ad Episcoporum voces eo propensius sese incli-
 nabit, quo eas indignissimis modis & artibus
 interclusas fuisse perspexerit. Nec verò alic-
 nis egebat hortatoribus Beatitudo vestra ad
 Ethicæ Christianæ corruptores cohibendos.
 Sat illam stimulat morum instituendorum &
 disciplinæ in melius informandæ zelus à fa-
 miliarissimis sibi sacra Synodi Tridentina de-
 cretis, domesticoque Sancti Caroli exemplo
 excitatus. Unde plane confidimus fore ut
 omnes illas doctrinæ corruptelas tanto distri-
 ctius confingat, quanto eas à fautoribus auda-
 ciùs disseminari intellexerit. Dolo-
 rem, imo & indignatione afficietur Sanctitas
 Vestra, BEATISSIME PATER, in tan-
 tum illos Christianissimi Regis Religioni ob-
 repressisse, ut quaesitis coloribus nostrum descri-
 benda ad Sedem Apostolicam epistola consi-
 lium crimini verterint, episcoposque, abro-
 gato iam pridem, contra fas omne, provincia-
 lium Synodorum usu, etiam de rebus Eccle-
 siasticis inter se communicandi & ad Sedem
 Apostolicam communi nomine referendi an-
 tiquo & præcipuo jure interdicare tentave-
 rint. Quod quid est aliud, BEATISSIME
 PATER, quam Ecclesiastici regiminis à
 Christo Domino instituti & omnium retrò sæ-
 culorum usu comprobati formam pessumdare,
 unius per totum orbem Episcopatus vinculum
 solvere, & ipsius, quo Romana gaudet Ec-
 clesia,

clesia, Primatus jura convellere? Nova hæc
 & hucusque apud nos inaudita, minus tamen
 quis fortasse mirabitur, si frequentes & pene
 quotidianas in Ecclesia libertatem molitiones at-
 tenderit, quibus aulici homines Ecclesiastica
 disciplina & doctrina causas, secularibus ma-
 gistratibus ac regia potestati addicere conantur.
 Harum dator litterarum plura tum verbis,
 tum etiam scripto proferet, quibus Sancti-
 tas Vestra, quæ & quanta in Ecclesiastici ordi-
 nis labem quotidie gerantur, intelliget. Inter
 alia vero, BEATISSIME PATER, turbas
 occasione juris, ut vocant, Regalie, huic no-
 stræ diœcesi invec̃tas addiscet Sanctitas Vestra;
 cujus juris ultra antiquas metas extensione, ali-
 quot abhinc annis, Narbonensis nostræ & alia-
 rum quatuor aut quinque Ecclesiasticarum
 Provinciarum, & nonnullarum præterea diœ-
 cesum nativam & canonicam libertatem ever-
 tere iidem aulici assentatores moliantur. Equi-
 dem cum edicto regio hac de re promulgato pa-
 rere, conscientia prohibente, renuerim, præ-
 cipua nostræ diœcesis beneficia in Regalia, ut vo-
 lunt, vacantia, per regium diploma, pleno ju-
 re, pulsus legitimis & pacificis possessoribus, col-
 lata sunt: quod etiam in Appamiensi diœcesi &
 forte aliis quibusdam, sicubi Episcopi non pa-
 ruere edicto, factum est. Cum autem, BEA-
 TISSIME PATER, ex decreto Concilii ge-
 neralis Lugdunensis secundi, quod incipit, Ge-
 nerali constitutione, & pro solemni Sacramen-
 to à me in Episcopali consecratione præstito, ju-

*ra & libertates Ecclesie mihi commissæ per cent-
 curas Ecclesiasticas tueri vellem; eò res addu-
 ctæ est, ut duorum Ecclesie Cathedralis Ca-
 nonicorum è familiaribus nostris, Archidia-
 cono scilicet & Promotoris, indictâ per sigilli
 regii literas relegatione, uno abhinc anno mul-
 ctatus fuerim. Etecce mihi hanc Epistolam
 meditati & præ manibus habenti nova ad-
 venit mulcta, nova orbitas; dum simili jus-
 sione longè amandatur Canonicus noster Theo-
 logus, quem in priorum locum suffeceram &
 in ministerii Episcopalis subsidium lateri meo
 adsciveram. Imo & mihi eadem sors jam
 hinc à priore anno impendebat, adversariis
 Ecclesie regiam auctoritatem ad id enixè
 sollicitantibus, nisi eorum consilium nativa
 sua æquitate & moderatione Christianissimus
 Rex posthabuisset. Sed de hoc quantumcum-
 que gravi negotio plura Sanctitati Vestra pro-
 loqui supersedeo, tum ne longiori privata ca-
 lamitatis querimonia molestus fiam, tum quia
 hujus vexationis adhuc vigentis acta à nobis
 transmissa, quo pacto res tota gesta sit,
 declarabunt. Itaque, BEATISSIME PA-
 TER, ad corrupta morum dogmata re-
 deo, quod malum latius patet & plerisque ani-
 mabus adhuc nocentius est. Huic curando
 quantum ab initio Pontificatus studium San-
 ctitas Vestra adhibuerit, universi norunt:
 quod ut Ipsa brevi assequeretur, nihil demùm
 utilius aut promptius occurrit, quam ut præ-
 cipua laxioris doctrina capita, jam dudum à*

plerisque Ecclesie Gallicane Prasulibus in
famoso Casuistarum Apologistâ damnata,
iterum ad eorundem Episcoporum relationem,
à Sede Apostolica solemnî decreto damnaren-
tur. Id autem ut ad optatum exitum, obsi-
stentibus licet Casuistica corruptela patronis,
perducatur, optamus vovemusque. Verum,
BEATISSIME PATER, rerum nostrarum
experimentis edoctus & paterna Vestra beni-
gnitate fretus ausim dicere, nihil penè in da-
mnandis Casuistarum erroribus opera precii fo-
re, nisi eadem Vestra Authoritate Janseniana
hereseos phantasma, quo jamdiu plurimi in his
partibus ludificantur, evanescat. Confidentius
fortasse quis hoc dictum existimaverit: veris-
simum tamen est, BEATISSIME PATER,
& nobis res cominus intuentibus quotidiana ex-
perientia certissimum. Nam Apostolicas Con-
stitutiones prædecessorum vestrorum Innocen-
tii X. & Alexandri VII. submissa omnes
mente accipiunt: nec ullus est qui cum Eccle-
sia Romana & Catholica perversos atque here-
ticos sensus in quinque propositionibus damnatis
contentos non ex animo damnet, quod prædi-
ctarum Constitutionum precipuum est caput:
et in cæteris etiam nemo est qui illis perpetuo
Ecclesie usu debitam reverentiam non præstet.
Id quod probè intellexit Clemens IX. Alexan-
dri VII. successor, dum Gallie Episcopis ac
Theologis jamdiu vexatis pacem tandem pro
Apostolica sapientia & equitate concessit. Ve-
rum, BEATISSIME PATER, hujus tam
opta-

optata pacis fructum hactenus nobis invidit & vanis artibus subripuit pertinax adversariorum factio & imperitus ac preposterus nonnullorum zelus. Janseniana siquidem hereseos nomen prorsus jam vanum & inane summo studio retinuerunt: nec illis presentius aut validius telum, quo se tueantur, & cujuslibet ordinis homines sibi adversantes disturbent. Hac futili accusatione sanctiorem quamque de moribus doctrinam exsufflant, viros pietate & doctrina prestantes traducunt atque Ecclesie ministeriis submovent, non Theologos modo, sed Episcopos populis suspectos efficiunt, pios eorum labores & saluberrima instaurandae disciplinae consilia intervertunt, libros informandis moribus aptissimos fidelium manibus excutiunt, omnem denique instituendae Christianorum vitae & ad normam Evangelii componendae viam occcludunt. Illud vero, BEATISSIME PATER, summopere animadvertendum est, non solum hujus fictitia hereseos pretextu grassantem ubique morum corruptelam foveri, sed fidei quoque solidissima dogmata convelli. Quis enim non doleat castissimam & saluberrimam sanctorum Augustini & Thoma de gratuita Dei praedestinatione & gratia Christi ad singulos pietatis actus necessaria doctrinam sub invidioso Jansenii nomine à plerisque repudiari, & tanquam erroneam & hereseos nota dignam in cathedris, in pulpitis, in colloquiis traduci? Ita doctrina, quam à multis pontificibus acriter assertam ac vindicatam hereditario quasi jure

Ecclesia possidet, ut aiebat doctissimus Clemens Papa Octavus, passim hodie conculcatur: Ita dogmata quæ inconcussa tutissimaque nuncupavit Alexander VII. temerario ausu à multis impetuntur. En, BEATISSIME PATER, Ecclesiæ Gallicanæ vario morborum genere laborantis status brevi Sanctitatis Vestræ oculis delineatus. Solet quidem agrotantium dolor multas medendi artes excogitare, sed non omnes æque commodas & utiles. Unde satius erit, patefactis jam nostris vulneribus totos nos Apostolicæ Vestræ charitati & prudentiæ committere: nisi forte etiam nostros ea de re sensus cognoscere Vestræ Sanctitas opportunum duxerit. Certè fausta omnia à Vestrâ Beatitudine expectamus, maximè pro tuendis divinæ Gratiæ dogmatibus, pro stabilendis Ethicæ Christianæ regulis, pro sancienda veteri & canonica Ecclesiarum libertate. Hæret enim cordi ejus impressa hæc unius ex suis decessoribus sententia: Optamus, si fieri potest, in diebus nostris Apostolicam fidem & Ecclesiæ regulas cum subjectis nobis populis custodire, & omnem novam doctrinam sopire. Equidem, BEATISSIME PATER, cò atatis provectus sum, ut hæc antequam moriar, in Ecclesiâ videndi vix spes supersit: peregrinationis tamen meæ cursum jam majori cum alacritate, pontificatus vestri specie recreatus & confirmatus persequor; quæ & quanta in Ecclesiam universam bona Sanctitatis Vestræ opera diffundenda sint animo prospiciens:

ciens: quod ut pro singulari sue pietate & ar-
denti zelo fructuosius prestare queat, dinstur-
nam Ipsi Pontificatus administrationem exopto,
& post hujus aevi labores cumulatissimam in
cælo felicitatem apprecor.

BEATISSIME PATER,

Sanctitatis Vestrae

*Humillimus & obsequentissimus fi-
lius & servus*

*Elect. die 30.
Julii 1677.*

NICOLAUS E. Electensis.

B R E V E
INNOCENTII PP. XI.

*Ad Illustrissimum ac Reverendissimum
Episcopum Electensem.*

INNOCENTIUS PP. XI.

VENERABILIS FRATER, salutem
& Apostolicam benedictionem. Su-
sceptam à nobis de pastoralis in Electen-
si Ecclesia regenda ac Ecclesiastica disciplina
instauranda Fraternalitatis tuæ zelo opinionem
mirifice confirmarunt Literæ quas 30. Julii
ad nos dedisti. Iis enim refertæ sunt cū pui,
tūm vigilantis animi sensibus, ut nullum nobis
de eo dubitandi locum relinquant. Pro com-

perto autem te habere volumus, religiosis studiis tuis constanti nos praesidio atque authoritate affuturos, libenterque occasiones omnes amplexuros ex quibus propensam, erga te voluntatem nostram agnoscere valeas. Quod attinet ad ea quae fusè nobis tum per literas, tum per earum exhibitorem significasti, tanti profecto momenti sunt iisque implicata difficultatibus, ut diligenti & matura discussione prorsus indigeant. Pro munere itaque nostri debito accurate eadem examinari mandabimus, illudque super his consilium capiemus quod in Domino expedire iudicaverimus. Assiduus interim apud supremum Patrem luminum juvari precibus vehementer à te petimus, dum nos dilectionis nostrae pignus Fraternalitati tuae Apostolicam benedictionem peramanter impertimur.

19. Septemb. 1677.

TERTIA EPISTOLA

*Illustrissimi ac Reverendissimi Episcopi
Electensis,*

AD INNOCENTIUM XI.

Summum Pontificem.

IN hac confecta etatis & affectionis paralytica sinistram corporis partem occupantis invalescente aegritudine arctissimam meam cum Apostolica Sede communionem, & singularem erga Pontificatum Sanctitatis Vestrae re-
veren-

verentiam & devotionem hoc monimento testatam volui: simul & extrema Ecclesia mihi commissa amoris officia exhibere satagens, ad auctoritatem & tutelam vestram, qua maxime modo indiget, confugio. Nativam illius & perpetuam à Regalia jure immunitatem, qua illi cum tota Provincia Ecclesiastica Narbonensi & aliis quibusdam communis est, juxta Concilii generalis Lugdunensis Constitutionem pro parte mea hucusque tuitus sum. At eam novo & insolito Regalia juri post discessum meum jam instantem penitus subjectum iri prospicio, nisi intercessione summæ Vestræ Auctoritatis apud Christianissimum Regem ab ejusmodi jugo vindicetur. Quare hoc unum restat, BEATISSIME PATER, ut ipsam in eadem libertate & immunitate cum qua quadraginta abhinc annis eam suscepi, Beatitudini Vestræ custodiendam commendem. Est & aliud grave mihi, BEATISSIME PATER, quippe quod meæ cum Apostolica Sede communioni umbram aliquam offundere videatur, censura scilicet à Romanis Inquisitoribus Rituali libro qui à me ad usum nostræ diocesis editus est, iniusta. Libri illius à plurimis licet fratribus Coepiscopis solenni approbatione laudati novum examen subire non detrecto: imo peropto, si modo Sanctitas Vestra per se pro sua benignitate oculos & animum advertere dignata fuerit. Quidquid in eo emendandum pro sua sapientia:

ria duxerit, hoc pro reverentia mea emendandum duco. At pristinum Inquisitorum iudicium, acerbum nimis & injuriosum eò magis deprecor, quò pleraque Ethica Christiana dogmata, tanquam sub generali Ritualis nostri censura damnata, à viris illusoribus qui supra populum, juxta Prophetam, dominantur, passim traduci doleo. Hanc labem à me, hanc à sanctissimis dogmatibus fraudem & calumniam ut amoliatur Sanctitas Vestra ultimùm obsecro & supplico. Itaque votorum tum hujus, tum superioris Epistole summa in sinu Sanctitatis Vestrae reposita, mortem expecto, Apostolica Vestra benedictione jam mihi concessa munitus, & necessario maxime precum vestrarum praesidio apud summum Judicem adjuvandus.

BEATISSIME PATER,

Sanctitatis Vestrae

*Humillimus & obsequentissimus
filius & servus*

*Electi die,
25. Octobris
Ann. 1677.*

NICOLAUS Ep. Electensis.

FINIS.

T A B L E

Des pieces contenuës dans cette Relation.

O rdonnance de M. l'Evêque d'Alet contre le Sr. la Gorrée pourvu en Régale de la Thresorerie de l'Eglise Cathédrale d'Alet.	Pag. 11
Lettre de M. l'Evêque d'Alet à l'Assemblée générale du Clergé de 1675.	14
Lettre de M. l'Evêque d'Alet à M. l'Archevêque de Paris Président de l'Assemblée.	18
Premiere Lettre de M. l'Evêque d'Alet à M. le Cardinal de Bonzy, Archevêque de Narbonne.	19
Lettre de M. l'Evêque d'Alet à M. l'Evêque de Montpellier Député de la Province Ecclesiastique de Narbonne en l'Assemblée générale du Clergé.	20
Lettre de M. l'Evêque d'Alet à M. l'Evêque de Beziers Député de la Province Ecclesiastique de Narbonne en l'Assemblée generale du Clergé.	22
Lettre de M. l'Archevêque de Paris à M. l'Evêque d'Alet.	26
Ordonnance de M. l'Evêque d'Alet contre les pourvus en Régale des bénéfices du diocèse d'Alet.	30
Lettre de M. de Bezons conseiller d'Estat à M. l'Evêque d'Alet.	35
L 7	Lettre

T A B L E

<i>Lettre de M. l'Evêque d'Alet à M. de Bezons</i>	
<i>Conseiller d'Estat.</i>	38
<i>Seconde Lettre de M. l'Evêque d'Alet à M. le</i>	
<i>Cardinal de Bonzy Archevêque de Nar-</i>	
<i>bonne.</i>	45
<i>Premiere Lettre de M. l'Evêque d'Alet au</i>	
<i>Roy.</i>	56
<i>Arrest du Conseil d'Estat.</i>	68
<i>Autre Arrest du Conseil d'Estat.</i>	75
<i>Lettre de cachet au Sr. de Foix pour venir pren-</i>	
<i>dre possession du Doyonné d'Alet & le desser-</i>	
<i>vir.</i>	76
<i>Ordonnance de M. l'Evêque d'Alet contre le</i>	
<i>Sr. de Foix portant que les Monitions luy se-</i>	
<i>ront faites pour estre procédé contre luy à la</i>	
<i>Declaration de l'excommunication.</i>	78
<i>Seconde Lettre de M. l'Evêque d'Alet au Roy.</i>	81
<i>Premiere Lettre de M. l'Evêque d'Alet à N.</i>	
<i>S. P. le Pape Innocent XI.</i>	85
<i>Lettre de M. l'Evêque de Pamiers à N. S. P.</i>	
<i>le Pape Innocent XI.</i>	89
<i>Premier Bref de N. S. P. le Pape Innocent XI.</i>	
<i>à M. l'Evêque d'Alet.</i>	93
<i>Bref de N. S. P. le Pape Innocent XI. à M.</i>	
<i>l'Evêque de Pamiers.</i>	95
<i>Ordonnance de M. l'Evêque de Pamiers contre</i>	
<i>les Régalistes.</i>	96
<i>Acte du Chapitre de l'Eglise Cathedrale de</i>	
<i>Pamiers fait au Procureur du Sr. Puncet Ré-</i>	
<i>galiste.</i>	99
<i>Lettre de M. l'Evêque de Pamiers au Roy.</i>	101

Or-

EXHIBIT EXH

T A B L E

*Ordonnance de M. l'Evêque d'Alet contre le
Sr. Rodeille Régaliste.* 107

*Lettre des Evêques à N. S. P. le Pape In-
nocent XI. pour demander la condam-
nation de la méchante Morale des Casuistes.*

111

*Seconde Lettre de M. l'Evêque d'Alet au Pape
Innocent XI.* 124

*Second Bref de N. S. P. le Pape Innocent XI.
à M. l'Evêque d'Alet.* 134

*Jugement rendu par M. l'Archevêque de Tou-
louse contre les Ordonnances de M. l'E-
vêque de Pamiers sur le fait de la Régale.*

136

*Acte de M. l'Evêque de Pamiers à M. l'Ar-
chevêque de Toulouse.* 144

*Jugement de l'Official Métropolitain de Nar-
bonne contre les Ordonnances de M. l'Evê-
que d'Alet touchant la Régale.* 164

*Ordonnance de M. l'Evêque d'Alet contre le
Jugement rendu par l'Official Métropolitain
de Narbonne.* 176

*Troisième Lettre de M. l'Evêque d'Alet à M.
le Cardinal de Bonzy, Archevêque de Nar-
bonne.* 182

*Lettre circulaire de M. l'Evêque d'Alet à tous
les Evêques de la Province de Narbonne.*

183

*Ordonnance de M. l'Evêque de Pamiers por-
tant que ses précédentes Ordonnances contre
les Régalistes seront executées nonobstant le
Jugement rendu par M. l'Archevêque de
Tou-*

T A B L E.

<i>Toulouse.</i>	185
<i>Ordonnance de M. le Cardinal de Bonzy, Archevêque de Narbonne.</i>	188
<i>Acte d'Appel de l'Ordonnance de M. le Cardinal de Bonzy Archevêque de Narbonne.</i>	201
<i>Projet d'un Acte d'Appel & de Protestation contre l'Ordonnance de M. le Cardinal de Bonzy, Archevêque de Narbonne.</i>	203
<i>Troisième lettre de M. l'Evêque d'Alet à N. S. P. le Pape Innocent XI.</i>	216
<i>Troisième Lettre de M. l'Evêque d'Alet au Roy.</i>	219
<i>Epistola Illustrissimi ac Reverendissimi Episcopi Electensis ad Innocentium XI. Summum Pontificem.</i>	222
<i>Epistola Illustrissimi ac Reverendissimi Episcopi Appamiensis ad Innocentium XI. Summum Pontificem.</i>	225
<i>Breve Innocentii P. P. XI. ad Illustrissimum ac Reverendissimum Episcopum Electensem.</i>	228
<i>Breve Innocentii P. P. XI. Ad Illustrissimum ac Reverendissimum Episcopum Appamiensem.</i>	230
<i>Epistola plurium Galliae Antistitum ad Innocentium XI. Summum Pontificem, de profligandis erroribus & corruptelis Casuistarum.</i>	237
<i>Secunda Epistola Illustrissimi ac Reverendissimi Episcopi Electensis ad Innocentium XI. Summum Pontificem.</i>	242
<i>Breve</i>	

T A B L E.

Breve Innocentii P.P. XI. Ad Illustrissimum ac Reverendissimum Episcopum Electen- sem.	249
Tertia Epistola Illustrissimi ac Reverendissimi Episcopi Electensis ad Innocentium XI. Summum Pontificem.	250



五、七、九、十一







70. 806.





